

F3E

Fonds pour
la promotion des
études préalables
études transversales
évaluations

Evaluation réalisée avec l'appui du F3E pour (réf 219 Ev) :

Syfia

International

Presse écrite, photos, radio, Internet

20 rue du carré du roi
34.000 Montpellier, France
Tél. : (33) 0 4 67 52 98 75
Fax : (33) 0 4 67 52 70 31
www.syfia.info

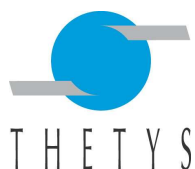
Evaluation de la formation-tutorat pour la presse écrite et la radio de Syfia International

Rapport final et annexes

Janvier 2007



Thétys Sarl. 295 chemin du Triadou. 34820 Assas.
Tél 04 67 59 79 38 / Fax 04 67 59 74 40. Email j.kouchner@wanadoo.fr
Siret 384 035 044 00039 APE 221 A – N° de déclaration d'existence :
823801460 38



Rapport d'évaluation du projet

formation-tutorat pour la presse écrite et la radio

de l'agence Syfia International

**Evaluation réalisée sous la direction de Jean Kouchner avec Gérard Ponthieu
Expertises réalisées sur le terrain entre le 28 août et le 20 septembre 2006.
Rapport achevé le 30 janvier 2007**

Sommaire

1	<u>NOTE METHODOLOGIQUE.....</u>	6
2	<u>ETAT DES LIEUX SOMMAIRE DE LA FORMATION AU JOURNALISME EN AFRIQUE</u>	6
2.1	FORMATION PREMIERE	7
2.2	FORMATION PERMANENTE.....	7
2.3	LES FORMATEURS	9
3	<u>LES PRATIQUES JOURNALISTIQUES MAJORITAIRES DANS LES PAYS CONCERNES</u>	11
3.1	LA PRESSE ECRITE	11
3.2	L'INFORMATION RADIOPHONIQUE	12
4	<u>LES FORMATIONS-TUTORATS DE SYFIA INTERNATIONAL.....</u>	14
4.1	EN PRESSE ECRITE, PLUSIEURS FORMULES ETAIENT ENVISAGEES :	15
4.2	EN RADIO, UNE SEULE FORMULE	16
4.3	LES PROGRAMMES	18
4.4	LES FINANCEMENTS.....	18
5	<u>LES FORMATIONS-TUTORATS AU BENIN</u>	22
5.1	ÉLÉMENTS D'INFORMATION CONCERNANT L'AGENCE « PROXIMITES ».....	22
5.2	PRINCIPALES CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS CONCERNANT LE BENIN	22
5.3	LA SITUATION DE LA PRESSE ECRITE	28
5.4	LA SITUATION DE LA RADIO	29
5.5	ÉLÉMENTS D'ANALYSE PAR L'AGENCE PROXIMITES	29
5.6	LA PERCEPTION DE LA FORMATION DES JOURNALISTES AU BENIN	31
5.7	LA PERCEPTION DES FORMATIONS-TUTORATS DES JOURNALISTES AU BENIN PAR LES APPRENANTS ET LES CADRES. REPNSES AUX QUESTIONNAIRES.....	32
5.8	LA PERCEPTION DES FORMATIONS-TUTORATS DES JOURNALISTES AU BENIN. ANALYSE A TRAVERS LES ENTRETIENS REALISES.....	36
5.9	DES PROPOSITIONS POUR LE BENIN AVANCEES PAR LES APPRENANTS ET LES DIRIGEANTS	42
6	<u>LES FORMATIONS-TUTORATS AU BURKINA FASO</u>	44
6.1	ÉLÉMENTS D'INFORMATION CONCERNANT L'AGENCE « PROXIMITES ».....	44
6.2	PRINCIPALES CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS CONCERNANT LE BURKINA FASO.....	44
6.3	LA SITUATION SOMMAIRE DES MEDIAS	49
6.4	UN CONTEXTE MEDIATIQUE MARQUE, DE MANIERE CONTRADICTOIRE, PAR L'AFFAIRE ZONGO	50
6.5	L'OFFRE DE FORMATION	51

6.6	ÉLÉMENTS D'ANALYSE PAR L'AGENCE JADE-SYFIA	53
6.7	LA PERCEPTION DES FORMATIONS-TUTORATS DES JOURNALISTES AU BURKINA FASO. REPNES AUX QUESTIONNAIRES.	53
6.8	QUESTIONS AUTOUR DU DEPARTEMENT « COMMUNICATION ET JOURNALISME »	60
6.9	QUATRE RADIOS, TROIS PROBLEMATIQUES.	63
6.10	POINTS DE VUE DE RESPONSABLES DE REDACTIONS (PRESSE ECRITE)	65
6.11	RENCONTRES AVEC LES BAILLEURS DE FONDS.....	69
7	<u>LES FORMATIONS-TUTORATS AU CAMEROUN.....</u>	71
7.1	ÉLÉMENTS D'INFORMATION CONCERNANT L'AGENCE JADE – SYFIA	71
7.2	PRINCIPALES CONCLUSION ET PROPOSITIONS CONCERNANT LE CAMEROUN	72
7.3	LA SITUATION DE LA PRESSE ECRITE	74
7.4	LA SITUATION DE LA RADIO	75
7.5	ÉLÉMENTS D'ANALYSE PAR L'AGENCE JADE	76
7.6	LA PERCEPTION DE LA FORMATION DES JOURNALISTES AU CAMEROUN PAR SES DESTINATAIRES. REPONSES AUX QUESTIONNAIRES	77
7.7	LA PERCEPTION DES FORMATIONS-TUTORATS DES JOURNALISTES AU CAMEROUN. ANALYSE A TRAVERS LES ENTRETIENS REALISES.....	83
7.8	DES PROPOSITIONS POUR LE CAMEROUN PAR LES APPRENANTS ET LES CADRES.....	87
8	<u>LA FORMATION TUTORAT EN AFRIQUE : CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS</u>	89
8.1	UN CENTRE DE REFERENCE.....	90
8.2	MISE EN PLACE D'UN COMITE PEDAGOGIQUE	91
8.3	ÉTUDIANTS ET PROFESSIONNELS.....	92
8.4	LES CURSUS DE FORMATION	93
8.5	LES DOCUMENTS PEDAGOGIQUES.....	94
8.6	LE SUIVI PEDAGOGIQUE	94
8.7	LE DEVELOPPEMENT DES AGENCES EN MOYENS ET RESSOURCES HUMAINES.....	95
8.8	LA DELIVRANCE D'UN DIPLOME	96
8.9	UN EFFORT DE COMMUNICATION	96
8.10	FINANCEMENT DES FORMATIONS-TUTORATS.....	96
9	<u>ANNEXE 1.-</u>	98
10	<u>ANNEXE 2 REPONSES AUX QUESTIONNAIRES AU BENIN.....</u>	99
11	<u>ANNEXE 3. BURKINA FASO.</u>	111
11.1	LES CHOIX DE SOULEYMANE OUATTARA : COMPTE RENDU D'ENTRETIENS.....	111
11.2	LA PERCEPTION DES FORMATIONS-TUTORATS DES JOURNALISTES AU BURKINA FASO. REPNES AUX QUESTIONNAIRES.	115
12	<u>ANNEXE 4. - LA PERCEPTION DE LA FORMATION DES JOURNALISTES AU CAMEROUN. REPONSES AUX QUESTIONNAIRES</u>	139
12.2	REPONSE AU QUESTIONNAIRE CADRES	153
13	<u>ANNEXE 5.- LES FORMATIONS-TUTORATS A MADAGASCAR.....</u>	154
13.1	ÉLÉMENTS D'INFORMATION CONCERNANT L'AGENCE MEDIASCOPE	154

13.2	SYNTHESE DES PRINCIPALES CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS	154
13.3	LA PERCEPTION DE LA FORMATION DES JOURNALISTES AU CAMEROUN PAR SES DESTINATAIRES. REPONSES AUX QUESTIONNAIRES	155
13.4	REPONSE AU QUESTIONNAIRE CADRES	165
14	<u>ANNEXE 5.- LISTE DES PERSONNES RENCONTREES :</u>	168
14.1	AU BENIN :	168
14.2	AU BURKINA FASO.....	168
14.3	AU CAMEROUN	169

Le F3E et Syfia International ont confié à la Sarl Thétys une mission d'expertise visant à évaluer l'efficacité des formations-tutorats mises en œuvre en Afrique depuis 2002. Cette mission a été réalisée du 28 août au 20 septembre sur le terrain. Le travail s'est poursuivi par mails et téléphone jusqu'au 25 novembre 2006. Un rapport intermédiaire, présenté le 8 novembre à Paris, a fait l'objet d'un examen critique par le F3E et Syfia International.

1 Note méthodologique.

Conformément aux termes de référence, cette étude a été précédée d'entretiens avec l'agence Syfia International à Montpellier. Nous avons également pu rencontrer plusieurs acteurs essentiels de l'aide aux médias au sein de l'Organisation Internationale de la Francophonie et prendre connaissance ou relire les différents rapports réalisés sur des thèmes intéressant la mise en place des formations au journalisme en Afrique, notamment ceux du GRET.

Les trois pays prévus dans la convention ont été visités. Les deux évaluateurs se sont d'abord rendus au Bénin, où un travail d'équipe avec le bureau de Syfia a permis à la fois de rencontrer de nombreux acteurs, et de caler une méthode d'approche des réalités. Les évaluateurs se sont rendus ensuite parallèlement au Cameroun et au Burkina Faso, tout en restant en liaison.

Dans chacun de ces pays, nous avons procédé par rencontres successives des acteurs de la formation : agences Syfia, apprenants, encadrement des médias, ONG, institutions ou organismes concernés par la formation des journalistes. Ces rencontres ont fait l'objet d'un décryptage quotidien permettant d'ajuster les questions et les recherches au fur et à mesure de l'avancement de l'expertise. Ces rencontres avaient été préparées par une concertation importante avec les chefs d'agences qui ont joué un rôle décisif dans l'efficacité de nos déplacements.

Dans les pays où nous n'avons pas pu nous rendre (Madagascar et Sénégal), nous avons procédé à l'envoi des questionnaires aux apprenants et aux cadres dont les coordonnées nous ont été fournies par les chefs d'agences Syfia. La collaboration totale de l'agence de Madagascar nous a permis de récupérer un nombre significatif de questionnaires. S'ils ont donné matière à une analyse des réactions des apprenants, ils ne permettent pas néanmoins d'approfondir la réalité des formations-tutorats dans l'île. Les échanges de mails et les entretiens à distance, s'ils ont apporté des éclaircissements nécessaires sur quelques points, ne peuvent remplacer la richesse de rencontres de terrain.

Au Sénégal, nous n'avons pas obtenu de collaboration effective de l'agence Syfia, malgré plusieurs relances par mail et par téléphone. Nous avons envoyé les questionnaires aux apprenants dont les adresses nous ont été fournies dans des documents de Syfia International. Un exemplaire seulement nous est revenu, qui ne saurait constituer une matière significative. Le Sénégal ne figure donc pas dans ce rapport.

2 Etat des lieux sommaire de la formation au journalisme en Afrique

2.1 Formation première

L'« Étude sur la formation aux métiers de l'information en Afrique » (GRET, 2002) notait l'importance des enseignements théoriques de type universitaire en pratique dans de nombreux centres (Cesti, Esstic, etc.). Ainsi, relevaient les auteurs de cette étude, « il est nécessaire de moderniser les programmes de formation en partant de la réalité des référentiels métiers. Il conviendrait de mieux préparer les étudiants au contexte réel d'exercice de leur métier et aux façons de résoudre les difficultés qu'ils rencontreront ». (...) « La formation délivrée par les centres gagnerait à être beaucoup plus pratique et opérationnelle. Pour cela, ils devraient créer ou redynamiser un journal école et une radio école. » « Les étudiants ont besoin de beaucoup plus d'exercices pratiques et de manipuler régulièrement les outils et matériels dont ils doivent maîtriser le fonctionnement... »

Parmi les propositions élaborées pour rapprocher les centres de formation de la profession, citons également celle-ci : « Soumettre la formation dispensée par les centres à l'évaluation des professionnels et l'adapter selon leurs suggestions ».

Cette analyse et les propositions qui en découlent sont en parfait adéquation avec la situation que nous avons rencontrée lors des expertises de terrain menées au Bénin, au Burkina Faso et au Cameroun.

2.2 Formation permanente

En termes de formation permanente des journalistes (souvent appelée « recyclage »), de nombreuses organisations non gouvernementales, les services de coopération de nombreux pays, parfois aussi directement certains médias de pays du Nord œuvrent pour apporter aux médias du Sud leur concours.

Nombreux ont été les journalistes africains à être invités au sein d'écoles de journalisme, de médias européens – et singulièrement français –. Ces formations « *expatriées* » ont été assorties très légitimement de la prise en charge des frais consécutifs au voyage et à l'hébergement des stagiaires, mais aussi du versement d'un *per diem* destiné à couvrir les frais divers, et constituant une ressource importante pour des journalistes le plus souvent sous payés ou ne percevant aucune rémunération. Progressivement, cette indemnisation est devenue un objectif *en soi*, et a fait parfois perdre de vue l'essentiel : le contenu de la formation.

« On prend le *per diem*, on dort bien, on mange bien, mais ça n'apporte rien », nous dira l'un de nos interlocuteurs ».

Ce contenu lui-même a été souvent calqué sur des modèles européens. Cela s'est traduit par un décalage entre les conditions de travail dans les médias africains et les conditions de travail rencontrées par les stagiaires au sein des médias du Nord. Si l'exemple peut être une vertu, les stagiaires rentrés chez eux n'ont dans la plupart des cas pas pu mettre en pratique ce qu'ils avaient appris, faute de moyens.

S'il reste efficace de procéder à des invitations ciblées de certains journalistes dans un objectif précis (formations thématiques pointues, par exemple), les aides apportées se sont plus orientées vers des séminaires, stages, colloques divers organisés sur place, dans les pays concernés, et parfois même au sein des médias concernés.

Les stages de perfectionnement *in situ*, organisés avec une certaine fréquence, sont souvent des regroupements de journalistes issus de plusieurs médias. Cette formule comporte de nombreux avantages, puisqu'elle permet en particulier une confrontation d'expériences, et qu'elle n'éloigne

pas les journalistes de leurs rédactions trop longtemps. Elle reste pourtant trop souvent théorique, les exercices pratiques et le terrain étant délaissés pour des raisons de durée et de difficulté d'organisation.

S'il n'est pas inutile d'exposer *théoriquement* certains principes déontologiques ou certaines méthodes de travail nécessitant suivi et rigueur (reportages, enquêtes, ...), il manque là encore cette dimension *terrain* qui pourrait catalyser les exposés théoriques.

Enfin, la formule qui consiste à envoyer un formateur au sein même d'un média (radio ou presse écrite) a fait ses preuves : elle permet un réel suivi de la formation, et se traduit souvent par des évolutions dans les méthodes de travail. Encore faut-il que la mission du formateur soit bien de... former, et non une simple insertion au sein d'une équipe permettant un renforcement physique des capacités de la rédaction.

La formation permanente est le plus souvent le fait d'organismes étrangers aux pays concernés. Si des efforts réels ont été faits pour y associer des centres de formation nationaux, l'absence de réels centres de *perfectionnement* constitue un handicap pour la profession. Là encore, certaines écoles de journalisme, souvent liées à l'université, ont essayé de s'inscrire dans cette nécessité. Les succès restent toutefois limités.

Pour déterminer les contenus des formations précis et adaptés de près aux besoins des journalistes et des médias, les relais nécessaires à la réflexion et à la concertation de la profession peuvent souvent manquer. Cette réflexion devrait être possible non seulement en interne, au sein même de chaque média, mais aussi à l'occasion de rencontres inter médias, à l'image de certains organismes paritaires où représentants patronaux et des salariés se côtoient. Maisons de la presse, syndicats de journalistes et patronaux, associations professionnelles *ad hoc* pourraient jouer un rôle déterminant dans l'élaboration des contenus des stages par les organismes de formation.

« Les professionnels recrutés hier, et qui travaillent aujourd'hui dans les médias, n'ont pas réussi à rattraper par la pratique leur manque de formation initiale, d'autant qu'ils manquent souvent de modèles positifs auxquels se référer. Des plans de formation continue solides restent donc toujours aussi nécessaires pour relever dès maintenant la qualité des médias », souligne l'étude du Gret de 2002¹.

Cette même étude montre qu'une des conditions pour y parvenir réside « sans doute dans une articulation de la formation initiale et de la formation continue assurées par les mêmes organismes de formation (...) Ceci implique d'opérer un revirement stratégique assez radical, car actuellement ces deux types de formation sont nettement disjointes et fonctionnent sur des rails parallèles, sans convergence ».

Cette réalité est aggravée par le fait que les aides apportées à la formation des journalistes aux états d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale sont faibles dans leur ensemble, et de surcroît dispersées. Un manque, voire une absence totale de coordination entre les institutions d'appui est aussi à déplorer. Ainsi, une étude de 2003 réalisée au Bénin par Fernand Nouwligbeto² relevait :

« Il n'y a pas de coordination des activités de formation au niveau des différentes institutions. Chacune de celles-ci organise ou finance les sessions en fonction de ses objectifs particuliers, de

¹ Gret – Etude sur la formation aux métiers de l'information en Afrique.2003.

² Fernand Nouwligbeto. *Les entraves à l'efficacité des sessions de formation des journalistes de la presse écrite privée béninoise*. Résumé d'un mémoire soutenu en 2002

ses centres d'intérêt et de sa capacité financière. L'avantage est qu'il y a de grandes possibilités de financement des projets soumis par les associations professionnelles. En revanche, on note un grand « désordre » au niveau de l'organisation des sessions. L'image qu'on a est celle d'un vaste champ de formations éparses, organisées ici ou là au hasard du bon vouloir des bailleurs de fonds et destinées souvent aux mêmes journalistes qui vont d'une session à l'autre. La conséquence la plus visible est la redondance des modules ou des thèmes de sessions de formation ».

Ce manque de coordination est souligné également par une étude réalisée au Bénin sous l'autorité de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC) en 2006³ :

« A quelques exceptions près, la formation des journalistes béninois a été jusqu'à ce jour dominée par les sessions ponctuelles, éparses, menées parfois sans concertation entre les bailleurs et les prestataires. Une multitude d'opérateurs plus bienveillants qu'efficaces fournissent de nombreuses et disparates, voire incohérentes, occasions de formations ».

Ce constat s'applique aussi bien au Bénin qu'au Cameroun, au Burkina Faso, ou à Madagascar⁴.

Aux redondances et aux inadaptations aux besoins réels, s'ajoute l'arbitraire dans le mode de désignation des journalistes à former. Nous avons vu que les *per diem* pouvaient constituer un objectif en-soi. Ajoutons que la désignation par la hiérarchie sans autre critère que la seule disponibilité ne peut correspondre à une stratégie très avancée de développement des compétences.

2.3 Les formateurs

Rares – ou plutôt exceptionnels – sont les formateurs qui ont suivi un cursus de formation de formateurs. Ce sont en général des journalistes plus « anciens », que l'on juge expérimentés, et donc capables de communiquer leurs compétences, ce qui n'est pas du tout évident. Il ne suffit pas en effet d'être un bon professionnel pour savoir communiquer à d'autres son savoir faire.

Au sein des centres de formation, les formateurs encadrant la formation permanente sont parfois les mêmes qui encadrent la formation première, soit des universitaires et non des professionnels. Lorsque sont recrutés des professionnels, ils ne le sont pas toujours à partir de leurs capacités pédagogiques. S'ils peuvent faire état d'une certaine expérience, il faut pourtant rappeler que le complément de salaire que l'encadrement de formations peuvent parfois leur procurer suscite des appétits et des choix qui ne sont pas toujours fondés sur les capacités pédagogiques.

De plus, les méthodes pédagogiques mises en œuvre sont souvent anciennes, figées, et ne font pas l'objet d'une véritable réflexion. Nous voyons parfois des formations qui se caractérisent par des rapports de type scolaire entre apprenants et formateurs, alors qu'il faudrait privilégier les rapports professionnels. Nombreuses sont les sessions de formation qui sont trop courtes,

³ HAAC (Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication) du Bénin. Etude des besoins en renforcement de capacités des animateurs des médias béninois. Rapport de mission. 2006.

⁴ Pour une seule année, « pas moins d'une dizaine d'organisations ont financé près d'une vingtaine de séminaires sur une quinzaine de thèmes qui ont réuni pendant plus de soixante séances près de 500 auditeurs —soit près de 3 000 séances / stagiaires dont les résultats paraissent loin d'être démontrés ». in « Vers des stratégies concertées et des plans de formation : exemples de Madagascar, du Bénin et de la Côte d'Ivoire ». Johannesburg. Novembre 1998

orientées vers les *techniques* d'écriture ou de mise en scène de l'information, plus que sur les questions de fond : quelle information, pour qui ? Comment aller au delà de la surface, des apparences et donner des clefs indispensables aux lecteurs ou aux auditeurs.

Si peu d'études ont été réalisées sur le mode de recrutement des formateurs, il faut citer ici encore celle de Fernand Nouwligbeto⁵ : nous y relevons que les apprenants ont des formateurs une perception très négative : 64% d'entre eux pensent que les nouveaux formateurs « ne donnent pas le bon exemple dans leurs pratiques professionnelles (...) surtout par rapport au respect de l'éthique et de la déontologie ».

« L'expériences des anciens » reste un critère déterminant pour le recrutement des formateurs. Mais les « anciens » ont souvent été formés eux-mêmes dans un moule étatique qui n'est pas nécessairement le plus propice au respect déontologique. La reproduction d'habitudes anciennes est souvent le résultat de cette pratique empirique.

Pour pallier ces difficultés, les bailleurs de fonds organisent des formations encadrées par des formateurs venus des pays du Nord, et singulièrement des pays francophones. Certains efforts ont été consentis pour contribuer à la formation de formateurs nationaux dans ce cadre, non sans certains succès.

Mais trop souvent, les formateurs envoyés méconnaissent le contexte national, et surtout ne viennent que pour de courtes périodes, sans assurer de suivi des formations, ce qui est pourtant l'un des besoins le plus exprimés par les apprenants. Si certaines organisations ont fait des efforts notables pour tenter de pallier ces insuffisances (et notamment l'OIF, qui a demandé à un formateur de rester plusieurs mois au sein de rédactions d'Afrique de l'Ouest⁶) ces actes restent encore trop isolés.

⁵ Op. cité.

⁶ Il s'agit en particulier de Daniel Fra, qui est resté plusieurs semaines dans chaque média retenu, travaillant en osmose avec les rédactions.

3 Les pratiques journalistiques majoritaires dans les pays concernés

3.1 La presse écrite

Il ne s'agit pas ici de nous livrer à une analyse exhaustive, mais de mettre en exergue quelques éléments notables caractérisant la presse écrite des pays concernés.

Travaillant sur la formation, nous mettons en avant naturellement les insuffisances et les imperfections des médias considérés, ce qui ne veut pas dire qu'ils n'ont aucune qualité, loin de là ! Il faut au contraire souligner les progrès importants de certains parmi ces médias. On notera en particulier la bonne tenue d'ensemble de certains quotidiens au Cameroun, et l'évolution sensible du paysage des médias écrits dans ce pays depuis cinq ans. Des améliorations de gestion ont en particulier permis d'améliorer la régularité de parution de quelques quotidiens. Si les contenus eux-mêmes restent inégaux, on perçoit parfois une volonté de mieux faire, hélas contrecarrée par l'insuffisance criante de moyens financiers.

Par ailleurs, nous ne considérons sur ce plan que les trois pays visités pour réaliser cette évaluation : Bénin, Burkina Faso, Cameroun. De l'un à l'autre, la presse écrite est à des stades différents de son développement.

Mais d'une façon générale, il reste beaucoup à faire.

Les articles sont trop souvent caractérisés par une certaine superficialité. Les reportages manquent de clarté, de vécu, et de profondeur ; les enquêtes véritables sont rares. La multiplication et la précarité des supports écrits interdisent leur développement. Les journalistes sont le plus souvent sous-payés, parfois seulement indemnisés, voire à peine défrayés. Cette situation a pour conséquence directe le maintien d'une pratique de « gombo », indemnité versée au journaliste qui participe à une conférence de presse « pour couvrir ses frais », le rendant ainsi prisonnier de ses sources.

La faiblesse des moyens amène chaque journaliste à devoir produire un nombre important de papiers, articles, compte rendus ou brèves. Le temps consacré à ce travail, s'apparentant souvent à de la réécriture de communiqués ; c'est autant de perdu pour investir dans la qualité et la profondeur de reportages ou d'enquêtes.

Le « compte rendu », genre journalistique majeur dans la presse écrite africaine, est le plus souvent traité de manière superficielle. Alors qu'il y a là une matière première importante, que pourrait enrichir un travail de mise en forme de l'information, et parfois d'investigation ou de reportage. Ce qui ne pourrait qu'améliorer l'image et la qualité du support. D'où le cercle vicieux :

Mauvais traitement de l'information ⇒ difficultés de ventes ⇒ insuffisance des ressources
⇒ insuffisance des moyens pour la rédaction ⇒ mauvais traitement de l'information.

Dans ce contexte, les principes déontologiques au centre de très nombreuses sessions de formation mises en œuvre soit par les organisations professionnelles concernées, soit par les

centres de formation, soit par les bailleurs de fonds sont loin d'être appliqués. Il ne suffit pas de répéter à satiété de bons principes pour les transformer en actes.

Certes, les moyens financiers des médias écrits sont plus qu'insuffisants : le marché des lecteurs est étroit, celui de la publicité également. Dans certains cas, l'abondance des titres (plus de 30 « quotidiens » au Bénin pour un nombre total de lecteurs potentiels estimé à 5.000...) éparpille le lectorat. L'équilibre financier n'est pas pour demain. Cette situation prédispose à des investissements « intéressés » dans la presse : dirigeants d'entreprises ou cadres fortunés ayant des visées politiques, entreprises désirant faire valoir leur image. La situation de dépendance des médias écrits renforce une image déjà dégradée par la piètre qualité rédactionnelle.

Dans ce cadre, les journalistes ayant acquis un certain niveau d'expérience et de formation se débattent souvent comme de beaux diables pour développer une certaine qualité du traitement rédactionnel. Leurs efforts sont parfois heureusement couronnés de succès, mais certains renoncent et « rentrent dans le rang », renvoyant à un avenir plus radieux leurs espoirs d'une information de qualité.

3.2 L'information radiophonique

Surtout en Afrique, les radios constituent un maillon essentiel dans la transmission des informations. Leur déclinaison en radios associatives ou communautaires, favorisent la circulation des idées ; l'oral reste le grand moyen d'échange et de connaissance entre les individus et les groupes.

C'est pourquoi des efforts importants ont été consentis par la plupart des ONG œuvrant dans le secteur des médias pour les aider à mieux se structurer, à former leurs animateurs, à construire leurs programmes.

Des aides sous différentes formes sont venues appuyer les programmes radio concernant la prévention, la santé, l'éducation, l'environnement, le développement agricole ou l'élevage. Mais la faiblesse du tissu économique local, excluant tout financement par des annonceurs, maintient beaucoup de radios dans un état de fragilité risqué. Elle ne tiennent que grâce au bénévolat, et lorsque des dotations en matériel ne viennent pas conforter leurs équipements, elles sont réduites à émettre et à construire des programmes dans une pauvreté de moyens inquiétante.

Ce handicap se traduit concrètement par l'impossibilité de réaliser certains reportages de terrain, faute d'enregistreurs. La plupart des montages sonores sont réalisés en utilisant une procédure bricolée « cassette / cassette » (à l'heure du numérique...) qui n'est pas sans répercussions sur la qualité du produit diffusé, malgré les efforts et le savoir faire des personnels et des bénévoles. Dans certains cas, la vétusté ou le manque de puissance des émetteurs ne permettent pas de couvrir toute la zone cible de population.

Traditionnellement, la radio a toujours vu plus de bénévoles se proposer pour participer aux émissions. C'est aujourd'hui ce qui permet au plus grand nombre de stations de ne pas disparaître : la masse salariale est faible ou inexistante, mais la présence à l'antenne est assurée. Les questions de formation se posent donc ici avec une singularité notable : il faut assurer la formation des personnels salariés, mais aussi des bénévoles. Par ailleurs, au sein des radios locales et/ou communautaires, la distinction journaliste / animateur tend à s'estomper. Les formations doivent donc s'adresser aussi bien aux « animateurs », dont le rôle s'étend souvent à

des tranches d'information, qu'aux journalistes qui réalisent les seuls bulletins d'information ou les émissions magazines liées à l'info.

Les radios jouent un rôle social essentiel : aucun autre média n'a les moyens ni les capacités d'être à ce point le ciment d'une communauté, la référence culturelle, et le moyen d'une véritable information collective. ? du plus grand nombre ?

Pour mieux jouer leur rôle, ces radios émettent dans les langues vernaculaires, ce qui les amène à former animateurs et journalistes possédant ces langues. Les objectifs qu'elles se fixent souvent en termes de défense de l'environnement, rapprochement des communautés, prévention de maladies – notamment du Sida – ou simplement d'une information de proximité en font des auxiliaires précieux du développement. Là encore, on est souvent surpris de la faiblesse des moyens qui sont les leurs : leur dénuement tranche avec l'importance de l'écoute qu'elles ont le plus souvent réussi à gagner.

4 Les formations-tutorats de Syfia International

C'est en 2002 que les premières formations-tutorats ont été mises en place, à la suite d'un rapport d'audit réalisé par le GRET, et qui recommandait notamment : « Les bureaux africains de Syfia International doivent devenir des pôles de partenariats médiatiques dans le but de professionnaliser les médias les plus aptes. Ce partenariat doit porter sur le conseil, la formation et la coproduction d'articles ou d'émissions radiophoniques ».

Ainsi, au moment même de leur conception, l'accent était mis sur deux aspects complémentaires du processus : la formation, dans une démarche de tutorat des apprenants, mais aussi la production, appelée ici la coproduction, résultat de la formation des apprenants tournée vers la pratique. La coproduction est donc le résultat publié (ou diffusé) visible de la formation-tutorat. Cette conception prenait en compte les besoins des médias africains de participer à la formation des journalistes dans une perspective d'approfondissement des pratiques, et la nécessité d'associer les médias et les publics à cet approfondissement en leur donnant à lire ou à entendre des produits plus élaborés.

Cette recommandation, fondée sur l'analyse des médias africains dans les pays concernés, montre la nécessité d'aider les journalistes, les rédactions et l'encadrement des médias à traiter les sujets sur le fond. Elle reposait également sur l'analyse de l'organisation et des capacités de Syfia International à diversifier ses activités et ses ressources et à promouvoir le développement autonome des agences situées dans les différents pays d'Afrique.

Le constat de base s'appuie sur une connaissance précise du terrain : « Dans les journaux et dans les radios africains, la place occupée par les reportages et enquêtes de terrain qui rendent compte des réalités vécues localement reste marginale. Or, ce journalisme de proximité où les lecteurs et/ou auditeurs se retrouvent est nécessaire, et permet aux lecteurs de mieux comprendre les situations qu'ils vivent, leurs causes et leurs conséquences »⁷.

S'appuyant sur les différentes études menées, et sur sa pratique de terrain, Syfia constate également que « Dans les rédactions, les responsables manquent de disponibilité, voire parfois de compétence, pour former leurs journalistes au quotidien. Ceux-ci sont pris par l'urgence et ne peuvent pas souvent prendre du recul sur leur travail. Les stages de courte durée et les séminaires de formation ne comblent qu'en partie ces manques. Ils ne permettent pas aux journalistes d'expérimenter ce qu'ils apprennent dans leurs conditions habituelles de travail, d'autant que le suivi à long terme de ces formations fait souvent défaut ».

Il s'agit aussi de casser le « cercle vicieux » du journalisme africain : contraintes et manque de moyens limitent la qualité journalistique, qui à son tour limite la diffusion et les moyens, etc.

C'est donc d'emblée sur les questions de fond que Syfia se propose de lancer les coproductions, c'est à dire sur le reportage et l'enquête, genres journalistiques majeurs permettant d'appliquer sur le terrain, concrètement, les principes professionnels essentiels que sont la vérification et le croisement des sources.

Ces domaines ne sont pas choisis au hasard : non seulement ce sont des genres très souvent laissés pour compte dans les médias des pays concernés, mais encore ils sont au cœur des

⁷ Février 2002. Le projet Formation-tutorat. Former sur le terrain de jeunes journalistes en Afrique. Proposition à l'Agence Intergouvernementale de la Francophonie. Syfia International.

pratiques de l'ensemble des agences Syfia, qui en ont fait leur « marque de fabrique ». De plus, l'existence d'un réseau entre les agences permet d'échanger et de confronter les expériences et les savoirs, et de s'enrichir mutuellement tout en tenant compte des spécificités de chaque pays.

Enfin, le réseau permet aussi de diffuser les reportages et les enquêtes réalisées dans le cadre des formations-tutorats de façon plus large, en leur permettant de circuler par mails dans l'ensemble des agences participantes.

Les cinq agences Syfia d'Afrique étaient concernées :

Proximités au Bénin
Jade au Cameroun
Jade au Burkina Faso
Jade au Sénégal
Médiascope à Madagascar

Que sont les formations-tutorats ?

Leur principe repose sur un accompagnement personnalisé des stagiaires journalistes, suivis individuellement dans leur travail de recherche d'information et de rédaction par un formateur des agences Syfia concernées.

Elles sont caractérisées à la fois par un suivi étalé dans le temps (ce temps pouvant être variable, nous le verrons plus loin), et par le maintien des journalistes au sein de leur rédaction. Il peut aussi s'agir, comme au Burkina, d'étudiants envoyés en stage dans des rédactions où ils sont alors placés en situation professionnelle, sous la conduite d'un journaliste-relais.

Avec le formateur Syfia, qui suit l'ensemble de la formation-tutorat et dispense une formation de base préalable, un tuteur est ainsi désigné au sein du média.

Si le principe en a été acté y compris dans les conventions signées entre les médias et les agences Syfia, le rôle joué par ces tuteurs est inégal. Très actifs dans certains cas, ils sont beaucoup plus discrets dans d'autres cas. Ce qui doit faire réfléchir quant à leur mode de sélection, ainsi qu'à une formation de base qui devrait leur être dispensée.

La durée de ces formations n'était pas précisée. Certaines se sont étalées sur quelques semaines, d'autres sur deux ans. Cet éventail assez large mériterait d'être resserré.

4.1 En presse écrite, plusieurs formules étaient envisagées :

- Au Bénin et au Burkina Faso, Syfia proposait d'établir des partenariats de formation avec des journaux sélectionnés sur leur professionnalisme, leur motivation et leur régularité selon un plan établi en commun avec la direction de ces journaux, en fonction de leurs besoins et de leur ligne éditoriale. Un « noyau dur » de ce partenariat devait comporter à l'origine et pour le premier contingent 5 journalistes (5 au Bénin issus de 3 rédactions, 3 au Burkina issus de 2 rédactions).
- Au Cameroun, la collaboration avec le quotidien *Le Messenger* devait donner lieu à la production hebdomadaire d'une rubrique co-animée par Syfia et deux jeunes journalistes de la rédaction. Deux autres journalistes, issus d'une autre rédaction, devaient également être formés.

- Au Sénégal, où les journaux sont professionnels et la demande d'un autre type, les partenariats avec les journaux devaient prendre la forme de suppléments co-produits.
- A Madagascar (et au Sénégal), les agences Syfia devaient accueillir de jeunes journalistes. A Madagascar, ce sont deux journalistes qui devaient être accueillis pendant 4 mois.

4.2 En radio, une seule formule

Des partenariats devaient être noués avec des radios installées en ville ou dans des zones rurales proches de la capitale (afin de limiter les frais de déplacements)

- Les animateurs « purement amateurs » devaient être écartés
- Seuls étaient retenus les journalistes ayant un minimum d'expérience
- L'existence d'émissions « sur le développement » était une condition de partenariat avec la radio
- La formation au reportage était privilégiée
- Les frais de reportage et les frais de matériel (cassettes, piles) devaient être pris en charge par Syfia qui, de plus, supportait le coût de la formation.

10 journalistes formés dans 5 radios constituait un premier objectif.

Il était envisagé, pour les produits qualifiés de « très bons », une diffusion sur Fréquence Verte. S'ils étaient « de qualité suffisante », la diffusion devait être signée à la fois par la radio partenaire et par Syfia.

Nous avons pour l'ensemble des coproductions établi un bilan depuis 2002 à ce jour dans le tableau n° 2.

Agences	Nbre total de formations-tutorats	Nbre de formations en radio	Nbre de formations en presse écrite	Nombre total de stagiaires	Nombre de stagiaires radio	Nombre de stagiaires presse écrite	Nombre de coproductions radio	Nombre de coproductions presse écrite
Proximités (Bénin)	16	5 ⁸	11	25	12	13 ⁹	44	66
Jade (Burkina)	8	4	4	39	23	16	81	26
Cameroun	18	8	10	34	15	19 ¹⁰	31	152
Madagascar	23	9	14	49	28	21	48	32
Sénégal		0	8	8	0	8	0	52
Total	65	26	47	155	78	77	204	328

Tableau N° 1 : Bilan brut global des coproductions

(Sources : agences Syfia locales pour le Bénin, le Burkina et le Cameroun. Syfia International pour le Sénégal et Madagascar).
Ces chiffres concernent l'ensemble du processus de formations-tutorats depuis leur création à ce jour

⁸ Ne sont pas comptabilisées ici les 6 formations radio apparemment dispensées en 2003, mais pour lesquelles nous n'avons pas de précisions sur le nombre de stagiaires ni sur le nombre d'émissions produites.

⁹ Ne sont pris en compte ici que les « principaux » stagiaires, et non ceux qui n'ont assisté que partiellement aux formations

¹⁰ Dont 3 étudiants de l'université de Douala

4.3 Les programmes

Dès l'origine, s'appuyant sur les bilans des formations existantes, le parti pris est de s'inscrire dans une durée suffisante, et de ne retenir que les formations apportant de l'épaisseur, soit le reportage et l'enquête. La construction générale des sessions répond aussi à la volonté de laisser le stagiaire au sein de sa rédaction. Une seule séance se déroulant à l'extérieur de la rédaction se situe à l'ouverture de la formation, généralement dans les locaux de l'agence Syfia. Le schéma traditionnel des coproductions est le suivant :

- À l'issue de la séance d'ouverture, qui permet de préciser des principes et une démarche, un ou plusieurs sujets de reportages sont décidés, le plus souvent en accord avec les rédacteurs en chef ou les directions des médias.
- Ensuite, le stagiaire commence son travail de terrain. Régulièrement, il tient informé le journaliste formateur de Syfia, qui l'oriente et le conseille. Cette orientation s'effectue parfois au siège de l'agence, parfois à distance, par téléphone et plus rarement par e mail.
- Le produit fini (article ou production radio) fait l'objet de reprises, de réécritures, de critiques, autant que de besoin avant publication ou diffusion.
- Des documents pédagogiques ne sont pas systématiquement remis aux stagiaires. Nous examinerons cette question plus loin.
- Le journaliste formateur de Syfia n'accompagne qu'exceptionnellement le stagiaire sur le terrain.

4.4 Les financements.

Les conventions signées entre les médias concernés et les agences Syfia font mention d'un partage des frais entre les deux partenaires. Mais dans tous les cas étudiés, cette clause est restée lettre morte. Les difficultés importantes où se trouvent plongés les médias partenaires – qui se trouvent parfois à la limite de la survie – les conduisent à ne pas honorer leurs obligations.

Les formations-tutorats ne sont donc financées, pour l'essentiel que grâce aux versements de Syfia International, à partir de fonds dépendant entièrement de l'OIF.

Ces versements étaient calculés sur la base d'un prix de journée rapporté au nombre de coproductions réalisées jusqu'en 2005. Elles sont aujourd'hui calculées sur la base d'un prix de journée rapporté au nombre de stagiaires formés. Ce barème est par ailleurs établi en tenant compte de différences d'un pays à l'autre, et dans chaque pays de différences entre radios et presse écrite. (Voit tableau ci-dessous).

Barème des versements Syfia International aux agences en 2005

Pays	Par journée Presse écrite (€)	Par journée Radio (€)
Bénin	144	104
Burkina Faso	121	134
Cameroun	117	143
Madagascar	94	66
Sénégal	157	X

Le barème établi prévoyait 4 journée pour une coproduction en presse écrite, et 5 journées en radio.

Barème des versements Syfia International aux agences en 2006

Pays	Par jour/stagiaire Presse écrite (€)	Par jour/stagiaire Radio (€)
Bénin	152	106
Burkina Faso	123	138
Cameroun	129	152
Madagascar	100	70
Sénégal	157	X

En presse écrite, 7 jours / stagiaire sont comptabilisés. En radio, 11 jours / stagiaire.

Nous constatons des différences entre pays qui tiennent compte des réalités locales (coût de la vie).

Coût par stagiaire et par pays pour 2006

Pays	Par stagiaire Presse écrite (€)	Par stagiaire Radio (€)
Bénin	1064	1166
Burkina Faso	861	1518
Cameroun	903	1672
Madagascar	700	770
Sénégal	1099	X

N.B.- D'après les termes de référence de la présente étude¹¹, le total des versements effectués par Syfia International aux agences concernées de 2002 à fin 2005 a été de 266 850 euros, avec une projection pour fin 2006 évaluée à 344 850 euros. Au moment de l'évaluation, dans le courant de 2006, nous avons pu vérifier que cette somme était de 282 700 euros, cela confirme donc la tendance donnée par les termes de référence.

En fonction de ces éléments, l'ensemble des coproductions et le nombre total de stagiaires a entraîné le versement des sommes suivantes aux agences concernées (Tableau n° 2) :

Compte tenu de ces éléments, nous pouvons dresser un bilan du coût de formation par stagiaire depuis le lancement des formations-tutorats : Tout type de média et de pays confondu, il est en moyenne de : 1 823 euros. Ce chiffre est loin d'atteindre le coût habituel des formations managées depuis la France (comprenant salaire des formateurs ou coût / journée des écoles de journalistes, voyages, per diem,...)

¹¹ C'est-à-dire d'après les chiffres communiqués par Syfia International

Année	Bénin			Burkina			Cameroun			Madagascar			Sénégal		
	Presse écrite	Radio	Total	Presse écrite	Radio	Total	Presse écrite	Radio	Total	Presse écrite	Radio	Total	Presse écrite	Radio	Total
2002	6 000	2 400	8 400	3300	5000	8300	5 800	3 000	8 800	1 000	2 100	3 100	3 800	X	3 800
2003	9 500	3 200	12 700	6000	17500	23500	6 000	5 600	11 600	1 300	5 700	7 000	10 800	X	10 800
2004	9 700	11 000	20 700	2800	17000	19800	10 100	6 900	17 000	1 100	8 800	9 900	9 800	X	9 800
2005	15 000	13 000	28 000	2500	13500	16000	11 700	5 000	16 700	2 300	5 600	7 900	11 300	X	11 300
2006	5 300	4 500	7 800	4600	--	4600	4 500	5 000	9 500	2 100	X	2 100	3 600	X	3 600
Total	45 500	34100	77 600	19 200	53 000	72 200	38 100	25 500	63 600	7 800	22 200	30 000	39 300	X	39 300

Tableau N° 2 : Bilan (en euros) des financements apportés par Syfia aux formations-tutorats

(Sources : Syfia International).

5 Les formations-tutorats au Bénin

5.1 Éléments d'information concernant l'agence « Proximités »

Date de création : 10 novembre 1997

Statut juridique : depuis février 2002, Société à Responsabilité limitée (S.A.R.L.) au capital social de 1. 000. 000 Fcfa

Objectif général : promouvoir une expertise africaine dans le secteur des médias et offrir des informations de proximité aux citoyens.

Domaines d'activités :

- Collecte, traitement et diffusion de l'information par la presse écrite, la radio, la télévision et internet
- Formation et recyclage des professionnels des médias
- Etudes, recherches et publications sur les médias
- Edition d'ouvrages et de documents divers
- Communication

Pays couverts et noms des journalistes concernés : Nigeria (Daouda ALIYOU), Bénin (Fernand NOUWLIBETO et Christian ROKO, Idrissou ZIME YERIMA), Togo (Honoré BLAO et Etonam AKAKPO AHIANYO), Ghana (Etonam AKAKPO AHIANYO, Mahutodzi ABISSATH) et Côte d'Ivoire (Yacouba SANGARE, Aly OUATTARA)

Siège : Immeuble à côté quincaillerie Macelec, Carrefour IITA, Godomey (Bénin)

Contacts : 02BP2245 Recette Principale, Cotonou (Bénin) ; Tél : 21 35 23 54 ; Fax : 21 35 23 55

courrier électronique : proxi.mites@intnet.bj

5.2 Principales conclusions et propositions concernant le Bénin

Le bilan général des formations-tutorats au Bénin est jugé très positif par nos interlocuteurs. Les évaluateurs partagent ce sentiment.

Avec une stratégie de formation au plus près des disponibilités des apprenants, correspondant aux possibilités des rédactions et des directions de médias, elles répondent à des critères pédagogiques et économiques satisfaisants.

Les retours des auditeurs, à travers les témoignages des dirigeants de médias rencontrés, sont eux aussi positifs, et les formations-tutorats semblent donc adaptées à la réalité des médias béninois.

Les apprenants eux aussi ont apprécié le suivi individualisé du tutorat, et certains d'entre eux ont progressé de façon suffisante pour être remarqués par leur hiérarchie et bénéficier d'une évolution de statut.

Connue pour la qualité de ses démarches journalistiques et pour sa rigueur, Proximités peut développer de façon importante les prestations qu'elles propose, tant en nombre qu'en diversification. Mais cet objectif ne peut être réalisable qu'en accroissant ses ressources, qui peuvent en particulier être trouvées auprès d'ONG, bailleurs de fonds, et éventuellement fonds d'aide à la presse.

Il lui faut également réussir à fédérer les différents organismes qui peuvent participer au soutien des formations : organisations professionnelles, organismes d'Etat liés aux aides et au contrôle des médias... et être en capacité de leur proposer son expérience déjà très significative de la formation-tutorat pour l'étendre à d'autres médias, d'autres journalistes, d'autres domaines. Dans ce cadre, la mise au point de supports pédagogiques –pouvant être conçus de façon transversale avec les autres agences Syfia et adaptées à chaque pays– doit être menée, ainsi que la formation de formateurs pouvant répondre, avec la qualité Syfia, aux besoins de formation qui se développeraient alors.

Dans ce sens, sur quelques points, les formations-tutorats pourraient être encore améliorées.

5.2.1 Documentation pédagogique écrite remise aux apprenants

Dans les différents entretiens et à travers les questionnaires remplis par les apprenants, il apparaît que la remise de documents pédagogiques n'est pas systématique. Certains déclarent en avoir bénéficié, d'autres non.

Il est souhaitable d'harmoniser la politique sur ce plan, et de valoriser la formation-tutorat y compris à travers les documents pédagogiques : si elle doit devenir une référence en termes de formation (ce qui est tout à fait envisageable), il importe que les documents pédagogiques associés soient bien à la hauteur de cette perspective. Ils circuleront sans doute dans les rédactions, et c'est là une image de la formation-tutorat qu'il faut soigner.

« **Reportage Radio** ». Ce document, réalisé par Emmanuel Adjovi et Jérôme Badou, n'est pas daté. On peut penser qu'il remonte à 2004 ou avant.

C'est un document assez bien construit, comportant trois parties : « Préparation du reportage », « Collecte des informations », et « Réalisation ». Il comporte 13 pages (non numérotées).

Rien n'indique qu'il est destiné aux apprenants des formations-tutorats.

Nous y avons relevé un certain nombre de maladresse de style et de fautes de frappe ou d'orthographe, ce qui n'a pas valeur d'exemple pour les apprenants...

D'une façon générale, la maquette gagnerait à plus de clarté, et les conseils donnés aux reporters seraient certainement plus efficaces s'ils étaient mieux mis en valeur. Ils sont parfois un peu confus. Certaines indications importantes sont noyées dans la masse et mériteraient d'être mises en exergue.

Sur le fond, nous n'avons trouvé aucune référence à la vérification des informations recueillies sur le terrain, à la recherche de plusieurs sources et à leur croisement. Si ces questions sont sans doute exposées lors des séances de formation, il nous semble qu'elles sont suffisamment importantes pour faire l'objet de développements dans le document de référence remis aux stagiaires.

De la même façon, la nécessité de recherche d'une documentation générale sur le sujet du reportage est trop rapidement soulignée. Elle est d'ailleurs considérée comme « difficile » lorsque le sujet est « lié à l'actualité », ce qui est contestable. C'est sans doute un des éléments qui permettent de mettre l'information en perspective, de donner des repères aux auditeurs.

Si ce document comporte une partie « Interview » développée, l'exposé des différents types de questions (ouvertes, semi-ouvertes, fermées...) est un peu rapide. Donner des exemples sur la façon de construire ces questions serait judicieux. Il manque une référence aux questions

alternatives, souvent utilisées en radio pour contraindre la personne interviewée à construire une phrase exploitable à l'antenne sans la question posée. A ce propos, les conseils sur le montage des reportages et des interviews est absent, et c'est dommage.

« **Notes sur la rédaction d'articles** ». Il nous a été remis comme un document pédagogique destiné aux apprenants, mais il s'agit d'un document qui s'adresse d'abord aux correspondants de Proximités. Cela dit, en dehors d'une référence aux relations correspondants ⇔ agences, il pourrait être bien être conçu comme un document pédagogique à l'intention des apprenants, sous réserve de quelques modifications.

Et là encore, il faudrait le mentionner.

Ce document succinct (3,5 pages de texte utile) est clair, bien écrit. Sa construction d'ensemble est de bonne facture. Il regroupe des conseils pertinents et des précisions intéressantes sur la démarche de reportage. La partie « enquêtes » mériterait sans doute un développement plus important. Des conseils généraux sur la démarche de recherche d'information, l'identification des acteurs, l'approche des sources principales, etc. seraient les bienvenus.

Si ce document s'intitule « Notes sur la rédaction d'articles », il ne comporte pas de conseils sur l'écriture proprement dite. Insistant sur le fond de la démarche de reportage et d'enquête, il laisse de côté les aspects proprement rédactionnels.

La rédaction informative pourrait faire l'objet d'une fiche pédagogique particulière, mais quelques conseils pour la rédaction de reportages et d'enquêtes seraient les bienvenus. Sur ce plan, ce document se contente d'énoncer des définitions. C'est une façon de se mettre d'accord sur un langage commun pour savoir de quoi on parle lorsqu'on énonce les caractéristiques d'un article. C'est bien ; c'est utile notamment pour les correspondants dans leurs rapports avec l'agence ; c'est certainement un peu court pour les apprenants.

Les formations-tutorats se veulent adaptées au plus près des besoins réels des apprenants. Ces besoins sont inévitablement différents d'un stagiaire à l'autre, mais il y a sans aucun doute des points communs, qui sont suffisants pour concevoir des supports pédagogiques idoines.

Il est possible sur ce plan de réaliser des supports sous forme de fiches, d'une présentation harmonisée et reconnaissable, au contenu réfléchi et structuré pour un accès à l'information aisée et une mémorisation facilitée.

5.2.2 Encadrement pédagogique des sessions

La compétence des formateurs est reconnue. Ils bénéficient de plus de l'aura de l'agence Proximités et de Syfia ?, considérée comme une référence en terme de qualité journalistique au Bénin.

Leur capacité à s'adapter au terrain, leur approche confraternelle des rapports avec les apprenants, mais aussi un niveau d'exigence certain – salué comme une qualité – et leur disponibilité conduisent les apprenants à se féliciter des rapports entretenus avec leurs formateurs.

Seul dysfonctionnement, une formation qui avait démarré avec plusieurs stagiaires a vu ses effectifs fondre comme neige au soleil, certains renonçant dès la première séance, d'autres au cours des séances qui ont suivi. Il semble que des problèmes d'ordre relationnel avec le formateur aient conduit à des interrogations ou à des tensions suffisamment fortes pour conduire à la rupture de la formation. Surtout, il semble qu'aucune tentative d'explication ou d'ouverture n'ait été entreprise. Certains des apprenants ont dit se sentir dans un

environnement trop rigide, trop directif, quand bien même « sur le fond, la méthode de travail, le choix des thèmes, il n'y a rien à redire ».

Cela nous conduit à nous interroger sur le mode d'acquisition des compétences pédagogiques nécessaires pour encadrer des sessions de formation.

Les deux formateurs n'ont pas reçu de formation spécifique dans cette perspective. L'un a appris sur le terrain, et au contact de Jérôme Badou, ancien directeur de Proximités ; l'autre a appris aussi sur le tas, et au contact du premier.

Cette mode de transmission des savoirs est importante. Est-elle suffisante ? L'apprentissage de la gestion de groupe, les modes de relations apprenant ↔ formateur, les processus d'acquisition du savoir, nécessitent concertation et connaissance. Ici aussi l'expérience de terrain est capitale, mais d'autant plus efficace qu'elle constitue un fond d'expérience sur lequel l'acquisition de principes et la modélisation viendront s'appuyer.

5.2.3 Thèmes des sessions

Nous l'avons vu, d'assez nombreux apprenants, mais aussi les cadres, et Fernand Nouwligbeto lui-même s'interrogent sur la mise en place de véritables cursus de formation, comportant d'autres modules.

Les domaines des reportages et des enquêtes constituent à n'en pas douter le cœur des efforts à fournir. C'est ici que le retentissement des formations sur les médias peut être le plus efficace, et que le ton général de la presse écrite et des radios du Bénin peut se trouver influencé. (Mais la formation ne constitue pas une réponse à tous les problèmes posés, et en particulier une réponse aux problèmes économiques). Ces domaines doivent donc absolument être conservés et développés. Mais ils ne constituent pas les seuls thèmes faisant l'objet de demandes particulières. Il convient à la fois de s'inscrire dans cette nécessité de renforcement de ce qui doit constituer le cœur de l'image et du savoir faire de Syfia, et d'être en état de répondre à des besoins importants des médias béninois : il faut aussi apprendre aux journalistes à travailler vite et bien sur des genres journalistiques quotidiens. Les rédactions de comptes rendus peuvent et doivent être améliorés. C'est le genre le plus utilisé. C'est un domaine où souvent on pratique la recopie de communiqués de presse. Il est possible d'être original, intéressant, et ferme aussi sur les principes déontologiques dans la pratique du compte rendu. Cela s'apprend.

Une étude, réalisée par l'agence Proximités en 2006 inventorie les domaines d'intervention potentiels de Syfia en matière de formation¹². Cette liste a le mérite de prendre en compte les genres journalistiques et le compte rendu en presse écrite, les genres journalistiques et les micro-programmes en radio. Nous pensons qu'on peut aller encore plus loin, en laissant ouvert un champ d'intervention des formations-tutorats « à la demande », en fonction des besoins différents de chaque média et de chaque stagiaire.

Technique du rewriting, enrichissement du style, droit et déontologie, traitement des affaires judiciaires ou des questions de l'environnement (etc. !), art du portrait, etc. il faut ouvrir vers le haut et le bas le champ et les thèmes des formations, en s'appuyant sur l'acquis des formations-tutorats et en en conservant le principe.

A ce stade, évidemment, se posent les questions des financements.

¹² *Rapport d'étude de l'offre et de l'exécution de sessions de formation à l'endroit des journalistes de la presse écrite au Bénin.* Agence Proximités. Avril 2006.

Rapport d'étude de la formation en radio au Bénin. Agence Proximités. Avril 2006

5.2.4 Financement des formations

5.2.4.1 Couverture des frais des apprenants

Tous les témoignages recueillis montrent que cette question est une préoccupation permanente des apprenants. Même s'il faut la traiter avec prudence (il y a sans doute quelques exagérations dans certains jugements « entiers »), il reste que les frais des apprenants constituent une question double :

- du point de vue des apprenants
- du point de vue des directions de publications ou de radios.

Du point de vue des apprenants, c'est simple : pas assez d'argent pour couvrir les frais des reportages, et en conséquence limite relative du périmètre de ceux-ci.

Du point de vue des directeurs de publications, c'est simple aussi : ils s'engagent par convention à couvrir une partie des frais induits par les formations-tutorats, mais dans les faits, ils ne versent pas leur participation. Cela pose un problème de fond ! S'ils s'engagent ils devraient payer. Proximités et Syfia peuvent-ils continuer de ce point de vue à « faire semblant » ? A mentionner dans un contrat l'engagement des médias, en sachant que cet engagement ne sera pas tenu ?

Nous ne pensons pas opportun de conditionner la poursuite des formations-tutorats au règlement des sommes qui sont dues, mais nous pensons qu'il n'est pas sain de continuer à occulter cette question.

5.2.4.2 Financement général des formations

Depuis le lancement des coproductions à ce jour, Syfia International a versé 77 600 euros à l'agence Proximités pour couvrir ses frais. Cette somme est calculée sur la base de

- 152 € par stagiaire et par jour en presse écrite, et de
- 105 € par stagiaire et par jour en radio¹³.

Cette somme représente l'ensemble des frais induits, soit les sommes versées aux stagiaires pour couvrir leurs frais de reportages, ainsi que les frais de structure de Proximités.

Le mode de calcul des versements de Syfia a évolué, puisque jusqu'en 2005 le calcul se faisait sur la base du nombre de coproductions réalisées. Il est donc difficile d'établir des comparaisons.

En effet, rapporter la somme versée au nombre de coproductions réalisées conduit à un coût / coproduction élevé¹⁴ :

- une coproduction écrite est revenue à 610 euros,
- une coproduction radio est revenue à 672 euros.

¹³ Voir tableau synthétique en annexe

¹⁴ Chiffres calculés à partir des versements de Syfia jusqu'en 2005 et de l'ensemble des coproductions, jusqu'en 2006. En fait, le coût / production doit être légèrement plus élevé.

Mais il serait insuffisant d'en rester là : ce ratio ne fait pas apparaître l'investissement temps du (des) formateur(s). La décision de Syfia International de verser à partir de 2006 des sommes tenant compte du nombre de jours / stagiaires plutôt que du nombre de coproductions est de ce point de vue justifiée¹⁵.

Si l'on rapporte les sommes versées depuis 2002 au nombre total de stagiaires, nous avons un coût de :

3 500 euros par stagiaire formé en presse écrite

2 840 euros par stagiaire formé en radio

Même si ces chiffres sont faussés par la différence du mode de calcul introduite en 2006, il donnent une indication intéressante.

Ces chiffres sont proches des standards français : une journée formation pour une formation « sur mesure » au sein d'un média par une école de journalisme est au minimum de 1000 €...

Mais le mode de formation en coproduction entraîne un investissement / temps plus important : il faut tenir compte non seulement des journées de formation proprement dites, mais aussi du temps passé individuellement avec chaque stagiaire pour le conseiller, l'orienter, corriger les coproductions. Ce temps total, difficile à estimer, est très supérieur aux seules journées de formation traditionnelles.

Fernand Nouwlibgeto, au cours d'un de nos entretiens, a souligné l'importance de la « contribution invisible » de Proximités, citant « distances, cassettes, frais divers de gestion, une contribution informelle mais bien réelle ». Selon nous, cette « contribution invisible » est incluse dans le prix de journée. Il conviendrait sans doute de la formaliser, et qu'après calcul un ratio permette de la faire figurer dans le calcul du prix réel de la formation.

D'autres financements relayent parfois les formations de Syfia : l'US Aid a financé les émissions coproduites sur la traite des enfants (24 émissions radio, 6 articles en presse écrite, des spots en télévision, un magazine de 26 minutes et un débat d'une heure en radio).

Une recherche de financements complémentaires auprès d'ONG et d'organismes de coopération est une des clefs de développement des formations-tutorats, l'autre étant la mise en place d'un système coopératif entre les différents médias pouvant bénéficier des aides gouvernementales propres au Bénin.

Il serait intéressant de pousser la réflexion sur la mise en place d'un système de formation financé par les bailleurs et/ou par l'Etat dans le cadre de ses aides à la presse (voir plus haut les positions de la HAAC et de l'UBPM). Ces organismes seraient en effet ouverts à une réflexion sur le développement des formations, d'une part, et sur la nécessaire implication financière des éditeurs, d'autre part. Cette idée, avancée par les évaluateurs, a recueilli une approbation de principe encourageante. Proximités pourrait tenter de transformer l'essai.

¹⁵ Compte tenu des chiffres 2006 connus à ce jour, il ne paraît pas possible à ce jour de calculer un ratio fiable pour cette année.

5.3 La situation de la presse écrite

La presse écrite au Bénin jouit d'un contexte institutionnel et réglementaire plutôt favorable, puisqu'un ensemble de textes garantissent une liberté de la presse réelle dans les principes. Ainsi *Reporters sans frontières* notait dans son rapport 2004 :

« Avec quinze quotidiens, trois chaînes de télévision, dont deux privées, et de nombreuses radios, le pluralisme de l'information est réel au Bénin, l'un des pays les plus respectueux de la liberté de la presse sur le continent africain. Les journalistes béninois, entourés d'Etats répressifs peu amicaux envers leurs confrères, sont conscients de leur chance. Seul revers de la médaille : la multitude des dérives et manquements à l'éthique journalistique. Certains journaux publient ainsi régulièrement des articles sans avoir vérifié la moindre information. Une instance d'autorégulation, l'Observatoire de la déontologie et de l'éthique dans les médias (ODEM), tente d'alerter les professionnels sur ces questions. Les journaux souffrent également de la profusion des titres. Les lecteurs et les annonceurs sont trop peu nombreux pour assurer une véritable pérennité économique à l'ensemble de la presse béninoise. Par conséquent, seuls trois ou quatre titres installés depuis plusieurs années semblent à l'abri d'un éventuel dépôt de bilan ».

Depuis cette date, la situation est restée stable. Toutefois, le nombre de quotidiens a considérablement augmenté, atteignant le nombre astronomique de 30 à 35, selon nos différents interlocuteurs à Cotonou. Lorsqu'on sait que cinq mille acheteurs potentiels seulement sont recensés¹⁶, on mesure les difficultés économiques dans lesquelles sont plongés la plupart de ces « quotidiens¹⁷ ». Pour exemple, le directeur de la publication du « Point », avoue vendre entre 100 et 200 exemplaires par jour¹⁸.

Cette situation n'est pas sans répercussions sur les conditions de travail des journalistes, qui très souvent vivent une grande précarité. Retards de salaires (parfois de plus d'un an), parfois même absence totale de salaire, sont « monnaie » courante. Lorsque les journalistes sont rémunérés, leur salaire mensuel se situe autour de 30 à 40 000 Francs CFA (45 à 60 €).

La rareté des lecteurs elle non plus n'est pas non plus sans répercussions sur la qualité journalistique. Ainsi Gérard Ganson, Chef de rubrique Société à *Fraternité*, qui nous annonce 300 abonnés, explique sans ambages que pour en vendre quelques-uns à la criée, « il faut des titres accrocheurs... ».

Pour cela, on n'hésite pas à transformer la réalité. Exemple : « Nous faisons un article sur l'arrestation d'un trafiquant, et la saisie de 800 g de cocaïne. Mis à la une, les 800 grammes deviennent volontairement 800 kilos... quitte à rectifier plus tard en bas de page intérieure¹⁹ ».

¹⁶ Chiffre annoncé par Napoléon Agapit, conseiller à la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication. Entretien du 31 août 2006.

¹⁷ Sur ce nombre, certains paraissent de façon irrégulière.

¹⁸ Entretien avec Fernando Hessou, le 30 août 2006

¹⁹ Entretien avec Gérard Ganson. 30 août 2006

Ce nombre élevé de quotidiens est considéré comme une gêne par tous nos interlocuteurs. Une loi, en préparation en lien avec la HAAC²⁰, prévoit d'exiger un niveau minimum de formation pour les directeurs de publication. « Les conditions réglementaires de création d'une entreprise de presse sont trop laxistes », nous dira aussi François Awouodo, président de l'ODEM²¹.

Beaucoup de journaux sont créés par des dirigeants d'entreprises ayant une ambition politique. « La presse béninoise, c'est parfois des gangs qui s'affrontent. Mais il faut magnifier quelque chose : la presse avoue qu'elle est pourrie »²².

5.4 La situation de la radio

60 stations de radio environ se partagent les ondes. Leur situation financière est comparable à celle de la presse écrite, soit une situation de pénurie comblée en partie – en partie seulement – par le soutien d'ONG et bailleurs de fonds qui prennent en compte l'importance de l'écoute de la radio, et en conséquence jugent que ce média constitue un enjeu important pour servir des objectifs de développement et de démocratie.

L'autorisation d'émettre est assortie d'une redevance annuelle de deux millions de francs CFA, considérée par beaucoup comme étant très élevée.

Manque de personnel de gestion, animateurs et journalistes peu payés ou pas payés du tout, niveau technique très insuffisant (mais parfois étonnant du fait d'apports extérieurs par certaines ONG), voilà le lot de la plupart des radios associatives et communautaires. Le niveau d'instruction générale des animateurs et des dirigeants des radios communautaires et locales semble plus faible que celui de la presse écrite. Ainsi, le directeur de radio Ahémé a suivi une formation au Cierro en compagnie de cinq autres dirigeants d'autres radios. Le niveau minimum requis était le BEPC, ou être en situation d'alphabétiseur en langues locales. Le niveau de formation professionnelle est faible à très faible, bien que certains journalistes aient suivi un nombre de stages élevé, trop souvent très théoriques et inadaptés à leurs besoins.

Le nombre de bénévoles est élevé, et corrélativement le nombre de salariés est faible. Encore faut-il faire la part entre les salariés déclarés comme tels, et ceux qui touchent réellement un salaire, même très bas.

5.5 Éléments d'analyse par l'agence Proximités

Fernand Nouwligbeto procède à une analyse critique des formations-tutorats, en décrivant les différentes phases de leur développement :

- 2002 / 2003 : l'accent est mis sur la production en visant la formation en même temps. Les thèmes enquêtes / reportages sont privilégiés. Dans les faits, l'accent a plus été mis sur la formation des individus que sur l'appui aux médias.

²⁰ Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication

²¹ Observatoire de la Déontologie et de l'Ethique dans les Médias. Entretien du 31 août 2006

²² M Godjo, fondation F Ebert. Entretien du 4 septembre 2006.

- 2004 : peu de démarche vers les médias, mais concentration des efforts sur un seul journal : « La Nouvelle Tribune ».
- 2005 : « l'Agriculture » est associé à l'expérience. Tentative de responsabiliser les apprenants en les incitant à plus d'autonomie (envoi des papiers pour correction...). Mais échec : les apprenants continuent à venir au siège de Proximités. Tentative également pour élargir les types de formations en ajoutant le compte rendu à l'enquête et au reportage. Mise en place de la coordination de Syfia.
- 2006 : Tentative de détermination d'une politique commune de Syfia. Travail sur un *Guide méthodologique* en cours de rédaction, comportant un canevas général des formations, et privilégiant l'adaptation aux besoins réels des journaux.

Tout au long de cette démarche et de ces expériences, des questions se sont posées :

- Qu'est-ce qu'une démarche participative ?
- Qui choisit les sujets d'articles ? Le média ? L'apprenant ? Proximités ?
- Doit-on imposer les genres reportages et enquêtes ?
- Le secrétariat de rédaction ne fait pas partie de la mission... donc la titraille et les photos des articles coproduits ne sont pas « contrôlés » par Proximités.

Quels résultats ? « Mitigés » dira Fernand Nouwligbeto. Il y aurait eu des effets nets sur le mensuel « Agriculture » –mais celui-ci ne paraît plus–. Pour ce qui concerne La Nouvelle Tribune, ce serait moins net. « Ils maîtrisent peut être mieux la méthodologie de l'enquête... » Mais toutefois, « il pourrait y avoir des effets indirects sur le paysage médiatique ».

En radio, « Il y a des choses qui ont bien marché ».

« D'une façon générale, la coproduction a aussi permis de développer nos propres capacités de production et d'encadrement ».

Des désillusions : les apprenants attendaient de percevoir des piges... Ils ont parfois trouvé Syfia trop exigeant. Il est arrivé aussi que les frais de reportages soient utilisés, mais le travail absent...

Parmi les projets, l'idée de solliciter une compétence extérieure à Proximités pour encadrer les formations en radio, pour mieux répondre aux demandes.

5.6 La perception de la formation des journalistes au Bénin²³

Les différents extraits d'appréciations ci-dessous en disent long sur la perception des formations par les apprenants. Certains ont exprimé avec plus de réserve des appréciations nuancées, notamment lorsque les formations suivies étaient plus longues (jusqu'à trois mois). Mais l'unanimité se fait pour qualifier les formations en général de « trop théoriques », et pour juger qu'un des principaux défauts qu'elles comportent est le manque de suivi.

Les différents acteurs des médias au Bénin jugent que la formation des journalistes devrait être une question centrale. Certains, comme Napoléon Agapit, jugent que la création d'une école de journalisme au Bénin doit être mise à l'ordre du jour.

Beaucoup d'acteurs des médias ont suivi une ou plusieurs formations, parfois d'une durée allant jusqu'à trois mois. Les avis exprimés sont très concordants :

- « Dans les formations, il y a coupure : aucune continuité avec la rédaction » (presse écrite)
- « Il y a ceux qui viennent d'ailleurs, pendant quelques jours, qui ne nous connaissent pas, puis qui repartent... » (radio communautaire)
- « J'ai suivi des formations au gré des opportunités pendant 5 ans. Personne n'a jamais critiqué mon travail de façon constructive »... (presse écrite magazine)
- « J'ai participé à des formations, oui : des regroupements de journalistes qui avaient des expériences variées. C'était très basique. » (presse magazine)
- « Les formations... c'était lointain, dans tous les sens ! Deux ou trois jours par ci, par là... » (Radio)
- « On rassemble un grand nombre de personnes dans une salle... Mais beaucoup n'en tirent aucun bénéfice ». (Organisme de régulation)
- « Je ne suis pas sûr que nous ayons réussi à faire avancer la presse malgré nos efforts : le politique est partout ! » (M. Godjo, Fondation Ebert)
- « Les formations classiques sont trop généralistes (radio)
- « Aucune formation suivie auparavant n'était concrète » (radio)
- « Les autres formations étaient trop théoriques » (presse écrite)
- « Les autres formateurs venaient livrer des communications et semblaient avoir perdu de vue les objectifs ».

²³ Cette analyse est menée à bien à partir des différents entretiens réalisés au cours de la mission.

5.7 La perception des formations-tutorats des journalistes au Bénin par les apprenants et les cadres. Réponses aux questionnaires.

5.7.1 Réponses aux questionnaires apprenants

L'analyse ci-dessous des questionnaires renvoyés montre à quel point les apprenants ont souligné de manière positive les acquis liés à ce type de formation. Se gardant de tout emballement excessif, ils apportent aussi leurs critiques et suggestions propres à alimenter l'évolution du processus. Leurs remarques nous semblent des plus pertinentes et de grand intérêt pour l'analyse des formations-tutorats. On trouvera en annexe le détail des questionnaires reçus.

13 apprenants et 2 cadres ont rempli les questionnaires.

Sur ces 13 apprenants, 10 ont des fonctions au sein d'une radio (sur 12 formés), et 3 seulement en presse écrite sur 13 formés.

Sur ces 13 apprenants, 12 sont des hommes, une seulement est une femme

L'âge moyen se situe légèrement au dessous de 33 ans. Le plus âgé a 52 ans ; le plus jeune 24 ans.

13 questionnaires retournés sur un total de 25 journalistes passés depuis 2002 par les formations-tutorats, cela donne : 52 % de retours. C'est un chiffre élevé. Cependant il faut le pondérer par le fait que certains journalistes radio n'étant pas impliqués dans la formation si ce n'est indirectement ont tout de même répondu. (Le nombre est difficile à préciser. Il prend en compte le fait que dans l'une des radios visitées, l'ensemble des membres de l'équipe a rempli les questionnaires, la formation-tutorat ayant été largement retransmise. Cette implication, très intéressante, nous a incité à considérer de la même façon les questionnaires remplis.

5.7.1.1 Situation professionnelle avant et après la formation :

Très peu d'évolutions sensibles.

Il y a apparemment une relation entre la formation suivie et une promotion professionnelle.. Mais aucun automatisme. Ainsi, celle qui a le plus progressé a le niveau d'études supérieures le plus élevé. Les autres ont au minimum conservé leur poste, et parfois progressé. En radio, il y a globalement un maintien des fonctions. Aucune promotion. Une régression, mais il s'agit d'une personne avec le plus faible niveau d'études, et par ailleurs le plus âgé. Il semble qu'il y ait un décalage entre les promotions annoncées dans les réponses aux questionnaires et celles annoncées dans les entretiens oraux, qui semblent plus nettes.

5.7.1.2 Niveau d'études

Le niveau le plus élevé est en presse écrite. La journaliste qui a le niveau d'études supérieures le plus élevé est celle qui a suivi le plus grand nombre de stages de journalisme. En bas de l'échelle, même constat.

Les organismes qui ont organisé ces stages sont (par ordre décroissant) : Fondation F.-Ebert, Union des journalistes de la presse écrite du Bénin, HAAC, ESJ Lille, Stage organisé en Intra, Atlantic FM, Association des radios du Bénin, Banque Mondiale.

5.7.1.3 Attente de la formation-tutorat

Acquérir des compétences pour améliorer le travail quotidien et/ou plus de facilités dans ce travail est une attente partagée. Une évolution de carrière est également attendue, conséquence normale de l'acquisition de nouvelles compétences.

5.7.1.4 La formation a-t-elle répondu aux attentes ?

Rigueur, professionnalisme, traitement des données recueillies sur le terrain, préparation des reportages et confrontation aux réalités de ceux-ci on fait l'unanimité dans la presse écrite, mais sont soulignés aussi par plusieurs stagiaires radio. Oui, à 100 % la formation a répondu aux attentes. Compte tenu d'un niveau général de l'échantillon (instruction, expérience...) très inférieur en radio par rapport à la presse écrite, il n'est pas étonnant de constater que certaines pratiques professionnelles de base sont citées comme une réponse aux attentes exclusivement en radio. Il n'est pas étonnant de constater que le groupe presse écrite, au niveau d'expérience et d'instruction plus élevé, est plus exigeant. Il ne plébiscite pas la formation-tutorat comme c'est le cas en radio.

5.7.1.5 Les retours sur le travail réalisé

Sur les 13 questionnaires, deux seulement déclarent ne pas avoir eu de retour, ni des confrères, ni de la hiérarchie, ni des auditeurs.

L'ensemble de ces retours est très positif. Il faut ici faire la part entre la légitime fierté d'avoir appris quelque chose et de le montrer et la réalité des félicitations. Pourtant, dans de nombreuses formations, les retours ne sont pas aussi nombreux, ni aussi nettement encourageants. Nous pouvons donc considérer qu'ils recouvrent une satisfaction bien réelle. Les retours des confrères sont tous positifs. Ceux de la hiérarchie aussi. Plus intéressant encore : nombreux sont les retours d'auditeurs ou de lecteurs, satisfaits et notant les changements avec intérêt.

5.7.1.6 Comment les apprenants jugent-ils eux-mêmes le travail accompli ?

Sauf dans un cas, où l'apprenant a vu son magazine radio non diffusé sans qu'il lui soit apparemment donnée d'explication, les stagiaires ont tous le sentiment d'avoir progressé. La formation-tutorat est jugée plus efficace que les autres formations. Elle est également jugée plus concrète.

Les rapports avec le formateur sont jugées confraternelles, et la « rigueur » du formateur est soulignée comme une qualité.

Pourtant, l'évaluation en fin de formation-tutorat est relativement aléatoire. 7 seulement sur les 13 journalistes affirment avoir procédé à une évaluation formalisée avec leur employeur, sous différentes formes. Avec le tuteur, il en est de même : pas de réelle formalisation. Plus de la moitié des apprenants n'ont pas procédé à une évaluation. Dans la forme, cela s'est passé « au cours d'une séance de travail », ou « à l'issue d'une réunion, les articles étant regroupés dans un document ».

Nous constatons que les réponses apportées sont loin d'être dithyrambiques. Les apprenants posent un regard ouvert et mesuré sur leur progression.

Il est intéressant par exemple de voir que sur des thèmes qui sont au cœur des principes avancés par Syfia, les appréciations portées par les stagiaires sont mesurées : c'est le cas notamment dans les domaines :

- Principes déontologiques
- Capacité à vérifier et recouper les sources :
- Les appréciations les meilleures se situent dans des domaines plus « techniques » : Choix d'un angle, Réalisation d'une interview ; Attitude au micro.
- Les appréciations les plus nuancées se situent dans des domaines plus fondamentaux : capacité à proposer des sujets, Construction des sujets, Mise en perspective de l'information...

Il serait toutefois hasardeux d'interpréter trop hâtivement ces données brutes. Il n'est en effet pas étonnant de constater que les appréciations sont mesurées dans des domaines fondamentaux. Cela peut signifier aussi que les apprenants ont pris conscience de l'importance des questions de fond, et qu'ils ont constaté que leur intégration ne se fait pas aussi simplement ni aussi rapidement que certaines données plus « techniques ».

5.7.1.7 Adaptation de la formation-tutorat aux besoins des apprenants

Les explications données confirment ce que nous avons vu par ailleurs : la formation de terrain est là encore plébiscitée. L'adaptation aux besoins individuels aussi : « Je travaillais approximativement. L'imitation dominait dans tout ce que je faisais. Cette formation m'a permis de connaître quelques principes journalistiques et je ne navigue plus autant à vue ».

5.7.1.8 Évolution du regard des autres sur le travail des apprenants

Unanimité en presse écrite : la formation a fait évoluer le regard sur le travail des apprenants de leurs confrères, de leur hiérarchie, et des lecteurs.

Quasi unanimité en radio : 9 sur 10 considèrent aussi que le regard des confrères, de la hiérarchie et des auditeurs a changé.

5.7.1.9 Les moyens étaient-ils suffisants ?

En presse écrite comme en radio, on juge les moyens insuffisants. Dans les suggestions d'améliorations possibles, la question du montant des sommes allouées pour les frais est souvent évoquée : elle prend une véritable importance.

5.7.1.10 Permanence des acquis de la formation

En presse écrite comme en radio, unanimité pour souligner la permanence des acquis. En radio, l'affirmation est plus laconique. Comme pour nous rappeler que la réponse à cette question n'est pas toujours pertinente lorsque ce sont les intéressés qui la formulent directement...

5.7.1.11 Les suggestions d'améliorations formulées

Elles transparaissent à travers certaines réponses reprises plus haut : les questions liées au remboursement des frais sont les plus citées, de très loin.

Il faut ici citer un des apprenants, qui suggère que les rémunérations soient calculées en fonction de la réalité des dépenses.

Apparaît aussi fréquemment la demande de remise d'un certificat de formation, à laquelle plusieurs attachent une assez grande importance.

La question du dégagement pour les apprenants des charges habituelles de la rédaction est également évoquée.

Mais d'autres suggestions aussi, d'ordre pédagogique :

- Proposer les formations directement aux journalistes
- Avoir plus de temps
- Améliorer la pédagogie des « encadrateurs »
- Accroître la durée de la formation. Un autre suggère que la durée est bonne mais qu'il faudrait réduire le « temps mort » entre deux « partenariats » (il faut entendre ici : séances avec le formateur)
- D'autres suggèrent aussi que cette forme de formation-tutorat soit étendue à d'autres thèmes professionnels (genres journalistiques, comptes rendus...)

5.7.2 Réponses aux questionnaires cadres.

Ces questionnaires n'ont été remplis que par deux cadres dirigeants, tous les deux en radio.

Le faible nombre de réponse n'autorise pas à tirer des conclusions fiables. Cependant, on trouvera dans les compte rendus d'entretiens réalisés des éléments critiques et des suggestions faites par cette population. On trouvera également en annexe les éléments tirés de ces deux réponses au questionnaire cadres

5.8 La perception des formations-tutorats des journalistes au Bénin. Analyse à travers les entretiens réalisés

Nous avons pu rencontrer au Bénin différents acteurs des médias ou autour des médias (voir liste en annexe). Ainsi avons-nous eu une série d'entretiens avec des journalistes ou des animateurs ayant suivi les formations-tutorats, entretiens réalisés individuellement ou collectivement. Des rencontres aussi avec les représentants de la HAAC, de l'ODEM, du syndicat des journalistes, de la Maison des médias, de dirigeants de rédactions, de représentants ou d'acteurs d'ONG.

Le message essentiel est ici aussi une assez grande satisfaction d'ensemble autour des formations-tutorats. L'image de Proximités est bonne, l'efficacité des formations-tutorats reconnue. Si l'on pousse l'analyse, apparaissent des points sur lesquels il est sans doute nécessaire d'améliorer les prestations.

Les apprenants ayant accepté les entretiens avaient tous rempli un questionnaire ou s'apprêtaient à le faire. Nous avons donc pu approfondir et mieux analyser leurs réponses écrites en leur présence. Mais nous n'avons pas rencontré tous les apprenants ayant répondu, le choix s'étant opéré à partir d'un souci d'équilibre (étudiants, presse écrite, radio) mais aussi de disponibilité et d'éloignement. Cette précision vaut pour le Burkina et le Cameroun également.

5.8.1 L'opinion des apprenants en presse écrite

5.8.1.1 Une satisfaction générale...

Nous retrouvons dans les entretiens l'atmosphère générale perçue dans les questionnaires. Les coproductions suscitent une approbation quasi unanime sur la forme, et chacun loue leur efficacité.

Les principales qualités qui leur sont reconnues ont déjà été identifiées dans les questionnaires :

- Méthode de multiplication des sources
- Entraînement à la diversification des sujets
- Ancrage des sujets dans la réalité
- Meilleur traitement de l'information
- Les sujets de Syfia sont longs, fouillés. (« Parfois trop longs »)
- Multiplication des regards sur un même sujet
- Découverte de la réalité du métier de journaliste
- Progrès en matière d'écriture
- Meilleur « rendement »
- Acquisition d'une méthode de travail
- Maîtrise d'un plus grand nombre de paramètres
- Les aller retours théorie / pratique
- Clarté et bonne définition du programme
- Le lien permanent avec le formateur (ne serait-ce que par téléphone)

- Au sein d'une équipe : progression du travail collectif
- Prise en compte de la spécificité de chaque structure

Un certain nombre de stagiaires ont vu leur carrière dopée par la formation :

- Pour mémoire, une journaliste, stagiaire au moment de la formation, est à son issue recrutée comme journaliste, puis responsable de la rubrique économie. Elle devient ensuite rédactrice en chef d'un hebdo, et aujourd'hui directrice de la publication d'un magazine.
- Le rédacteur en chef du « Point au Quotidien » a été choisi après une formation-tutorat avec Proximités

5.8.1.2 ...tempérée par quelques interrogations

Au cours de nos rencontres, nous avons pu recueillir aussi des critiques sur les formations-tutorats qui concernent plusieurs domaines. Aucune ne les remet en cause, mais elles peuvent être prises en compte dans la perspective d'un développement de cette activité pour Syfia.

- Deux jours de briefing au début de la formation pour expliquer les bases est jugé insuffisant.
- La formule Proximités aurait pêché par le manque de suivi : « nous avons consacré du temps au choix du thème, puis nous sommes retournés dans notre média, mais le suivi au sein du média était absent ».
- Certains déplorent que la restitution à l'équipe au sein du média ne soit pas plus formalisée.

La pédagogie de la formation suscite quelques interrogations : Un groupe de stagiaires n'a pas été jusqu'au bout de la formation-tutorat. Raison invoquée : « on était bousculés, sous tension avec Proximités, et pas déchargés de notre travail au journal.

« Dans la façon de nous traiter, de dire qu'il faut changer quelque chose dans un article, il faut être plus souple : on était un peu acculés ». « Il aurait fallu un peu plus de chaleur. Il y a une façon de *gronder* quelqu'un d'une autre manière pour le responsabiliser. La rigueur est normale, mais il aurait fallu une meilleure ambiance ».

6 coproductions devaient être réalisées au cours de la formation. Notre interlocutrice a arrêté au bout de deux. D'autres ont été jusqu'à 2, 3 ou 4 coproductions, puis ont abandonné.

5.8.2 L'opinion des dirigeants de rédactions (presse écrite) et de directeurs de publications

Nous n'avons recueilli que l'opinion de ceux qui avaient accepté de faire participer quelques uns de leurs journalistes aux formations-tutorats, ce qui les prédisposait à une opinion favorable... Cependant, ils ont exprimé à la fois une satisfaction réelle, fondée sur des résultats probants, et des suggestions de poursuite ou d'améliorations qui attestent d'un regard critique sur les résultats obtenus.

Ainsi **Alain Assogba, rédacteur en chef de la Nouvelle Tribune**, souligne leur engagement « à titre expérimental », mais précise aussitôt ne pas être déçu de l'expérience. Il va même

plus loin, indiquant « Cela nous donne une vraie crédibilité, et cela se traduit sur la diffusion²⁴ ».

Pourtant, le même Alain Assogba, qui insiste sur l'importance de la continuité indispensable entre formation et travail concret de la rédaction, se montre critique sur le choix préalable des journalistes à former. Son chef d'édition souligne quant à lui l'insuffisance de temps consacré à la concertation avec le tuteur, et regrette que les journalistes en formation ne puissent pas disposer de plus de temps, n'étant pas dégagés du tout du travail habituel de la rédaction.

Les directeurs des trois radios visitées, Ahémé, Lokossa et Espérance²⁵ sont très louangeurs, se faisant l'écho tous les trois de retours d'auditeurs positifs sur des émissions dont la qualité tranchait avec ce qui se faisait précédemment. C'est surtout dans le domaine des reportages de terrain que ce changement s'est avéré très significatif. Il faut dire que c'est le terrain de prédilection de la radio locale, et que les pratiques antérieures étaient timides sur ce plan.

Philippe Hounsoun, très engagé à Radio Espérance qu'il a créée pour répondre à des besoins de communication sociale de proximité, souligne qu'avec Proximités, « on avait le cœur à l'ouvrage(...) On avait plus de facilités à assimiler ce qu'on apprenait.

Joachim Saizonou, directeur de l'ex revue « Agriculture » (qui a cessé de paraître), a lui-même bénéficié d'une formation importante, avant de travailler avec Proximités. Il a suivi en particulier une formation organisée par la fondation F-Neuman, et d'autres séminaires ou sessions pendant 5 ans. Il souligne qu'avec Proximités a été pour la première fois engagée une démarche critique sur le travail réalisé à « Agriculture ». Il a dans ce cadre travaillé sur tous les genres journalistiques, et voyait Fernand Nouwligbeto « au moins une fois par semaine ». Le point le plus fort de Proximités est selon J. Saizonou sa capacité d'adaptation et son expertise dans le secteur rural.

Fernando Hessou, directeur de publication du « Point au quotidien » affirme son attachement à la qualité du journal, et pour cela à la formation de ses journalistes. Chaque année, une formation est organisée par lui à l'intention des jeunes journalistes qui n'en ont pas eue, dans l'esprit du journal, c'est à dire « d'une information vraie ».

F. Hessou décrit la situation des médias au Bénin et la politique éditoriale du Point avec beaucoup de passion :

- Le journalisme d'investigation est le parent pauvre de la presse béninoise (manque de fond, manque de moyens)
- Les journalistes ont des difficultés à accéder aux sources de l'information
- « Nous sommes des touche à tout superficiels »

Au « Point », il affirme se fixer la règle de la séparation des faits et des commentaires ; « Mais du coup, les gens trouvent que nous faisons une information plate »...

²⁴ Selon Alain Assogba, la « Nouvelle Tribune » aurait près de 600 abonnés et serait parmi les trois premiers quotidiens en diffusion, et en progression.

²⁵ Qui n'émet plus pour le moment, faute d'autorisation de la HAAC pour non-conformité technique.

L'indépendance des journaux est relative. Le Point affirme son indépendance « aussi bien économique que politique », malgré un budget reposant essentiellement sur la publicité institutionnelle, et à l'origine un journal fondé par un ex-ministre²⁶...

Cette affirmation d'indépendance le conduit à des jugements positifs des formations de Proximités :

- C'est une des formations qu'il les plus rigoureuses, notamment pour le suivi des stagiaires, qui ont tous gagné en maîtrise et en maturité. Il souhaite que ces formations soient renouvelées régulièrement.

5.8.3 L'opinion des représentants d'organismes professionnels

L'union professionnelle des journalistes du Bénin (UPMB) est l'organisation syndicale des journalistes. **Wilfrid Adoun**, son président, connaît « de loin » l'agence Proximités.

Il a pourtant suivi « de près » la formation organisée par Proximités en lien avec l'ESJ Lille, mais il ne s'agissait pas de la formation-tutorat.

Il a suivi aussi personnellement une formation en gestion (qualifiée de « moyenne ») et vient du secteur des médias privés. Il juge que pour beaucoup des ≈ 600 journalistes béninois se pose la question de leurs compétences. Et l'UPMB met en avant comme une revendication la question de la formation des journalistes (« Mais il faudrait aussi former les promoteurs des médias »...).

Sa formation avec l'ESJ et Proximités, il la juge insuffisante, notamment parce qu'elle aurait pêché par le manque de suivi. Sa connaissance « de loin » des formations-tutorats l'incite à approuver la formule dans son principe. Sollicité par nous, il affirme que « La délégation à Proximités de missions de formation par l'UPMB est tout à fait possible, à condition que cela corresponde à des besoins ».

François Awoudo est président de l'ODEM (Observatoire de la Déontologie et de l'Ethique dans les Médias). À partir du constat qu'il fait selon lequel les formations traditionnelles n'ont pas l'effet escompté (« *On rassemble un grand nombre de personnes dans une salle, mais beaucoup n'en tirent aucun bénéfice* »), il souligne l'intérêt des formations Proximités : les journalistes restent dans leur cadre habituel. Avec quelle efficacité ?

« En déontologie, nous constatons que les journalistes ne vont pas sur le terrain. Les rédactions associées à la coproduction ont commencé à prendre le pli »

« Je lis la presse... je vois bien que cela a contribué à améliorer le niveau de journalistes que je connaissais et dont j'ai vu la progression ».

« Syfia est une belle expérience, et une référence en matière de qualité. On voit les bons papiers : ils viennent de Syfia ».

Mais quant à dire si ces formations ont eu un effet de contagion..., il n'en est pas certain, et considère que les patrons de presse ne voient pas l'utilité des formations et ne seraient pas prêts à participer aux frais. Mais ils ont tort ! « Parce que des journalistes de qualité, ça donne des journaux de qualité ».

Napoléon Agapit est conseiller à la HAAC (Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication), dont il est aussi président de la commission Formation et Documentation..

²⁶ F. Hessou annonce vendre entre 100 et 200 exemplaires / jour du « Point ». Le conseiller technique du chef de l'Etat en matière d'information est l'ancien secrétaire de rédaction du « Point »

Il est convaincu qu'il faut consentir des efforts importants pour la formation, et que c'est le moyen pour accroître l'indispensable professionnalisme.

Si la HAAC ne s'occupe pas directement de formation, elle l'encourage. Ainsi recommande-t-elle la création d'une école de journalisme au Bénin (un projet serait en cours).

Il était auparavant journaliste, et président de l'UPMB. Il a vu de près les coproductions Syfia lorsqu'il était en activité, ce qui lui fait dire aujourd'hui :

- « Les coproductions sont une idée géniale : cela donne des résultats de qualité, et cela implique les organes de presse et pas seulement les journalistes ».

Il juge que Proximités a produit des articles de qualité, et que la prise en charge des frais a été pour cela déterminante. Il pense également qu'il faudra du temps pour que l'expérience de Proximités se développe, mais se déclare ouvert à une réflexion commune Proximités / HAAC / Fonds d'aide de l'État à la presse²⁷ / Organisations professionnelles / (ODEM et Maison des médias en arrière plan), pour élaborer un cadre permettant l'encouragement de formations du type Syfia. « L'initiative pourrait être prise par la HAAC ou les Unions, et ce rapport d'étude pourrait être déclencheur ».

Joseph ANAGO est Directeur exécutif de la Maison des Médias qui abrite à la fois l'Union des journalistes [ci-dessus] et l'association des éditeurs de journaux. Le besoin de formation est d'autant plus criant, estime-t-il, que 80 % des « journalistes » sont entrés dans le métier « par effraction ». Il pense aussi qu'il y aurait nécessité pour les journaux de se spécialiser ; ce qui appellerait aussi une spécialisation des journalistes et donc de leur formation. Actuellement, des actions ont été mises en place avec le Pnud, la HAAC, la Maison des médias et le ministère de la communication ; il s'agit de formations *in situ* organisées par l'APEFE, Association pour la promotion de l'éducation et de la formation à l'étranger. C'est un organisme belge qui a un bureau à Cotonou. Il a détaché pour six mois au Bénin, une formatrice chargée d'animer des stages dans les rédactions.

5.8.4 L'opinion de bailleurs de fonds

Nous n'avons pu rencontrer le conseiller culturel de l'Ambassade de France : il était nommé depuis huit jours à Cotonou en remplacement de Francis Delprano et son installation n'était pas encore réelle. A défaut, nous avons rencontré **Michel Berthaud, directeur du Centre Culturel Français**. Il réagit très favorablement lorsque nous évoquons l'idée de la mise en place d'une formation du type alternance, tutorat ou coproduction centré sur la critique des spectacles.

Rufin Godjo (Fondation Ebert), représente le résident de la fondation Jan Engels, absent de Cotonou. C'est Rufin Godjo qui suit particulièrement les questions de la presse ainsi que celles liées au Parlement. Il se déclare « peu informé » des formations de Proximités, bien qu'il travaille avec Proximités sur le traitement de l'information économique. La fondation ne travaille pas directement avec les organes de presse, mais plutôt avec les organisations professionnelles²⁸. Les financements interviennent à leur demande. Ils sont

²⁷ Géré par la HAAC...

²⁸ Une exception toutefois : la Fondation Ebert finance directement des formations pour le journal des étudiants « parce que l'Université est un lieu important et qu'il n'y a pas d'école de journalisme ».

attentifs à leurs interlocuteurs, et réticents à s'ouvrir à d'autres structures, parce que « face à l'argent, les gens sont ici peu sérieux... ». Il est ouvert à des propositions, soulignant qu'il soutient plutôt des modules spécialisés (économie, gouvernance, élections, etc.).

5.9 Des propositions pour le Bénin avancées par les apprenants et les dirigeants

Au cours des différents entretiens, un nombre important parmi nos interlocuteurs ont formulé des propositions dans la perspective d'un développement des formations-tutorats de Proximités.

Certaines dépendent des conditions de financement des formations, d'autres d'orientations de travail.

Nous les résumons ici :

5.9.1 Niveau des indemnisations

À l'évidence, la prise en charge des frais de reportages constitue un élément déterminant de la réussite des formations-tutorats²⁹. Ils permettent une meilleure indépendance des journalistes par rapport aux sources, et écartent l'obstacle réel de l'absence fréquente d'indemnisation de ces frais dans certains supports. Cette absence tend à limiter les déplacements des journalistes sur le terrain, et donc la vérification des informations (même par téléphone), le vécu des événements, la recherche vivante d'une information qui constitue un des attraits d'un journal ou d'une radio pour le lectorat ou l'auditoire.

Alors que la prise en charge de ces frais était prévue par un financement conjoint du support et de Proximités³⁰, cette clause n'est pas appliquée, sauf exception. L'absence de moyens est réelle. Comme est non moins réelle la demande des apprenants, unanimes pour réclamer un relèvement du niveau des frais, tant dans les réponses aux questionnaires que lors des rencontres de terrain.

Certains de nos interlocuteurs dirigeants de médias conviennent que le travail réalisé par les apprenants apporte un « plus » indiscutable et se traduit par une plus grande satisfaction du lectorat ou des auditeurs, voire un gain net de lecteurs ou d'auditeurs.

Ainsi :

- Alain Assogba, rédacteur en chef, serait favorable à la prise en charge d'une partie des frais de la formation par la Nouvelle Tribune, dans le cadre d'un contrat :

Un des « risques » énoncés est le départ des journalistes à l'issue de la formation : s'estimant plus efficaces et plus pertinents, ils demandent alors parfois une augmentation de salaires, et vont se « vendre » ailleurs s'ils ne l'obtiennent pas. Dans les formations traditionnelles ils quittent à l'occasion le journalisme pour passer à la communication (nous ne l'avons pas vérifié en ce qui concerne les formations Proximités). Cette prise en charge de la formation serait donc assortie d'un engagement à rester un minimum de temps au sein de la rédaction, et à une augmentation de salaire

Mais cette proposition reste très théorique. « *Nous n'avons pas les moyens...* » : tous les autres dirigeants de médias s'accordent à reconnaître l'intérêt pour le support des formations-

²⁹ Napoléon Agapit (HAAC) : « *La prise en charge des frais a été déterminante pour la réalisation d'enquêtes* ».

³⁰ Et prévu dans les contrats de partenariat, comme par ex. Art. 4 du contrat de partenariat Proximités / Le Municipal,

tutorats, mais déclarent ne pouvoir s'engager dans la prise en charge ne serait-ce que d'une partie des frais. Ils reconnaissent aussi, pourtant, que ce serait dans la logique des choses :

5.9.2 Du temps pour les journalistes en formation

Beaucoup de journalistes ayant suivi les formations-tutorats ont mis en avant la nécessité d'être dégagés des autres tâches qui sont les leurs au sein des rédactions. Soulignons toutefois ici que cette demande, sans doute en partie fondée, est plus le fait des journalistes de presse écrite que des journalistes de radio.

Dans le contrat, selon certains interlocuteurs, figurait une clause selon laquelle les journalistes devaient être libérés pendant leur formation, mais cette clause ne semble pas avoir été appliquée³¹.

5.9.3 Contenu des formations-tutorats

Si chacun s'accorde à approuver le contenu des formations-tutorats tel qu'il l'a suivi, un bon nombre parmi nos interlocuteurs proposent de poursuivre ces formations, en abordant d'autres domaines du journalisme, tant en radio qu'en presse écrite :

- Déclinaison des genres journalistiques
- Travail sur les comptes-rendus, genre très pratiqués en Afrique.
- Travail sur les techniques de montage (radio)
- Ecriture radiophonique
- Approfondissement de l'information (Mise en perspective de l'information, « renforcement des capacités d'analyse de la réalité »)
- Créer plusieurs niveaux de formation, pour élargir le recrutement.

³¹ Cette clause ne figurait pas dans les contrats qu'il nous a été donné de voir.

6 Les formations-tutorats au Burkina Faso

6.1 Éléments d'information concernant l'agence « Proximités »

Le bureau Jade-Syfia de Ouagadougou, fait partie à la fois du réseau des Journalistes en Afrique pour le développement (JADE) et du réseau de Syfia International. Association « loi 1901 », il regroupe, pour l'administration : une chargée du suivi évaluation, une secrétaire comptable, un standardiste coursier ; et, côté production : deux journalistes à plein temps, un technicien de montage vidéo et audio et maquette, ainsi que des collaborateurs extérieurs. Son animateur-coordonateur, Souleymane Ouattara a été rédacteur en chef de *Sidwaya*, le quotidien « officiel » du pays. Il y a sans doute acquis son désir d'indépendance que, bien avant, il partageait aussi avec son autre ami, Norbert Zongo. Ils avaient en partie fait leurs classes journalistiques ensemble, et c'est ce qui me valut de les croiser tous les deux lors d'une formation, au Togo, avant leur expulsion *manu militari* du pays d'Eyadema... On comprend ce désir de Souleymane Ouattara de contribuer à rendre les médias burkinabé plus professionnels, ce qui veut dire : honnêtes, y compris avec les faits, donc rigoureux, scrupuleux, en quête d'objectivité, éthiques, responsables. Toutes valeurs qui fondent l'honneur du métier d'informer, à la base même de Syfia, cette aventure journalistique née au Nord, passée au Sud, et entre les deux confrontée, elle aussi, à l'autonomie.

6.2 Principales conclusions et propositions concernant le Burkina Faso

La formation-tutorat au Burkina est riche d'enseignements. La « formule », lancée par le réseau Syfia, s'est déclinée ici de manière particulière, liée aux réalités du pays – ce que chaque bureau a d'ailleurs fait. Ces réalités ont conduit à des choix, en même temps qu'à des tâtonnements nécessaires en période d'initiatives. Un tournant pourrait aujourd'hui se produire, sous la double pression des bailleurs et de la nécessaire autonomisation des bureaux de Syfia.

Ces deux premières années se caractérisent donc, pour Jade-Burkina, par deux types principaux d'action : l'un auprès de deux radios communautaires rurales, l'autre avec l'université de Ouagadougou et son département Communication et Journalisme. Les deux « expériences », on l'a vu, s'avèrent concluantes, chacune selon ses données propres et ses objectifs.

On y relève, notamment, un taux élevé de satisfaction générale, améliorable en plusieurs points tant matériels que pédagogiques.

Les budgets affectés étant demeurés fort modestes, des limites sont vite apparues, affectant les moyens de communication (transport et télécommunication), tant des formateurs que des apprenants. En plus des conditions économiques générales du pays, ces limites sont aussi liées à la culture journalistique qui en découle en bonne partie : la faiblesse des moyens reconnus nécessaires à la collecte et au traitement de l'information. Les responsables des rédactions

rencontrées, bien souvent – mais pas toujours – n'intègrent pas cette dimension professionnelle, l'information étant alors considérée plutôt comme un sous-produit d'une société dominée par institutions et décideurs divers.

Cette constatation concerne plus encore le secteur public des médias dont le financement général échappe au marché. Un inconvénient avec aussi ses avantages qui pourraient se traduire, précisément, par un plus grand service rendu au citoyen dans son droit à l'information. Il n'en est rien – ou du moins pas vraiment, à cause de l'emprise du politique.

6.2.1 La radio, média vital aux forts besoins en formation

L'exemple des radios communautaires est autrement intéressant. Il s'agit d'un secteur en partie aidé (petitement, surtout en dotations techniques), mais dont le service rendu est tel, qu'il échappe aux travers des services publics de l'information dominante. Nous l'avons constaté au Burkina (et aussi dans les autres pays visités), ces radios constituent un modèle des plus intéressants, certes perfectible, dont les caractéristiques et modes de fonctionnement pourraient inspirer les futures actions de Syfia. Il s'agit notamment à travers ces radios de défendre et promouvoir le droit à l'information comme nécessaire au développement et à la démocratie, et à ce titre justifiant les aides directes publiques et de coopération.

De ce point de vue en particulier, les actions de Jade-Burkina auprès de deux radios rurales apparaissent tout à fait pertinentes. D'autant qu'elles s'inscrivent dans l'histoire même de l'agence, à l'origine vouée à l'information sur le développement agricole et la protection de l'environnement. D'autant, surtout, que la radio demeure le média africain par excellence – qui ne saurait pour autant exclure les autres, on le sait.

Un des choix possibles pour Jade-Burkina aujourd'hui, dans sa recherche de développement et de diversification, concerne les radios de ville. Nous distinguerons la radio d'État des stations privées. Dans la première, la marge semble étroite pour y envisager des formations de type tutorat, notamment en raison de l'existence du Centre de formation professionnelle de l'information, le CFPI, lieu de formation des médias publics. Une entrée pourrait résider dans le domaine du perfectionnement, qui ne se pratique pour ainsi dire pas – sinon dans les habituels séminaires – de manière courante. Il pourrait s'agir d'un autre partenariat à mettre aussi en place avec le CFPI, dans la mesure où celui-ci reconnaîtrait dans ce domaine, et les besoins des professionnels, et ses propres limites pédagogiques.

Plus porteur, à court ou moyen terme, nous a semblé être le secteur des **radios privées**. (Sans généralisation abusive : nous n'en avons visité qu'une seule). *Radio Pulsar*, manifeste un réel intérêt pour l'information, tant de la part de sa direction que de celle de ses journalistes – car elle emploie des journalistes, diplômés de surcroît.

La formation-tutorat pourrait éveiller de l'intérêt dans le secteur radiophonique. A deux conditions :

- d'une part, celle du cofinancement. Pour le CFPI, comme pour l'université [voir ci-dessous], l'idée d'un partenariat sous la forme d'un statut d'enseignant associé peut constituer un mode de fonctionnement avec le secteur public ;
- d'autre part, les conditions touchant à la vocation et aux ressources propres de Jade-Burkina dans le domaine radiophonique spécifique au contexte urbain, il ne s'agirait plus là de contribuer à la formation d'« animateurs-journalistes » de brousse, mais d'entraîner et

perfectionner de véritables journalistes (souvent diplômés en journalisme), ayant une certaine expérience.

Enfin, et au préalable à toute démarche de prospection, il y aurait lieu de dresser un **inventaire** des besoins en formation des radios du pays.

Sur ce même sujet de la radio, mais en rapport avec la formation-tutorat, Souleymane Ouattara précise que jusqu'à ce jour, les étudiants ne font pas de la coproduction radio. Quels pourraient en être les avantages et les limites? Cela ne lui semble pas coller avec les objectifs de la formation-tutorat. Son questionnement dubitatif paraît justifié en l'état des choses. Sans doute vaut-il mieux laisser l'enseignement radio s'exercer dans le cadre du département universitaire qui dispose d'un équipement relativement adapté à ce domaine professionnel, notamment autour de l'antenne-école de Radio Campus. D'autant plus que les radios, pour ce qui est du traitement de l'information, sont le plus souvent en deçà des standards professionnels – ce qui poserait un vrai problème pour l'accompagnement *in situ* des éventuels stagiaires.

6.2.2 Clarifier les contrats avec les médias écrits

Concernant la presse écrite, on a vu également les réserves exprimées par Souleymane Ouattara, voire ses réticences à pénétrer un milieu dont il connaît bien les rouages, pour en avoir fait partie et continuer à le fréquenter. Bien sûr, les besoins sont réels et importants. Mais, au regard des résistances émanant des dirigeants de presse – et compte tenu des contextes à la fois économique, politique et professionnel –, S Ouattara penche plutôt pour la tactique du cheval de Troie : former des jeunes journalistes (avec l'université) et les envoyer (dans le cadre donc de la formation-tutorat) dans les rédactions pour, en quelque sorte, prêcher la bonne parole par l'exemple...

Des limites sont cependant apparues sur ce point :

- Faible visibilité de la présence des stagiaires dans les rédactions d'accueil, tant en nombre qu'en « poids » rédactionnel ; le risque est réel de voir les stagiaires pris pour de la main d'œuvre d'appoint – et gratuite – à qui, cependant, on confie les tâches les plus nobles du métier (reportages, enquêtes), tâches auxquelles les journalistes en place renoncent bien souvent, préférant courir colloques et conférences de presse et, souvent aussi, y chasser le per diem ou le bongo – ces monstres redoutables ;
- Quand une volonté commune existe cependant, comme c'est le cas entre Jade-Burkina et la rédaction en chef de *Carrefour africain*, la difficulté demeure à faire prévaloir les objectifs pédagogiques sur les impératifs de production ; apparaît du même coup la nécessité de bien fixer les termes du contrat engageant les partenaires dans un processus bien défini. Cette nécessité peut comporter un volet « formation du tuteur », ne serait-ce que pour dépasser les supposés connus et éviter les malentendus ;
- Bonne stratégie que celle consistant à miser sur un média référent, comme *Carrefour africain* qui tient un rôle moteur (de « locomotive ») pour l'ensemble des médias. Qu'il s'agisse d'un média du secteur public ne saurait constituer un obstacle majeur dans la mesure où, les moyens matériels existant peu ou prou par le financement public, la volonté

d'indépendance serait affirmée – et permise, donc – quant au contenu. Mais cela suppose une charte rédactionnelle explicite et respectée, et à l'intérieur de laquelle puisse s'exercer réellement le métier d'informer. Il s'agit là aussi d'un problème politique.

6.2.3 Des marges de progrès, notamment en visibilité de l'agence et de ses actions

Plus concrètement, concernant l'ensemble de la formation-tutorat, des marges de progrès semblent souhaitables et réalisables sur quelques points et sans grandes difficultés :

- Formaliser et systématiser l'évaluation des principales étapes du processus. Évaluation des apprenants par les formateurs et des formateurs par les apprenants. C'est l'indispensable retour d'information (*feedback*) sans lequel un processus est incomplet et, du coup, non validé, notamment en termes psycho-pédagogiques. Des outils simples et un « mode d'emploi » seraient à mettre en place dans ce but.
- En allongeant la durée de la formation, ou bien, pour les radios par exemple, en instituant un cycle réparti sur une plus grande durée, le système de la formation-tutorat s'inscrirait plus solidement dans l'évolution qualitative des professions de l'information (ce qui renvoie, bien sûr, aux moyens).

Plus généralement, concernant le champ médiatique, quelques observations pourraient orienter les projets de Jade-Burkina :

- « Capitaliser » la notoriété dont bénéficient Jade et Syfia sous leurs productions croisées, notamment en communication d'image et de contenu auprès d'institutionnels, décideurs, acteurs d'opinion, etc. Nécessité, pour cela, d'une plaquette de présentation. Autres pistes possibles pour augmenter la visibilité de l'agence : organisation de *débats* ou de tables rondes, par exemple, (conjointement ou non avec le Centre de presse Norbert-Zongo ou le département universitaire), sur des thèmes originaux et consacrés aux particularités burkinabé ; diffusion, dans le même esprit, d'une lettre d'information régulière afin de « labourer » le champ de la formation et du perfectionnement des médias, introduisant la problématique de l'information dans la réflexion générale sur la société burkinabé.
- Amener les patrons de médias à se ressourcer dans des formations adaptées les amenant à questionner leurs pratiques et à se projeter davantage dans l'avenir. Faire ainsi en sorte que ces dirigeants s'inscrivent dans les processus d'évolution des médias et les nécessaires investissements dans la formation et le perfectionnement des journalistes.

6.2.4 Contractualiser avec l'université

S'agissant des rapports entre Jade-Syfia et l'université, plusieurs pistes semblent possibles dans le but de renforcer l'actuel partenariat.

Partant de la constatation – sinon la revendication – exprimée par les étudiants interrogés du manque de dimension pratique de l'enseignement dispensé à l'université, il s'agirait d'étendre le partenariat à la prise en compte et en charge de ce besoin fondamental. Jade-Burkina

pourrait recevoir mandat de coordonner les enseignements pratiques professionnels dès la troisième année du cycle actuel et pour une durée plus grande. Cela comporterait aussi l'organisation des stages dans les médias, ainsi que leur suivi et les évaluations.

Une rétribution au titre d'enseignant associé serait accordée pour ce service, ce qui impliquerait l'université en tant que partenaire à part entière.

En contre-partie, outre cette coordination, Jade-Syfia pourrait, selon les commodités, continuer à recevoir les étudiants du département Communication et journalisme dans ses propres locaux et avec son matériel technique et didactique.

6.2.5 La toujours nécessaire coopération, appuyée sur une meilleure communication

Reste l'épineuse question du **financement des actions de formation-tutorat**. Mais, au fond, est-elle bien posée ? Peut-on esquisser en termes seulement économiques et financiers l'avenir d'un système médiatique naissant (les années 1990, soit moins de vingt ans) qui n'a précisément pas de viabilité économique autonome ? Même nos médias du Nord n'échappent pas à ces réalités qui font de la presse un outil plus ou moins onéreux au service des avancées démocratiques. Apparemment riches, certains journaux se portent pourtant mal et, pour la plupart, reçoivent des aides étatiques plus ou moins directes, plus ou moins élevées. De surcroît, même les médias les plus renommés ont passé des accords commerciaux et financiers qui entachent leur indépendance, souvent de façade !

Qu'il faille – pour revenir au Sud et au Burkina Faso en particulier – pousser à une autonomisation croissante des médias, certes. Qu'il faille contribuer à assainir les pratiques journalistiques, à limiter l'intrusion des pouvoirs dans les articles et émissions, certes encore. Et que cela se fasse au nom de la coopération et non de l'assistanat, bien sûr !

Comment se dégager autant que possible de la situation de dépendance ? On ne peut manquer de rappeler ici à quel point l'histoire même de Syfia apparaît comme exemplaire à cet égard, elle a su prendre en main son devenir sur le continent africain, sans pour autant rompre ses liens historiques avec ses partenaires du Nord. Il semble donc souhaitable de continuer avec elle et ses acteurs ce travail de coopération qui a porté ses fruits, au point que ses modalités de fonctionnement et de financement ont pu évoluer positivement.

Si manquements de Syfia il y a, comment les pointer du doigt afin de mieux les dépasser ? Par exemple sur le terrain de l'image extérieure :

– Comme les autres bureaux, semble-t-il, celui de Ouagadougou pourrait manquer d'une certaine visibilité dans l'ensemble du paysage médiatique burkinabé. L'agence est connue par ses articles, originaux et de qualité, régulièrement publiés. Mais cette notoriété enferme en même temps l'agence dans sa seule sphère rédactionnelle. Syfia souffrirait d'un excès de modestie. Y remédier pourrait consister à mener une politique de communication plus construite dans ce sens, plus adaptée à des objectifs nouveaux.

– La perception de Syfia est encore plus défaillante auprès des bailleurs interrogés – représentants diplomatiques de Hollande, de Suisse et de France. Ceux des deux derniers pays n’avaient pas connaissance de l’existence de l’agence et moins encore de ses bureaux nationaux. Si Jean-Louis Roth, deuxième conseiller et attaché de presse de l’ambassadeur de France, avait l’excuse de son arrivée récente au Burkina, il lui manquait aussi d’avoir été informé par son prédécesseur. Et pour cause, l’agence n’avait pas davantage communiqué avec la représentation française au Burkina. Communiquer avec des attachés de presse, des représentants des bailleurs et d’ONG peut, par exemple, prendre la forme d’un « voyage d’étude » auprès d’une des radios rurales « tutorée » par Jade-Syfia, montrant l’importance du travail mené à la fois par l’agence et par ce type de média dans le pays profond. Occasion mêlant une forme de « pédagogie » à un objectif visant à améliorer les coordinations entre acteurs de coopération.

6.3 La situation sommaire des médias³²

De faible tirage (moins de 5.000 exemplaires pour les quotidiens) et donc de moindre diffusion, les journaux burkinabé n’ont pas d’assises économiques propres. Tous dépendent des aides indirectes de l’État achetant de l’espace rédactionnel (annonces légales ou publicités de sociétés nationales). Il n’en va d’ailleurs pas autrement dans les pays du Nord, où l’aide à la presse peut prendre des formes plus discrètes (fiscales, postales, subventions, etc.)

Plus grave est la forme de corruption rampante qui touche journaux et journalistes : l’achat de sujets par des organismes (à commencer certaines ONG), des sociétés commerciales et même des particulier. Le journalisme « gombo » est un mal endémique³³.

On recense : 4 quotidiens, 2 bihebdomadaires, 15 hebdomadaires, 2 bimestriels, 17 mensuels, 61 publications spécialisées ; 72 sociétés de radios, et 1 chaîne de télévision publique et 2 chaînes privées.

Presse écrite : Les quatre quotidiens sont plutôt orientés vers l’information générale – non dénuée de coloration politique –, les périodiques penchant davantage pour un journalisme d’opinion. Les titres burkinabé spécialisés à parution plus espacée (bimensuels, trimestriels...) sont le plus souvent liés à des institutions ou organismes culturels ou religieux.

Une presse en langues nationales vit un peu en marge du circuit officiel, soutenue par des ONG et des programmes ruraux de développement.

³² Pour une présentation plus complète des médias burkinabé, on pourra se reporter au rapport du GRET pour le MAE réalisé en 2003 par Bernard Nantet et Elisabeth Paquot, avec l’aide de Batien Benao, journaliste et formateur burkinabé spécialisé en radio rurale. La partie de ce rapport concernant le Burkina s’intitule précisément : « La formation aux métiers de l’information au Burkina Faso ». Les données en restent actuelles et valables pour l’essentiel. De même pourra-t-on se référer à cette étude pour compléter la présentation, ici sommaire, des lieux de formation.

³³ Le gombo, ce légume vert qui rend la sauce gluante... Trouvé dans « Bendré », hebdo burkinabé, cette définition : « Le "gomboïsme" dans la presse, entendez par-là, l’enclin de ces hommes de médias à transformer leur plume, micro ou caméra en instrument produisant de honteuses espèces sonnantes et trébuchantes. » Ou pourrait aussi évoquer un autre mal, qui sévit beaucoup lors de certaines formations, la « perdiémite ».

Notons l'existence de l'Agence d'Information du Burkina (AIB), qui, comme toutes les agences de ce type, peine à se départir de son rôle d'organe de communication gouvernementale.

Radio : Environ 70 stations FM tentent de couvrir le territoire. Parmi elles :

- la RNB (Radio nationale du Burkina) et sa demi-douzaine de stations locales et rurales ;
- une quinzaine de radios commerciales diffusant peu d'informations d'actualité mais beaucoup de musique, d'animation et de publicité ;
- une dizaine de radios associatives à vocation rurale, et une quinzaine de radios confessionnelles ;
- quatre transnationales : Africa n°1, BBC, RFI et VOA.

Télévision : un chaîne nationale et deux privées. Seule la première traite réellement des informations, le plus souvent sous forme institutionnelle.

6.4 Un contexte médiatique marqué, de manière contradictoire, par l'affaire Zongo

Notre objet n'est pas de prétendre présenter ici une analyse politique du pays. Mais, au Burkina comme ailleurs, on ne peut ignorer les interférences qui alimentent les rapports entre pouvoir et médias. Le régime en place, soucieux de donner des gages démocratiques, a maintes fois oscillé entre ouverture et autoritarisme. Une ambivalence qui a nourri un contentieux entre le pouvoir et une partie de la population. Puis qui a tourné à la crise lors d'une affaire aussi trouble que dramatique : l'assassinat en 1998 du journaliste Norbert Zongo et de trois de ses amis, dans des conditions atroces toujours pas élucidées huit ans après.

Ce drame est devenu « l'affaire » au « Pays des hommes intègres », impliquant le régime au plus haut point – jusqu'au président – et ravivant des connexions remontant au coup d'État fondateur du régime en place et à l'assassinat du président Thomas Sankara. Ces deux morts, à titres divers, sont devenus objets de mythes ; leur souvenir semble indissociable du contexte politique et médiatique.

A l'époque de sa mort, à 49 ans, Norbert Zongo dirigeait l'hebdomadaire ***L'Indépendant*** – qui paraît toujours. Il faisait figure de modèle du journaliste accrocheur, prompt à révéler des affaires gênantes impliquant le pouvoir ou l'élite burkinabé. *L'Indépendant* devient très populaire – il diffusera jusqu'à 20.000 exemplaires, ce qui était et demeure exceptionnel dans cette partie d'Afrique de l'Ouest.

Le pays est alors jeune, sa presse aussi – elle a été libéralisée dans les années 90 –, et certains de ses journalistes entendent exercer pleinement leur métier, souvent avec fougue. C'est le cas de Norbert Zongo, ancien instituteur, passé par l'école de journalisme de Yaoundé et qui crée son journal en 1993 après un passage dans la presse d'État (l'agence officielle d'information).

Aujourd'hui, on trouverait à redire quant à la rigueur professionnelle de cette forme de presse militante et parfois brouillonne. Il n'empêche que Norbert Zongo et ses confrères ont sévèrement secoué les habitudes et renoncements d'une corporation souvent excessi dans sa prudence. *L'Indépendant* dénote dans la grisaille conventionnelle des médias d'alors.

Avec l'assassinat de Zongo, on a voulu faire taire un journaliste engagé, s'affichant de plus en plus comme un opposant radical. Il reste intéressant aujourd'hui d'interroger le mythe Zongo qui, d'ailleurs, a franchi les frontières de son pays, interpellant le positionnement parfois ambigu de la presse africaine.

Même si le paysage médiatique burkinabé semble aujourd'hui s'être stabilisé, la presse sait, à l'occasion, montrer son caractère incisif [récemment, la décision d'imposer subitement le port obligatoire du casque pour les motocyclistes a déchaîné certains journalistes ; des articles virulents autant que documentés ont mis en cause jusqu'aux sphères du pouvoir liées à d'éventuels actes de corruption].

Sans avoir cessé de paraître après la disparition de son directeur, *L'Indépendant* n'a toutefois pas vraiment retrouvé son tonus, comme s'il restait en quelque sorte figé à une époque ; sa diffusion aussi a accusé le choc.

Mais l'affaire aura fait naître d'autres vocations. Ainsi, notamment, la parution de *L'Événement*, un hebdomadaire apprécié pour sa rigueur, et en opposition politique au régime de Blaise Campaoré. A relever aussi, la naissance en 1991 du *Journal du Jeudi* (JJ, "hebdomadaire" satirique indépendant traitant de l'actualité – lequel, soulignons-le, apparaît comme un des rares exemples en Afrique, et sans doute le seul au Burkina, de publication économiquement autonome (vente, abonnements et publicité).

Avec les années, les clivages entre presse pro et anti gouvernementale se sont plutôt estompés au profit d'une volonté de parvenir à un journalisme plus soucieux de professionnalisme. Cette exigence n'est pas toujours atteinte, loin s'en faut ; la qualité des articles peut, dans un même titre, osciller au gré des parutions, des sujets, des signataires...

Ainsi se trouve crûment posée la question de la formation des journalistes. Question clairement perçue par la grande majorité des professionnels rencontrés. Ce qui est encore un effet de l'affaire Zongo qui a provoqué une prise de conscience des insuffisances et des nécessités d'y remédier. Se sont sentis concernés tout autant les médias d'information que les milieux politiques et même gouvernementaux.

6.5 L'offre de formation

Il y a une trentaine d'années que le Burkina Faso s'est doté de son premier lieu de formation destinés aux professionnels des médias. Peu après, a été créé un centre destiné à former des techniciens et animateurs des radios rurales. C'est enfin avec la libéralisation des médias, au début des années 90, qu'a vu le jour à l'université de Ouagadougou un département consacré à la communication et au journalisme.

– **Le CFPI, Centre de formation professionnelle de l'information**, créé par l'État en 1974, demeure le lieu de formation pour les cadres des médias publics. Admission

sur concours, niveau bac, et sortie au bout de deux ans avec un doctorat ou une maîtrise. Chaque promotion comprend une quinzaine de journalistes et une dizaine de techniciens, répartis en deux sections. Le centre compte 13 permanents, 63 enseignants, professionnels de la presse et des services techniques. C'est une structure plutôt lourde à finalité étatique tendant à perpétuer le système en place.

Le coût de la scolarité est pris en charge par l'entreprise publique dont les stagiaires sont détachés tout en gardant leur statut de salariés.

– **Le CIERRO, Centre Interafricain d'Études en Radio Rurale de Ouagadougou**, a été créé en 1978 à l'initiative de l'Union des Radiodiffusions et Télévisions Nationales d'Afrique (URTNA). Son objectif de départ : former en deux ans des animateurs-producteurs et des techniciens pour répondre aux besoins des radios rurales. En mars dernier, ses employés ont reçu leur lettre de licenciement. Le centre devrait être transféré à Dakar.

– **Le département Communication et journalisme de l'université de Ouagadougou** date de 1993. Il forme en quatre ans une vingtaine d'étudiants par promotion, sélectionnés par concours à partir du baccalauréat, ou directement en justifiant de cinq années d'expérience professionnelle dans les métiers de la presse ou d'une licence.

L'enseignement est assuré par des universitaires et des professionnels de la presse, en deux sections principales : journalisme et science de la communication (communication des entreprises et communication pour le développement). En théorie, les deux domaines sont distincts dans les enseignements. [voir plus loin]

Un diplôme est délivré après la quatrième année (maîtrise) et remise d'un mémoire d'étude. Coût de la scolarité : Étudiants nationaux sans revenus : 7 500 FCFA (11 euros), Étudiants nationaux avec revenu : 25 000 FCFA (38 euros).

C'est avec ce département universitaire que Jade-Syfia a conclu une convention dite de « formation-tutorat ».

Voilà pour ce qui est de l'offre publique, à laquelle s'est ajoutée :

– **Le Centre national de la presse (CNP)**, fondé notamment par l'Association des journalistes du Burkina (AJB), en mai 1998, et rebaptisé **Centre national de la presse Norbert-Zongo (CNP-NZ)** en 1999. C'est une structure associative qui se donne plusieurs objectifs : entretenir dans l'opinion publique la mémoire de leur confrère assassiné et maintenir la pression sur le régime politique ; être un lieu de rencontres et de débats entre les professionnels des médias ; contribuer à élever le niveau du journalisme au Burkina, notamment par des colloques et des stages thématiques de formation. C'est à ce dernier titre que le CNP-NZ peut être qualifié de lieu de formation.

Commentaire. A part le Centre Norbert-Zongo, les trois plus anciennes de ces quatre structures sont d'origine étatique – et le sont restées. Ce fait n'est sans doute pas étranger aux difficultés rencontrées par ces centres à se faire pleinement reconnaître par les professions des médias. L'État et les médias, partout dans le monde où ces derniers exercent ou tentent

d'exercer un contre-pouvoir démocratique, ne font jamais bon ménage. C'est pourtant lorsqu'il est réellement antinomique que ce couple s'avère indispensable à la démocratie.

Un État peut légitimement souhaiter se doter d'une presse « performante » ou, disons, concurrentielle avec la presse « indépendante » – et, en même temps, créer les conditions qui rendront son libre exercice impossible. Pour cela, il peut créer des structures de formation tout en ne leur donnant pas les moyens de leurs missions. Car former des journalistes dignes de ce nom présente quelque risque politique.

Un tel paradoxe politique peut être reflété par l'existence de lieux de formation pour journalistes créés, financés et contrôlés par l'État. Comme il en est des médias de masse (radio et télévision en particulier) qui demeurent les derniers à échapper au contrôle, et souvent au monopole étatiques.

6.6 Éléments d'analyse par l'agence Jade-Syfia

Jade-Syfia a opté dans ce champ de la formation pour une voie alternative : ne pas forcer à tout prix les portes des « grands médias » et miser plutôt sur les nouvelles générations, les étudiants en journalisme. D'où ce partenariat monté avec le département Communication et journalisme de l'université de Ouagadougou.

6.7 La perception des formations-tutorats des journalistes au Burkina Faso. Réponses aux questionnaires.

De même qu'en ce qui concerne le Bénin, l'analyse ci-dessous des questionnaires renvoyés montre à quel point les apprenants ont souligné de manière positive les acquis liés à ce type de formation. Se gardant de tout emballement excessif, ils apportent aussi leurs critiques et suggestions propres à alimenter l'évolution du processus. Leurs remarques nous semblent des plus pertinentes et de grand intérêt pour l'analyse des formations-tutorats. On trouvera en annexe l'analyse dans le détail des questionnaires remplis.

Dix-neuf questionnaires ont été remplis : 9 par des étudiants du département Communication et journalisme de l'université de Ouagadougou ; 4 de Radio Poura ; 6 de Radio Goulou. Pas de questionnaires en provenance de médias écrits.

Sur les 9 étudiants, 3 filles, 6 garçons. Moyenne d'âge, 25 ans.

Radio Poura : 4 animateurs dont le chef de programme, hommes, moyenne d'âge, 40 ans.

Radio Goulou : 5 animateurs, 1 animatrice ; moyenne d'âge, 30 ans.

Tous ont suivi une formation-tutorat avec Jade-Syfia. Mais la différence des « populations » et des conditions des formations nous conduisent à **séparer les réponses entre celles émanant de la radio et celles des étudiants.**

6.7.1 Réponses des apprenants « radios »

6.7.1.1 Niveau d'études et stages

Rares (6 bénéficiaires sur 10), plus ou moins lointains, les stages ne sauraient suffire à compenser la faiblesse générale du niveau d'études.

6.7.1.2 Connaissance de la formation-tutorat :

Commentaire : L'initiative de l'agence vers tel ou tel média est déterminante pour la sensibilisation des intéressés et la tenue des stages.

6.7.1.3 Attente de la formation-tutorat

Acquérir des compétences pour améliorer le travail quotidien et/ou plus de facilités dans ce travail : c'est la motivation essentielle, partagée par tous les répondants.

6.7.1.4 Participation à la définition du contenu de la formation

9 déclarent y avoir participé.

Commentaire : Démarche évidemment déterminante : partir de l'expression des besoins et des attentes et faire adhérer les participants au programme qu'ils définissent, au moins en partie. D'où le fort taux de satisfaction exprimé ci-dessous.

6.7.1.5 La formation a-t-elle répondu aux attentes ?

7 oui à 100 %...

Commentaire : Le fait de passer d'une pratique plutôt empirique, voire bricolée, à un certain professionnalisme apporte une grande satisfaction et, surtout, ouvre des perspectives et un désir de mieux faire – encouragé par les diverses réactions liées aux émissions produites.

La note moyenne attribuée à la formation est de 4/5.

Commentaire : La formation n'est pas plébiscitée, ce qui est bon signe : « On peut faire mieux » exprime un désir de poursuivre dans la direction.

6.7.1.6 Déroulement de la formation-tutorat

La moyenne est de 2 séances de 6 heures par apprenant. C'est déjà bien, mais certes insuffisant compte tenu des niveaux et des besoins.

– Le fait que seulement 3 sur 10 aient été « dégagés du service » appelle sans doute une clarification tant du prestataire que des directions des radios. Il est sans doute impossible pour de si petites structures de détacher entièrement une partie de ses effectifs pour la formation. Il n'en est pas moins souhaitable, par principe et recherche d'efficacité, de bien préciser le statut des apprenants dans le rapport formation/production. « Stage pratique » ne signifie pas forcément « stage de production ».

Le nombre d'articles produits par stagiaire est lui aussi très variable.

Le critère de diffusion n'est pas forcément significatif des acquis des apprenants. C'est d'ailleurs le cas s'agissant au moins de l'un d'eux, qui exprime sa satisfaction d'avoir accompli de grands progrès alors qu'il n'a pas produit d'émission. Il faut cependant noter ici que le principe de base de la formation-tutorat est bien la coproduction d'articles. Cette évolution, mérite d'être soulignée.

6.7.1.7 Les retours sur le travail réalisé

Retours des lecteurs et auditeurs, des confrères et de la hiérarchie : Cet aspect très positif des formations-tutorats doit ici encore être souligné. Les retours sont nombreux, intéressants, et encourageants. L'exercice collectif de l'esprit critique est une valeur à développer : il permet des évolutions et pose les bases d'un esprit d'autoformation, nécessaire au prolongement de la formation extérieure, donc à plus d'autonomie. Bon signes, mais pas d'emballement ! L'importance des sujets traités par rapport à la vie quotidienne est plus significative quant au rapport entretenu avec la population. *Voir plus loin à propos de Radio Goulou.* Qu'il s'agisse du regard des confrères, de la hiérarchie ou des auditeurs, **unanimité exprimée** pour reconnaître l'évolution positivement ressentie.

6.7.1.8 La formation-tutorat est plutôt jugée plus efficace que les autres formations suivies

Il s'agit bien de formation-action en situation réelle, dans le cadre même du travail habituel. C'est la formule qui s'impose, surtout – on l'a dit – si elle ne se confond pas avec la production. La différence entre formation-action et production est mince : elle réside surtout dans l'attention soutenue de ou des animateur(s) et tuteur(s) portée à la pédagogie et à sa priorité sur les impératifs de production. On a vu, par exemple, que cette année (2006), au Burkina, cet impératif n'avait pas été totalement respecté et que les étudiants tutorisés avaient vu leurs articles publiés avec des modifications, et cela sans discussion avec les auteurs. Le terme de coproduction également usité par les différents partenaires peut aussi, en ce sens, prêter à confusion. La coproduction est l'aboutissement d'un processus d'apprentissage dans les conditions et le milieu professionnels.

6.7.1.9 L'évaluation en fin de formation-tutorat

Avec les employeurs, un tiers n'a pas formalisé d'évaluation. On retrouve les inconvénients de la contrainte de production primant sur la formation.

Avec le tuteur, il en est de même : Pas de réelle formalisation (Ne pas perdre de vue les réalités matérielles, et notamment de transport (coût aussi bien que difficultés liées aux intempéries et aux infrastructures)).

6.7.1.10 Regard porté par les apprenants sur la formation :

On peut noter que sur des thèmes se situant au cœur des principes avancés par Syfia, les appréciations portées par les stagiaires sont parfois réservées :

Les appréciations les meilleures se situent dans des domaines plus « techniques » :

Les appréciations les plus nuancées se situent dans des domaines plus fondamentaux : capacité à proposer des sujets, Construction des sujets, Mise en perspective de l'information...

Il serait hasardeux d'interpréter trop hâtivement ces données brutes. Ce phénomène – que l'on retrouve dans les autres pays – s'explique par plusieurs raisons, et notamment par le fait que les priorités pédagogiques sont d'abord techniques. D'autant que les stages sont courts et peu nombreux. C'est une formation plus construite, et dans le contenu et dans la durée, qui permettra d'aborder ces questions de fond, d'ailleurs déjà perçues par les stagiaires du seul fait de leur questionnaire.

6.7.1.11 Les moyens étaient-ils suffisants ?

Le manque de moyens semble criant, même si on s'en accommode pour se recentrer sur la formation. La question ne saurait être éludée.

6.7.1.12 Situation professionnelle avant et après la formation :

Pas d'évolutions notables dans les radios ayant répondu ; les équipes y sont tellement restreintes que la polyvalence s'impose ; l'organisation des tâches et la hiérarchie sont toutes relatives. Mais unanimité pour souligner la permanence des acquis.

6.7.1.13 L'évolution des salaires des stagiaires après la formation

L'évolution des rémunérations semble hors de propos ; certaines compétences nouvelles peuvent être reconnues avec des affectations nouvelles, selon les réorganisations.

6.7.1.14 Les suggestions d'améliorations formulées

Durée plus longue. Meilleure indemnisation. Amélioration des échanges formateurs-formés. Renforcement des contenus :

À l'évidence, un appel a été créé avec cette amorce de changement. Changement dans les perspectives de professionnaliser une pratique jusque là plutôt fondée sur des bonnes volontés plus que sur de réelles compétences. Encore ne s'agirait-il pas de changer de registre en s'écartant de la nature même des radios rurales, mais plutôt préserver, en les développant, les caractéristiques propres à ces radios d'étroite

proximité liées aux identités linguistiques et culturelles, reliant les auditeurs entre eux et au monde. [voir plus loin avec le cas de Radio Goulou décrit *in situ*].

6.7.2 Réponses des apprenants de « Communication et journalisme »

6.7.2.1 Attente de la formation-tutorat

Acquérir des compétences, bien sûr ; et en particulier se préparer au métier de manière pratique, par opposition aux enseignements dispensés à l'université, jugés trop théoriques.

6.7.2.2 La formation a-t-elle répondu aux attentes ?

La satisfaction l'emporte de loin pour 7 étudiants sur 9. La question des échanges avec le formateur est à considérer. **Nous y revenons dans nos recommandations.**

La note moyenne attribuée à la formation est de 3,6/5.

Là aussi, comme pour les apprenants « radio », la formation n'est pas plébiscitée. A interpréter de manière positive : à la fois parce que le rapport formateur-formé ne réside pas dans l'ordre de la séduction avec perte de sens critique ; aussi parce que la réserve exprime un désir de poursuivre dans la direction de « faire mieux ».

6.7.2.3 Les retours sur le travail réalisé

Venant d'autres étudiants, de journalistes ou de lecteurs, les retours avancés sont généralement positifs, voire élogieux... Quelques rares critiques émergent toutefois. Quelques-uns (4) regrettent l'absence de retour émanant de leur hiérarchie universitaire : Mais d'autres (5) ont reçu des signes encourageants, des suggestions et aussi des félicitations.

L'absence de réactions du département universitaire d'attache n'est pas autrement commenté. Sans en connaître les causes exactes, on se bornera ici à rappeler l'indispensable fonction pédagogique des retours sur tout travail effectué. **[Voir plus généralement cette question dans nos recommandations].**

6.7.2.4 Comment les apprenants jugent-ils eux-mêmes le travail accompli ?

6.7.2.4.1 L'articulation théorie/pratique

La formation-tutorat est, de l'avis de chacun, jugée **plus efficace, parce que plus concrète** et orientée vers la pratique professionnelle que l'enseignement universitaire.

L'attrait pour la pratique, s'il fait l'unanimité, ne saurait pour autant dévaloriser l'enseignement universitaire. Ce n'est d'ailleurs pas le cas. Mais soulignons en passant tout l'intérêt des enseignements fondamentaux sans lesquels le journalisme ne serait qu'une technique illusoire.

6.7.2.4.2 Les rapports avec le formateur

Le critère « Formateur à apprenant » fait l'unanimité : 9 choix sur 9 pour qualifier les rapports pédagogiques liés à la formation-tutorat.

6.7.2.4.3 L'évaluation en fin de formation-tutorat

Pas d'évaluation dans 7 cas sur 9 avec l'« employeur », en l'occurrence les responsables du département Journalisme et communication. Soit parce qu'elle n'a pas été explicitement prévue, soit que les rapports de stages commandés en tiendront lieu.

Il y a eu évaluation avec le tuteur pour 5 apprenants lors d'une réunion organisée à cet effet. L'occasion donc de tirer le bilan. Les quatre autres semblent avoir été empêchés pour cause d'emploi du temps.

6.7.2.5 Les moyens étaient-ils suffisants ?

Sans doute y a-t-il lieu de rapporter ces considérations aux pratiques plus généralement en usage dans les médias de la place. Ce qui n'aurait qu'une valeur indicative très relative : en effet, il y a la réalité économique ; et, d'autre part, aussi le fait que peu de patrons de médias seraient prêts à investir dans l'information, dont le coût a aussi un rapport avec sa valeur (reportage, enquête, investigation ont un prix). Par ailleurs, à part les médias publics, aucun autre média aurait les moyens d'investir sérieusement dans la qualité informative, domaine dans lequel les retours sont particulièrement lents à se manifester.

6.7.2.6 Permanence des acquis de la formation

Unanimité pour souligner la permanence des acquis.

6.7.2.7 Les suggestions d'améliorations formulées

Il y a convergence – sinon concertation – sur un point : **la durée, estimée insuffisante** par les neuf stagiaires ayant répondu au questionnaire. Tous estiment nécessaire une formation d'au moins trois mois, au lieu du mois et demi actuel. D'autres suggestions sont apportées sur les contenus, les méthodes et les conditions.

Plus, plus, plus : ils en veulent plus ! Nous sommes au cœur de la question de la fin et des moyens. Un autre aspect de la formation-tutorat se trouve aussi soulevé : le rapport avec le/les tuteur(s), et en particulier celui à qui est délégué, dans les médias, ladite fonction relais dans l'accompagnement. C'est fondamental.

6.7.3 Rencontre avec un groupe d'étudiants en 4^e année « Communication et journalisme ».

Trois filles, trois garçons ; entre 24 et 26 ans. Ils viennent de terminer leurs 45 jours de formation-tutorat. Notre rencontre avec eux fournit l'occasion d'un bilan sur leur cursus, leur formation et le partenariat université / Jade-Syfia.

Première observation : seuls trois d'entre eux relèvent de la filière « Journalisme ». Les trois autres ont suivi « Communication pour le développement ». (Rappelons que le département propose trois filières : ces deux-là et la troisième : « Communication des entreprises ».)

Un premier échange, après les présentations, tourne autour des interférences venant troubler les champs, en principe différenciés, du journalisme et de la communication. N'y a-t-il pas risque à faire se côtoyer les deux, à les associer dans une même entité ? La discussion s'amorce, notamment autour du concept de « développement » appliqué aux deux catégories enseignées...

Bilan de la formation suivie :

– Au crédit : les bases du journalisme, les méthodes de recherche de l'information, la polyvalence, la culture générale, le sens de la créativité et de l'initiative.

– Au débit : certains enseignants pas assez disponibles ; pas assez de permanents,, d'où le recours à des enseignants extérieurs, certes compétents, mais qui arrivent en retard ou ne viennent pas... ; peu de communication interne ; nous ne sommes pas assez suivis, laissés à nous-mêmes ; ambiance pas très bonne entre étudiants des différentes options.

Doléances auxquelles vient s'ajouter le chapitre « déséquilibre entre théorie et pratique » : le journal-école ne sort pas ; tous les articles sont stockés, sans avoir été mis en page.

Une touche nuancée : c'est mieux pour la radio, grâce au studio de Radio Campus.

La balance semble donc fortement chargée en revendications. La question étant de savoir dans quelle mesure la formation-tutorat avec Syfia peut rééquilibrer les plateaux.

« En partie » disent les étudiants qui pointent des **insuffisances** :

- la **durée** surtout : trop court pour compenser le déséquilibre « théorie/pratique », et trop tardif dans le cursus (fin de 3^e année) ;

- insuffisants aussi les **moyens** matériels dégagés [voir à ce sujet les réponses à notre questionnaire] ;

- insuffisants surtout, dans les journaux d'accueil, le **nombre de sujets travaillés et d'articles publiés, ainsi que l'attention portée aux stagiaires par les journalistes en place.**

6.7.4 Rencontre plus informelle avec d'autres étudiants

Discussion avec un groupe de 3e année de Journalisme et communication, en stage dans le cadre de la formation-tutorat.

On évoque les sujets choisis pour leurs reportages-enquêtes. Un certain désabusement se manifeste assez vite avec quelques manques exprimés : **pas assez associés au choix du sujet**. De plus, une fois rédigés, les articles traînent avant d'être critiqués. Et dans les journaux, « il n'y a pas de réelle prise en main » de la part des journalistes.

Mais le positif l'emporte : ces 45 jours ont permis d'apprendre du métier de journaliste « bien plus que dans les trois années à l'université ».

Commentaire : Il y a risque, un peu partout où s'enseigne le journalisme, de voir les métiers de l'information réduits à des techniques. Pourquoi alors toutes ces années d'études, alors que quelques mois ou semaines suffiraient ? Ce risque n'épargne pas toujours les plus réputés des lieux de formation, exposés alors à n'être plus que de vulgaires centres d'apprentissage pour médias « de consommation accélérée » ?

Sans doute faut-il avoir aussi piaffé d'impatience, comme étudiant, devant les *machines* à imprimer, à parler, à montrer pour savoir gré à des enseignants et des journalistes de leur résistance à transmettre des connaissances et des outils critiques sans céder à la dangereuse séduction de la technicité.

Sans doute aussi faut-il avoir apprivoisé les techniques pour en connaître les limites, et s'être senti tout petit devant la complexité du monde pour comprendre l'importance du métier d'informer et la responsabilité de l'exercer.

Il faut bien remarquer que la plupart des étudiants ne réclament pas du « tout pratique ». Même s'ils reviennent souvent sur l'aspect pratique de leur formation, c'est pour demander un meilleur équilibre avec les enseignements théoriques.

6.8 Questions autour du département « Communication et journalisme »

Rencontre avec M. Firmin Gouba, chef du département Communication et journalisme de l'université de Ouagadougou.

Une initiation à la pratique professionnelle, explique le responsable du département, est dispensée aux étudiants dès la première année. En fait, cette initiation est plus que sommaire et ce sont plutôt quelques séjours d'observation dans des rédactions qui en tiennent lieu. Les années suivantes, des cours pratiques sont donnés par des journalistes.

La volonté est indéniable de chercher à développer, dans un contexte universitaire qui ne s'y prête pas spontanément, une formation professionnalisante : les formateurs sont à la fois des universitaires et des professionnels.

L'avantage d'une telle formation consiste surtout à mettre sur le marché du travail des journalistes d'un bon niveau de culture générale. Ce qui correspond à une vraie nécessité. De ce point de vue, le Département est reconnu parmi les autres lieux de formation comme celui qui reçoit et forme les étudiants qui ont le meilleur niveau de connaissances et de culture générale.

6.8.1 Une difficile professionnalisation

Mais l'enseignement professionnel semble demeurer le point faible de l'établissement. Pour expliquer cette évidence, M. Gouba met en avant l'insuffisance des équipements techniques, voire leur vétusté :

- pour la presse écrite, par exemple, l'état des équipements (ordinateurs anciens et hétéroclites, logiciels dépassés ou paralysés par les virus) ne permet pas de constituer un atelier de production et donc de sortir un journal-école ; surtout, ce manque de moyens constitue un facteur de démotivation pour les étudiants ;
- la situation est relativement meilleure en radio, puisque le département héberge une station (Radio Campus) qui, hors vacances scolaires, émet en conditions réelles – c'est-à-dire aussi avec un matériel vétuste ;
- réduit à un équipement sommaire, l'enseignement de la télévision a lieu dans un studio de la chaîne nationale.

Selon M. Gouba, le désengagement matériel des coopérations explique en partie l'obsolescence des équipements pédagogiques.

La faiblesse des équipements est indéniable : les étudiants le répètent, la visite le confirme.

6.8.2 Acteur et reflet du paysage médiatique

Cependant, d'autres causes plus profondes peuvent aussi limiter les ambitions pédagogiques du département. Elles relèvent en partie du paysage médiatique burkinabé.

La qualité de la plupart des journaux burkinabés gagnerait en effet à être améliorée pour atteindre un standard « de référence », donc à valeur d'exemple, notamment pédagogique. De ce point de vue, certains responsables des rédactions auraient aussi avantage à se ressourcer dans des formations adaptées, qui ne les mettent pas en porte à faux – et encore moins en résistance ou en opposition – face à toute nouvelle recrue ou à tout stagiaire qu'ils accueillent. A fortiori si ces mêmes responsables sont appelés à enseigner leur métier – selon quel outillage pédagogique ?

Une autre limitation trouve sa cause dans la gestion des médias. Pour certains de leurs dirigeants, en effet, il peut être plus rentable d'employer à moindre coût un jeune non diplômé. Ce calcul à la petite semaine ne valant que si l'information est considérée comme un sous-produit de communication.

6.8.3 La dangereuse confusion entre journalisme et communication

Ce qui conduit à un autre risque : la confusion entre journalisme et communication. Les options sont-elles bien clairement distinguées, avec des explications précises sur les différences entre les métiers du journalisme et de la communication ? Quelques discussions avec des étudiants ne m'ont pas vraiment rassuré à ce propos, *a fortiori* quand on retrouve dans le même groupe de formation-tutorat des étudiants des options Journalisme et « Communication pour le développement »...

On ne niera pas pour autant qu'en terme de débouchés, les agences de développement, les ONG proposent davantage d'embauches, mieux rémunérées, que les médias.

La clarté dans la définition des métiers et donc dans les contenus des pédagogies professionnelles s'impose d'autant plus que le Département a noué des liens réels avec les médias : concertation avec les directeurs de journaux, stages obligatoires pour les étudiants.

Au-delà des conditions techniques, la question tourne également autour de l'histoire même du département : un lieu avant tout universitaire dispensant un savoir... universitaire. Même si des journalistes y occupent des postes de responsabilité³⁴, la fibre professionnelle peine à devenir celle d'une école de journalisme ou d'un centre de formation, plus délibérément tournés vers l'apprentissage de métiers.

Cette réalité saute aux yeux en visitant les lieux et en discutant avec des étudiants. Il était donc « normal » que la rencontre se produise entre ce département et Jade-Syfia, tout particulièrement autour du concept de « formation-tutorat », pourtant à l'origine tourné vers les entreprises médiatiques.

Cette complémentarité s'est donc trouvée formalisée en 2005 par un protocole d'accord ayant pour objet « la formation-tutorat » et l'« accompagnement de jeunes reporters », le tout sous l'appellation de « Media Campus Pro ». Un partenariat que M. Gouba n'hésite pas à qualifier de « salubre ». On le comprend.

Commentaire : Quelques précisions sémantiques ne seront pas inutiles pour, derrière les mots, clarifier les projets, objectifs et méthodes. Ainsi parle-t-on à la fois de « formation-tutorat », de « coproduction » et aussi d'« accompagnement de jeunes reporters ». Cette dernière expression désigne surtout les étudiants-journalistes en situation d'apprentissage professionnel ; il s'agit de formation première avec prolongement en entreprise médiatique dans laquelle le stagiaire est, pour une part, pris en main par un journaliste-formateur de Jade-Syfia et, dans la rédaction d'accueil, par une sorte de maître de stage, censé « chapeauter » l'apprenant. La formation-tutorat concerne les journalistes déjà en activité professionnelle ; elle relève davantage de la formation continue et se tient, généralement, dans le média lui-même, dans des conditions proches de la production normale – d'où, enfin, le terme de coproduction, sorte de « TP » de stage, qui est le plus souvent publié ou diffusé.

³⁴ Le responsable du profil « journalisme », M. Kouala Salifou, est un ancien journaliste de la presse d'État, passé ensuite au quotidien *Le Pays* puis dans des journaux du groupe français *France Antilles*. Le directeur du département, M. Serge-Théophile Balima, ancien journaliste aussi, a dirigé la télévision nationale avant d'être ministre de l'information puis ambassadeur à Paris. M. Gouba, lui, est un universitaire.

6.9 Quatre radios, trois problématiques.

6.9.1 Radio Poura

Le protocole d'accord de co-production portait sur la réalisation d'émissions consacrées aux problèmes pratiques rencontrés par les populations³⁵. Des réunions ont d'abord permis d'établir un canevas de travail sur le terrain. Un atelier d'enregistrement a ensuite été organisé au cours duquel plus de quarante personnes ressources ont été rassemblées pour discuter des sujets d'émission. Au terme des trois jours de production une vingtaine d'émissions ont été enregistrées partiellement ou totalement.

Une formation de techniciens sur les techniques de montages a été menée par un journaliste de Jade-Syfia.

22 émissions ont ensuite été réalisées soit 78% des 28 émissions programmées.

« Radio Poura n'aurait pu enrichir sa grille de programmes sans un tel apport. Des sujets portants sur les préoccupations des auditeurs ont été traités, tandis que les agents de Radio Poura ont bénéficié d'une formation pratique – certains n'avaient plus bénéficié d'une remise à niveau depuis plus de 10 ans... Le retour des auditeurs et des personnes ressources ont été très encourageants. » (Extrait du rapport d'activités de Radio Poura)

Bien des problèmes restent à résoudre, ainsi que le note le directeur de la radio : vétusté des équipements, limites objectives des aptitudes professionnelles de certains agents dont les capacités méritent d'être renforcées.

Ce dernier point soulève la question des niveaux des apprenants. S'ils sont trop disparates, il y aurait sans doute lieu de créer des groupes plus homogènes. Le tutorat y gagnerait en efficacité.

Établir si possible à chaud un bilan-évaluation de toute formation est une demande légitime – et d'ailleurs souvent formulée ; elle est indispensable pour boucler vraiment un cycle tout en l'ouvrant sur des perspectives.

6.9.2 Radio Goulou à Pô

Radio Goulou (le tambour, en langue Kassem), un petit bâtiment en dur, légèrement à l'écart de la commune, 500 watts dispersés par l'antenne dont le mât d'une cinquantaine de mètres rayonne jusqu'à 70 km. Un petit studio avec sa régie, un local technique, un couloir et le bureau à l'étroit du patron, pas de clim'. Équipement basique, voire rudimentaire. Magnétos à cassettes, pas de numérique. C'est une « radio communautaire : il s'agit des communautés rurales qui vivent dans le même espace, qui partagent les préoccupations les plus essentielles.

À sa création fin 2000, Goulou a été soutenue par un partenariat entre l'AIF, qui a fourni le matériel, et un projet canadien chargé du recrutement et de la formation. Avec une belle et

³⁵ A l'issue d'un atelier de planification de la coproduction, les sujets suivants ont été retenus pour être diffusés en langues nationales et éventuellement en français : – *Quand les populations tournent le dos à la conservation de la faune* – *Les risques d'une sexualité banalisée par les scolaires à Poura* – *Vaccination contre la rage : une urgence en zone rurale* – *Comment concilier espacement des naissances et la vénération de l'enfant en milieu rural ?* – *L'orpaillage clandestin à Poura : l'impuissance des autorités.*

vaste ambition : valoriser la culture du terroir, participer au développement économique, social et culturel, aider à la décentralisation et ancrer la démocratie....

Ils sont une dizaine, animateurs-techniciens-gardiens-maintenancier-chef de matériel-trésorier-chef de programme-directeur à faire vivre la radio, qui les fait vivre en retour, chichement, sur leur terre, parmi les leurs, cette communauté de paysans dispersés dans de petits villages.

Nous voilà dans l'un d'eux, à Torem, où le président du comité local a organisé une réunion, exprès pour parler de Goulou. Ils sont une cinquantaine assis sous le manguier, de tous âges, pour la plupart « Amis de la société des auditeurs » (500 Fcfa/an, 0,8 euro). Ils veulent témoigner de leur attachement vital à leur radio, leur « tambour » moderne qui remplit, en mieux, les fonctions de l'ancien : arrivées et départs (naissances et décès), la venue du visiteur, et toutes sortes de communiqués – le bétail perdu volé [on est en zone frontière, la viande est chère au Ghana], égaré, retrouvé... Ou encore un appel urgent de l'hôpital pour trouver du sang A - .

Apékira, apiculteur et président du comité, raconte que la semaine d'avant la foudre est tombée sur l'antenne, détruisant l'émetteur : « On nous engueulait ! Les gens préféreraient se passer d'un repas plutôt que d'une émission ! Au bout d'une semaine sans radio, une collecte a été organisée pour remplacer l'émetteur, Un commerçant de Pô a avancé un complément pour ouvrir un crédit et acheter un nouvel émetteur ; les émissions viennent de reprendre ».

Une femme raconte comment la radio a permis que les fillettes du village ne soient plus excisées comme leurs mères. Il y a eu des écoutes collectives et des débats. « Maintenant c'est fini, ça n'existe plus ici ! » Les femmes, surtout, tiennent à dire à quel point la radio a changé leur quotidien : pour l'excision donc, la santé et surtout le sida ; aussi pour la protection de la nature, les conseils agricoles ou culinaires, les vertus du beurre de karité. On parle encore d'ouverture sur le monde, du sentiment de n'être plus perdu, à l'écart. A propos de la musique locale : « On aime savoir d'où elle vient, on risquait de l'oublier » Et l'envie de... modernité, avec l'écoute des autres radios [on peut capter la radio nationale et Africa n°1]. Un jeune homme : « On sait les histoire des clandestins en Europe. Même si on peut rêver, on sait aussi que c'est pas le paradis. Mais on ne peut pas enlever toutes ses ambitions à l'homme... »

Et les souhaits pour la radio ? Les paroles fusent : qu'on puisse la capter plus loin, plus de moyens pour l'entretenir, « si elle tombe en panne, on est malades ! » plus de compétence pour les animateurs, « on ne comprend pas toujours les émissions » ...

Comme avec Radio Poura, Jade-Syfia a proposé son appui à Goulou. Neuf collaborateurs de la radio ont suivi la formation-tutorat et ont participé aux coproductions. Cinq ont suivi tout le cycle, ils en témoignent aussi dans leurs réponses aux questionnaire d'enquête. Ils diffusent trois journaux par jour, dans les trois langues locales. Chaque mercredi, ils préparent le programme de la semaine avec le “ conseil des anciens.

La formation-tutorat a donné un vrai coup de pouce. « L'amélioration a été très nette, explique Apékira, le président du comité local de gestion. Avant, j'appelais pour signaler les erreurs, et il y en avait beaucoup ! Les émissions sont maintenant de plus en plus proches du terrain, on y entend davantage les villageois, et aussi beaucoup de musique culturelle [*sic*]. On projette de monter une semaine de la culture en fin d'année, au moment de l'anniversaire de la radio. Avec toutes les musiques et les instruments de la région, ce qui englobera aussi nos

frères ghanéens ; ça va nous raffermir culturellement. On peut tout enlever à Pô, sauf la radio ! »

Commentaire : Par l'aspect reportage de cette narration, il s'agit surtout de faire valoir la dimension humaine et les enjeux de même nature qui se trouvent liés à l'existence de médias comme cette radio de brousse. Le qualificatif de « communautaire » prend vraiment tout son sens sur place où l'on comprend alors le caractère vital de cette forme de communication.

6.9.3 *Radio Pulsar* à Ouagadougou

Cette radio privée commerciale date de 1996. Locaux dans un appartement près de l'aéroport, émetteur sur place et antenne sur le toit. Son directeur adjoint M. François Yesso, la définit comme généraliste et urbaine, avec 70% de divertissement et 30 % d'information. La formation, il connaît et s'y intéresse. A double titre : parce que la radio emploie cinq journalistes, dont deux diplômés de Communication et journalisme et le rédacteur en chef, une femme diplômée en lettres modernes et un autre provenant du CESTI de Dakar. Et aussi parce que la radio mise sur l'information pour lui asseoir une audience encore fragile. Il a donc – c'est aussi l'avis de la direction – un intérêt au perfectionnement de son équipe de journalistes. Il irait, selon leurs moyens, jusqu'à envisager des modules ponctuels de formation sur le réajustement des pratiques professionnelles ; également sur la maîtrise des logiciels de montage. Selon lui, l'université demeure trop théorique ; « elle devrait proposer des modules de rattrapage ou de perfectionnement ».

Ce type de radio, urbaine, veut appuyer son audience et sa notoriété sur une base qualitative dans laquelle l'information aurait une part plus importante encore – qui est d'ailleurs déjà considérable. Le fait que les dirigeants fassent appel à des journalistes diplômés est significatif et peut ouvrir des perspectives prometteuses pour la formation-tutorat conçue spécifiquement comme un perfectionnement professionnel.

6.10 Points de vue de responsables de rédactions (presse écrite)

6.10.1 Tiergou-Pierre Dabiré, rédacteur en chef de *Carrefour africain*

Le groupe public de presse *Sidwaya* (« Voici la vérité » en langue *mooré*) emploie une quarantaine de journalistes, dont ceux de l'AIB (Agence d'information du Burkina). Il comprend le quotidien du même titre (tirage annoncé 5 000 exemplaires), deux suppléments hebdomadaires *Sidwaya Sport* et *Sidwaya Magazine*, et un mensuel, *Carrefour africain*. C'est avec ce dernier que Jade-Syfia a passé un accord de partenariat.

Son rédacteur en chef, Tiergou-Pierre Dabiré, se trouve impliqué dans le processus de formation-tutorat. C'est ainsi qu'il a encadré les six étudiants constituant la deuxième promotion du dispositif. Après une première année insuffisamment encadrée par manque de disponibilité, il juge cette année plus satisfaisante. Chaque stagiaire a vu un article publié, après conseils, récritures et relectures successives.

La satisfaction du rédacteur en chef n'est toutefois pas totalement partagée par les stagiaires. Ceux-ci, en effet, ont regretté l'insuffisance d'échanges avec le journaliste professionnel, trop pris, selon eux, par ses impératifs de production. Les titres des articles, par exemple, ont été changés sans concertation, et même sans en informer les auteurs ; de même pour certaines modifications apportées aux articles.

C'est peut-être la faille actuelle de la formation-tutorat adossée à des conditions de production, du moins si elle devient trop dépendante des impératifs de ladite production. D'un côté, les conditions réelles de la pratique réclamée par les apprenants ; de l'autre un abandon au moins partiel, ou un affaiblissement, des exigences pédagogiques. Cette question a été abordée avec S Ouattara, qui l'avait déjà soulevée auprès du rédacteur en chef de Carrefour africain.

6.10.2 M. Ousseini Ilboudo, rédacteur en chef de *L'Observateur Paalga*

L'Observateur Paalga, quotidien créé en 1973. Une vingtaine de journalistes. Tirage annoncé : 6 000 exemplaires. Publie également une édition magazine hebdomadaire, *L'Observateur Dimanche* (3 000 exemplaires).

Entretien avec le rédacteur en chef, M. Ousseini Ilboudo, ravi d'avoir accueilli des stagiaires de la formation-tutorat : « Ils étaient plus sur le terrain qu'à la rédaction, ce qui est une démarche novatrice pour beaucoup d'entre nous. Ils ont fait du vrai journalisme. Ils n'étaient pas chaperonnés, j'étais leur interlocuteur principal. Ce qui est une charge ; il faudrait un coordonnateur pour bien mener cette forme de journalisme-école. J'ai apprécié leurs papiers (en particulier l'un d'eux sur la cyber criminalité et un autre sur le préservatif féminin.) L'enquête a été bien menée et les papiers étaient d'un très bon niveau. »

• Qu'en est-il resté au journal, une fois qu'ils sont partis ?

– « Ils ont montré d'autres possibilités de travailler, de chercher des informations. Nous avons des ressources sur place, nous publions aussi des reportages, des enquêtes. Les articles de Syfia, nous en publions souvent, ils font école par leur qualité. »

• De même, le journal irait-il jusqu'à participer financièrement à des formations ?

Sans doute, est-ce envisageable. Mais il n'y a pas de vraie politique de formation : quelques sessions de formation, des séminaires, par exemple celui animé par Daniel Fra pendant un mois et demi, surtout sur le secrétariat de rédaction et la mise en page.

• Comment recrutez-vous vos journalistes ?

Par plusieurs filières, l'université, le CFPI ou bien lors de stages.

Les risques avec les centres de formation : l'enseignement trop théorique, ou bien à base de bachotage, pas très tourné vers une pratique de métier. La maîtrise de la langue laisse souvent à désirer...

• Autodidacte, ça reste toujours une voie d'accès au journalisme selon vous ?

– « Oui. La formation-tutorat de Syfia présente les avantages du niveau des connaissances et de l'exigence professionnelle. »

6.10.3 M. Morin Yamongbé, directeur de la rédaction du *Pays*

Le Pays est l'un des quatre quotidiens du Burkina. Fondé en 1991 avec des fonds privés, il se proclame « indépendant », annonce un « tirage » de 10.000 exemplaires, chiffre invérifiable et qui, comme pour les autres titres, n'indique en rien la réalité de la diffusion. Il comprend une quinzaine de journalistes, dont deux en province, et des correspondants pigistes.

Comme pour ses concurrents, son contenu est généralement peu factuel, surtout à base de retraitement d'informations institutionnelles, de comptes rendus de conférences, colloques, séminaires, réunions auxquels s'ajoutent des « opinions » et « libres propos » et autres commentaires. Les rares reportages ou enquêtes publiés proviennent le plus souvent de Syfia, ou bien de stagiaires du département Journalisme et communication, que le journal accueille volontiers.

Pas de formation permanente au *Pays*. « Mais nous ne refusons jamais les stages, comme ceux de la coopération allemande sur les bases du journalisme et l'utilisation de l'informatique. La Banque mondiale nous a aussi invités à des visio-conférences sur le journalisme économique, l'investigation, les sites internet. C'était organisé depuis les Etats-Unis et y participaient une vingtaine de journalistes de plusieurs pays. C'est utile pour renforcer nos connaissances, pour se spécialiser ».

Concernant la formation-tutorat de Jade-Syfia, qu'il connaît, M. Yamongbé se dit « très-très demandeur » car les journalistes ont grand besoin de « travailler davantage leurs sujets, dans tous les secteurs ». Quant à une participation financière..., elle serait certes à considérer si les moyens le permettaient – d'où l'absence de formation continue.

La formation considérée comme « cerise sur le gâteau » : on ne la refuse pas, elle est décorative et mangeable à la fois, sans engager en rien sur la qualité de la pâte... « Nous ne refusons jamais les stages », « c'est utile ». De même, Syfia et les stagiaires, nous permettent de publier enquêtes et reportages que nous n'assurons pas nous-mêmes, accaparés que nous pouvons être à couvrir l'information institutionnelle, aussi peu journalistique que possible...

6.10.4 M. Abdouramane A. Maïga, directeur de *La Colombe*

La Colombe, « bimensuel d'informations générales et de développement au service de la paix ». Peu de moyens et tellement de désirs de porter « une information saine pour un développement participatif » – c'est l'exergue de la page une. Quelques vieux ordinateurs rassemblés dans un appartement près du grand marché et, surtout, des idéaux de paix pour une planète agressée.

Ce journal s'efforce à publier des reportages sur des faits de société – la santé, la place de la femme – qui côtoient des articles de Syfia et des analyses politiques...

La Colombe reçoit le soutien de Jade-Syfia depuis son démarrage en mars 2000 sous forme de conseils notamment. En 2003, Abdouramane A. Maïga a bénéficié d'une formation-tutorat qui a abouti à coproduire un numéro spécial d'une quarantaine de pages. Depuis, il s'applique à centrer ses numéros autour de thèmes, fait jouer la créativité de son équipe lors de réunions de rédaction.

Avec des amis, il a réuni les fonds dans une SARL de presse ; il paie (un peu) ses collaborateurs et pigistes (entre 15.000 et 20.000 Fcfa par article – 25-30 euros). S'acquitte de la TVA et autres charges.

Bien sûr, la faiblesse des moyens est criante. 250 abonnés et quelques centaines d'exemplaires distribués à la criée ou dans des épiceries, tout ça peine à couvrir les frais, dont l'imprimerie (300.000 Fcfa par numéro – 450 euros).

Voilà le type même de publication qui porte à la réflexion, en particulier s'agissant des hiérarchies dans les aides diverses. S. Ouattara la soutient de manière quasi militante dans la mesure où il retrouve dans ce modeste journal une grandeur certaine : un dévouement à la cause de la paix et de la protection de la nature, un engagement dans les luttes quotidiennes des Burkinabé, un vrai désir de bien-faire journalistique (une attention réelle portée à l'écriture, aux titres, aux images). *La Colombe* ne dépare nullement dans le paysage médiatique qui ne pourrait d'ailleurs qu'y gagner à son développement

6.10.5 M. Mountamou Kani, directeur de *L'Express du Faso*, quotidien de Bobo-Dioulasso

Seul quotidien décentralisé du pays, mais seulement par la géographie. Car *L'Express du Faso* ne traite que peu l'information de Bobo ou de la région ; il fait *comme*. du moins, il tente de faire comme les journaux de la capitale ; son directeur se verrait plutôt à Ouaga, où, déclare-t-il, *L'Express* vendrait (peut-être) davantage que ses quelques centaines diffusées à Bobo....

Son seul créneau original, c'est le fait divers, quand il s'en produit un bien « saignant » dans sa zone. Ce qui n'est pas si rare, il est vrai, surtout depuis le conflit ivoirien avec ses trafics frontaliers, les tensions entre populations, le chamboulement économique. Il y aurait là matière à fouiller « de la bonne info », à labourer un terrain fertile en matière journalistique. Mais *L'Express* entretient la moitié (trois sur six) de sa petite rédaction à Ouaga pour courir après l'info institutionnelle qui, c'est toujours ça, lui rapporte son socle d'abonnements, une sorte de petite rente sans grand avenir professionnel.

Commentaire : *L'Express* n'a pas manqué de soutien. A savoir : une formation-tutorat un jour par semaine avec l'adjoint de S Ouattara ; une semaine de formation avec Souleymane Ouattara, en 2002 ; plus récemment Daniel Fra, au titre de coopérant, a été détaché deux mois auprès du journal, notamment pour aider à retailler la maquette et instituer une charte graphique. La forme du journal s'est certes trouvée améliorée. Sans retombées sur la diffusion.

Surgit donc la question du fond... Contenu très pauvre – sinon des reprises de Syfia... –, infos institutionnelles comme on les trouve ailleurs, pas d'enquêtes, ni même de reportages ou d'articles de terrain susceptibles d'éclairer un lecteur sur l'actualité et sur les difficultés de vivre à Bobo et dans la région. « On a des problèmes d'accès à l'info », avance M. Kani en guise d'explication...

De plus, deux des journalistes formés lors des différentes actions de tutorat ont quitté le journal. L'un pour se lancer « dans la pizza » aux Etats-Unis, l'autre pour une société de gardiennage à Ouaga...

6.11 Rencontres avec les bailleurs de fonds

6.11.1 Rencontre avec M. Jean-Louis Roth, deuxième conseiller, attaché de presse à l'Ambassade de France ; et de M^{me} Esther Belli, chargée de la culture

Il s'agissait en fait d'une prise de contact au nom de Jade-Syfia, que nos interlocuteurs ne connaissaient pas

L'occasion était bonne d'avancer le pion « Syfia » et ses projets dans le domaine de la formation des journalistes. Un secteur que les diplomates semblent avoir jusqu'ici considéré en particulier sous l'aspect culturel. C'est ainsi que quelques journalistes burkinabés ont été invités au festival « Francophonies en Limousin » fin septembre à Limoges, en prolongement au « mois du journalisme culturel » organisé par l'université de Ouagadougou et la coopération française au Centre culturel français³⁶.

M. Roth s'est montré ouvert sur ces questions de formation et tout disposé à en connaître davantage, notamment en rencontrant Souleymane Ouattara.

La question – récurrente – de la coordination des aides des coopérations a été également abordée lors de cet entretien. Il apparaît en effet de manière flagrante que les besoins ne semblent pas toujours bien identifiés, et en tout cas pas toujours selon une analyse et des objectifs cohérents et concordants.

À cet égard – nous ne manquerons pas d'y revenir dans nos recommandations – ne serait-il pas judicieux de réorienter les aides de coopération en fonction de perspectives à moyen et plus long terme ?

6.11.2 Rencontre avec M. Paul Tholen, premier secrétaire « Bonne gouvernance / Politique », ambassade des Pays-Bas

Lecteur attentif de la presse du pays M. Tholen n'est pas tendre à son égard. Il la juge en effet sévèrement quant à l'intérêt de son contenu et de sa forme. Il pourrait être sensible aux questions touchant son amélioration, en particulier par le biais de la formation des journalistes. Mais son questionnement est radical : « La formation, est-ce une réponse ? »

Car, selon lui, d'autres facteurs sont déterminants. A commencer par l'économie des journaux. « Leur coût de production est prohibitif, bien plus élevé qu'en Europe : de l'ordre

³⁶ . C'est ainsi que, selon *L'Observateur Dimanche* (N°540 du 20 au 26 octobre 2006), lors du festival « Ouaga Hip-hop », une formation a été proposée aux journalistes culturels burkinabé. L'enseignement était assuré par François Gibert, grand reporter à France 3 Limousin Poitou-Charentes.

de 1.000 Fcfa [1,5 euro] l'exemplaire ! » Aussi pense-t-il que toute formation des journalistes demeure vaine dans ses effets visibles si les conditions de vie et de travail des journalistes eux-mêmes n'est pas améliorée – ce qui renvoie, à l'économie générale de la presse.

Le premier secrétaire est prêt à rencontrer Souleymane Ouattara pour mieux connaître Jade et Syfia – dont il aimerait découvrir les bulletins.

Note : la coopération hollandaise rejoint l'Allemagne et la France dans le financement du Centre Zongo.

6.11.3 Rencontre avec M^{me} Elisabeth Pitteloup-Alansar, directrice résidente adjointe, ambassade de la Confédération helvétique

Pour la coopération suisse, le Burkina Faso est un des pays prioritaires ; cette coopération date de 1974 et concerne principalement quatre axes : éducation, secteur rural, artisanat, micro-entreprises, décentralisation et aide budgétaire. Les médias n'en font pas partie, du moins pas directement. Ainsi, par exemple, les radios rurales apportent-elles une contribution forte dans le développement du milieu rural et des populations. C'est d'ailleurs sur ce constat de convergence possible que M^{me} Pitteloup-Alansar se montre toute disposée à rencontrer l'animateur de Jade-Syfia.

7 Les formations-tutorats au Cameroun

7.1 Éléments d'information concernant l'agence Jade – Syfia

Dénomination juridique complète (raison sociale)	JADE (Journalistes en Afrique pour le développement) Cameroun
Date de constitution	06 novembre 1997
Nationalité	Camerounaise
Statut juridique	Association à but non lucratif
Adresse officielle	Bp 3053 Douala Cameroun
Personne de contact pour cette action	Etienne Tassé
N° de téléphone	343 11 60
N° de fax	343 11 60
Adresse électronique	jadecameroun2004@yahoo.fr ou jade@camnet.cm
Nature de l'organisation (ex : organisation de base, organisation d'appui, etc.)	Organisation d'appui
Principaux domaines d'activité	-Formation des journalistes -Agence de presse
Budget total annuel (en EUR) équilibré en recettes et en dépenses	Agence de presse : 10 849 Euros Formation-tutorat : 16 715 Euros Autres piges : 1500 Euros
Nombre d'effectifs	2 journalistes 1 assistante administrative et comptable 1 secrétaire standardiste

7.2 Principales conclusion et propositions concernant le Cameroun

Au Cameroun, l'agence Jade-Syfia jouit d'une excellente réputation, tant auprès des dirigeants de médias rencontrés qu'auprès des journalistes. Les qualités principales qu'on lui reconnaît sont la rigueur, le professionnalisme, la capacité à mener des enquêtes et les qualités d'écriture.

Son savoir-faire, qui se décline aussi en radio, repose sur une expérience avérée et une capacité d'intransigeance avec les principes déontologiques qui est suffisamment rare pour être soulignée.

Faire passer cette expérience dans des formations d'un nouveau genre comme les formations-tutorats n'est pas évident, et l'agence a su faire la preuve qu'elle pouvait endosser cette nouvelle responsabilité. Mais une partie de cette mission a été mise en œuvre de façon empirique. Il a fallu innover et inventer. Cela s'est fait avec succès, et aussi quelques insuffisances. Plus de rigueur dans l'élaboration des cursus, une documentation pédagogique réfléchie et adaptée, un suivi des apprenants plus régulier et plus formalisé sont des domaines d'amélioration nécessaires.

Bien que connue de nombreux professionnels, Jade Syfia souffre d'une insuffisance de prise en compte par les ONG et l'ensemble des bailleurs de fonds. C'est préjudiciable à son développement. Un effort de communication de ses résultats concrets auprès de ces organismes mais aussi de l'ensemble des médias et des organisations professionnels est indispensable, comme un élargissement des thèmes de formations et une formation de formateurs capables de relayer sur le terrain la qualité Jade Syfia.

7.2.1 Documentation pédagogique remise aux apprenants

Un seul document pédagogique nous a été remis. Il concerne la **formation radio**, et a été semble-t-il conçu à l'intention d'une radios partenaire, la radio communautaire d'Esse.

Ce document se présente bien comme ayant été conçu par Syfia et spécialement pour les formations-tutorats : présence du nom (Jade Cameroun), adresse, téléphone, e.mail...

Présence aussi du nom de la radio partenaire (Radio communautaire d'ESSE). Et du nom du formateur.

Ce document comporte de nombreux points communs avec celui qui a été examiné à propos du Bénin (voir 5.2.1), notamment pour la partie « Interview », qui est la même. Néanmoins, il est organisé différemment : s'intitulant « Formation radio » et non seulement « Reportage Radio » comme au Bénin, il affirme une intention. Il s'ouvre sur une interrogation sur le choix des sujets et la nature des sujets radiophoniques. D'une façon générale, il est assez pédagogique et passe en revue de façon succincte les questions de l'écriture radio, de la construction du sujet...

Il lui manque un exemple de conducteur, mais l'ensemble est de bonne facture. Ce pourrait être une bonne base de fiche pédagogique.

7.2.2 Encadrement pédagogique des sessions

Nous avons perçu sur ce point une demande importante : les apprenants apprécient l'encadrement « de proximité », c'est à dire la possibilité de faire appel à un formateur autant que de besoin. S'il faut bien mettre des limites, il ne sera pas possible de faire face aux demandes avec deux formateurs seulement (le chef d'agence et son adjoint), surtout si ces demandes augmentent. Dans la situation actuelle, le suivi est facilité par la proximité de la plupart des apprenants par rapport au siège de Jade Cameroun. Mais déjà, dans certains cas (Radio en particulier), l'éloignement empêche un suivi physique régulier. Il est nécessaire de réfléchir à la mise en place d'un suivi à distance formalisé à chaque fois que le présentiel s'avère difficile ou impossible.

Par ailleurs, si nous n'avons relevé aucune critique directe par rapport aux formateurs, il ne serait pas inutile de mettre en place une formation de formateurs, à laquelle pourraient participer non seulement les formateurs actuellement opérationnels, mais aussi d'autres en puissance. Ces formateurs devraient avoir une expérience suffisante dans une fonction de journalisme pour laquelle ils seront désignés, ce qui accroîtrait leur crédibilité auprès des apprenants et des directions de médias.

7.2.3 Thèmes des sessions

Les apprenants en redemandent... Ce qui est une preuve de qualité. Les registres des demandes sont assez larges : des thèmes directement liés à la pratique journalistique (traitement et collecte de l'information, genres journalistiques...), mais aussi d'autres, liés à l'environnement de cette pratique, comme le montage numérique. Tout ne peut pas être mis en œuvre, et il faudra bien faire des choix. Pourtant, étendre le champ d'intervention des formations-tutorats paraît répondre à une attente. Il conviendrait donc de les inventorier, et de dresser pour chaque thème un cursus pédagogique précis et identifiable.

Les radios communautaires, de loin le média le plus consulté, devraient voir l'éventail des formations s'élargir de façon importante. Il est en effet paradoxal de voir que ce sont les journalistes de la presse écrite qui sont le plus formés à leur métier –même si ces formations, nous l'avons vu, sont trop théoriques– alors même que ce sont les radios qui bénéficient de loin des audiences les plus importantes.

7.2.4 Financement des formations

7.2.4.1 Couverture des frais des apprenants

Comme au Bénin, la question des sommes versées en remboursement des frais de reportages est mise en avant par les apprenants. Nous pourrions reproduire ici à l'identique le paragraphe 5.2.4., le problème se posant au Cameroun de façon quasi identique, tant du point de vue des apprenants que de celui des directions.

Un directeur de radio, (qui ne règle pas lui non plus la participation promise), expose l'extrême difficulté dans laquelle il se trouve, mais propose en même temps de tenter de trouver des solutions à ces difficultés. Ainsi émet-il l'idée que les reportages réalisés pourraient être vendus ailleurs par Syfia, le produit de la vente servant à payer les frais des coproductions. C'est une proposition bonne dans son principe, déjà tentée... et qui paiera pour diffuser ces productions ?

7.2.4.2 Financement général des formations

Depuis le lancement des coproductions à ce jour, Syfia international a versé 63 600 € à l'agence Jade Cameroun. Cet argent est destiné à la fois à couvrir les frais des apprenants et les propres frais de structure de l'agence induits par les formations-tutorats.

En 2006, cette somme est calculée sur la base de :

- 129 € par stagiaire et par jour de formation pour la presse écrite
- 152 € par stagiaire et par jour de formation pour la radio.

Comme pour le Bénin, le mode de calcul des versements a évolué, puisque jusqu'en 2005, les sommes étaient calculées en fonction du nombre de coproductions réalisées.

Sans que ce chiffre soit très significatif, nous constatons que le calcul du coût des coproductions était élevé :

- Une coproduction en presse écrite revenait à 250,6 euros
- Une coproduction en radio revenait à 822,5 euros

Pour les mêmes raisons exposées plus haut, ce ratio ne fait pas apparaître l'investissement temps des formateurs. Il a donc été décidé par Syfia International en 2006 d'effectuer ses versements par jour/stagiaire, sans tenir compte du nombre de coproductions réalisées.

Si l'on rapportait ce mode de calcul au bilan depuis 2002, nous aurions :

- 2005 euros par stagiaire en presse écrite
- 1700 euros par stagiaire en radio

Si ces chiffres, à l'image de ceux du Bénin, sont proches des standards français, il est intéressant à noter d'assez grosses différences d'un pays à l'autre (voir tableaux page 19).

A notre connaissance, à ce jour, aucun autre financement n'est venu relayer ou compléter ceux de Syfia International.

7.3 La situation de la presse écrite

Le paysage de la presse écrite au Cameroun est marqué des dernières années par la disparition d'un certain nombre de titres de presse, parmi les « quotidiens » qui avaient poussé comme des champignons, mais n'étaient manifestement pas viables. Aujourd'hui, quatre ou cinq vrais quotidiens, c'est à dire qui paraissent tous les jours, se sont affirmés, et ont commencé à asseoir leur équilibre économique, qui reste toutefois encore très précaire. Une quinzaine de titres au total sont réguliers et ont fidélisé un noyau de lecteurs.

La presse écrite est le secteur médiatique le plus développé et le plus diversifié.

Cameroon Tribune, très favorable au gouvernement, est rédigé en version bilingue, anglais - français.

Les journaux dits d'opposition sont plus ou moins critiques à l'égard du gouvernement, qu'il s'agisse de quotidiens comme Mutations ou comme le Messenger, La Nouvelle Expression, Dikalo ...

Installés à Douala et à Yaoundé, les principaux journaux connaissent des tirages qui oscillent entre 3 000 et 10 000 exemplaires, mais seuls quelques titres dépassent le seuil des 5 000 tirages (ces chiffres, donnés par les éditeurs, doivent être considérés avec la prudence requise).

La situation matérielle de la presse écrite reste problématique. Ne disposant que de moyens limités, la plupart des journaux connaissent une situation financière précaire liée notamment au coût élevé du papier, à la faiblesse des ventes, ainsi qu'au coût de l'impression et à l'étroitesse du marché publicitaire.

Cette situation est susceptible d'évoluer avec la mise en oeuvre de la réforme du financement public de la presse privée. Par arrêté du 23 septembre 2002, le ministère de la Communication a en effet institué un nouveau dispositif de soutien à la presse qui comprend une aide financière aux journaux, après instruction de leur dossier par une commission nationale, et un volet formation des journalistes.

7.4 La situation de la radio

C'est en 1990 que le monopole d'Etat de la radiodiffusion et de la télévision est tombé, c'est à dire très récemment. En fixant les conditions de l'ouverture à la concurrence de la production et de la diffusion de radio le décret a permis l'apparition d'opérateurs privés.

Les radios privées, (ainsi que plusieurs télévisions privées : Canal 2 International, STV, RTVL, etc.), émettent aujourd'hui légalement au Cameroun. Après un temps d'observation, elles connaissent aujourd'hui un développement relativement important. Mais leur situation reste ambiguë : radios et télévision privées émettent toujours aujourd'hui sans autorisation formelle puisqu'elles attendent toujours leurs licences.

Émettant en FM et en ondes moyennes, la CRTV compte 13 stations de radios. Le poste national, radio généraliste installée à Yaoundé, émet en FM (88.8) et en OM de 5h à 2h à travers tout le Cameroun en langue française (60%) et anglaise (40%). Les 10 stations provinciales installées dans les principales villes du pays produisent des émissions locales en français, anglais et langues traditionnelles, avec des plages horaires communes avec le poste national.

Les radios privées, à caractère généraliste comme Siantou, Vénus et Magic FM à Yaoundé, Equinoxe à Douala, ou confessionnel comme Radio Reine (radio catholique, relayant Radio Notre-Dame de Paris ou, à l'occasion, Radio Vatican) ont acquis une certaine notoriété.

Depuis 2001, RFI et BBC émettent en FM à Yaoundé et Douala.

Comme au Bénin et dans la plupart des pays d'Afrique, les radios communautaires jouent un rôle déterminant dans la communication sociale de proximité. Elles émettent à l'intention de communautés restreintes géographiquement, et ont souvent pour objectif des questions environnementales et culturelles. Les langues locales y sont très présentes. Elles sont caractérisées par une présence de bénévoles importantes, à côté d'un noyau de personnel salarié très disponible, mais en général peu professionnel. Les reportages sont rares et le plus souvent en différé, ainsi que la plupart des émissions. Le « direct » est peu présent.

Ces radios sont souvent soutenues par des bailleurs de fonds ; Panos, Fondation Ebert, ou encore le programme du PNUD, comme les radios communautaires de femmes de Mbalmayo. Elles sont vite devenues un lieu d'expression ouverte utilisé pour tenter de solutionner des questions sociales.

7.5 Éléments d'analyse par l'agence Jade

Etienne Tassé, chef d'agence, suit surtout les formations radio. Charles Nforgang suit surtout la presse écrite.

- Les bailleurs ont habitué les journalistes participant à un stage à toucher des per diem. Le fait de ne pas en verser a constitué un obstacle aux formations-tutorats. Exemple significatif : A RTM, radio pour laquelle un magazine avait été réalisé sur les médicaments de rue, le magazine n'a pas été diffusé parce que l'apprenant n'avait pas touché de per diem... Les radios rurales n'ayant pas ce problème, Jade travaille surtout avec elles, et avec Le Messenger en presse écrite.

- Un des problèmes rencontrés est l'insuffisance de connaissance des formations-tutorats par les médias : peu de publicité a été faite

- Les journalistes qui connaissent les coproduction sont intéressés. Les éditeurs, eux le sont moins ou pas du tout.

- Versement des frais : Jade a versé l'argent aux rédacteurs en chef, mais la conséquence est une demande de production accrue au journaliste.

Il y a trois ans, la somme versée était de 10 000 à 15 000 francs CFA, et ensuite un complément si besoin était. Aujourd'hui, au Messenger, la somme est un forfait de 45 000 F CFA par mois pour trois stagiaires. Les versements de 2000 francs CFA par stagiaire sont effectués, et les compléments donnés si besoin est.

- Peu d'éditeurs acceptent les formations. Il est arrivé que certains éditeurs demandent à être payés pour la « publicité » que représenterait à leurs yeux la mention « Jade –Syfia » figurant à côté de la signature d'un article par un stagiaire.

- Il arrive que des commentaires soient réintroduits dans le texte par la rédaction du Messenger sans concertation avec Jade, et que la signature de Jade figure tout de même au bas du texte..

- Charles Nforgang va jusqu'à se demander s'il n'y aurait pas plus de succès s'il était possible de lancer une offre de formation sans obligation de publication des papiers produits dans le média....

- Les nouveaux médias pourraient être intéressés. Ainsi, « Le quotidien de Douala », lancé par un ancien journaliste de la télévision, fait appel à Jade pour former ses journalistes.

- Problème d'assurance : certaines rédactions estiment que c'est à Syfia d'assurer les journalistes – ce qui cache souvent une absence totale d'assurance pour le journaliste.

- Pour les journalistes, des obstacles : Beaucoup n'ont jamais touché à un ordinateur. Ils ont souvent une absence de formation de base, et ceux qui sont passés par une école de formation ont des connaissances beaucoup trop théoriques.

- Jusqu'ici, il n'y avait aucun regroupement de journalistes, qui travaillaient individuellement. Pour la première fois en 2006, trois étudiants du département Communication de l'Université de Douala, en stage au « Messenger » ont travaillé en groupe, ce qui a permis un travail plus collectif.

- La durée de la coproduction est en moyenne de deux ans en presse écrite et en radio. En presse écrite, les apprenants sont sélectionnés par un test de départ qui consiste en une rédaction d'article sur un sujet choisi par le stagiaire (tendance aujourd'hui : traiter un même sujet pour tout le groupe). En radio, il n'y a pas de test de départ.

- En fin de formations, une évaluation orale est réalisée.
- D'une façon générale, les formateurs manquent de temps : ils constatent ne pas avoir assez de temps pour tout faire. Parfois, certains papiers ne sont donc corrigés que par le correspondant Syfia au sein de la rédaction (Mais les papiers d'enquêtes sont systématiquement corrigés à l'agence).
- Cursus type pour un journaliste du Messenger :
 - Sujets proposés par le rédacteur en chef
 - Réunion Rédac chef adjoint / journaliste / Etienne Tassé (définition des angles)
 - Retours individuels avec Etienne Tassé (± Charles Nforgan)
 - Regroupement une fois par semaine pour une critique collective.
- En radio, Les situations sont diverses. Parfois, les stagiaires sont venus à Douala (Radio Site Dar) pour deux jours de séminaire :
 - Définition des sujets et des angles
 - Retour à la radio, réalisation de l'enquête (± 1 mois) (c'est le NYT ou le W Post version radio ?)
 - Pendant ce mois, contacts téléphoniques : suivi de l'avancement du travail
 - Parfois, envoi d'un script du conducteur
 - Parfois, le stagiaire vient à l'agence pour construire le script avec Etienne Tassé
- A radio Batcham, Etienne Tassé a passé une semaine sur place au début :
 - Définition des sujets
 - Enquête sur le terrain (avec double enregistrement)
 - Réalisation par les stagiaires du sujet et du conducteur

7.6 La perception de la formation des journalistes au Cameroun par ses destinataires. Réponses aux questionnaires

L'analyse ci-dessous des questionnaires renvoyés montre à quel point les apprenants ont souligné de manière positive les acquis liés à ce type de formation. Ils ont un regard positif, mais critique et élaborent des suggestions propres à alimenter l'évolution du processus. Leurs remarques nous semblent pertinentes et de grand intérêt pour l'analyse des formations-tutorats. On trouvera en annexe le détail des questionnaires reçus.

10 apprenants ont renvoyé le questionnaire. Ce chiffre est à mettre en relation avec le nombre de journalistes ayant suivi un stage avec Jade depuis 2002, soit : 34 journalistes ou étudiants. Compte tenu des mouvements importants dans la presse camerounaise depuis 2002, des difficultés à retrouver les adresses parfois, nous pouvons considérer que ce nombre est bon en pourcentage : ≈ 30%. Il est évidemment faible en chiffre absolu. Sur ces 10 apprenants, 2 sont des femmes. 8 travaillent en presse écrite, et 2 seulement en radio. La moyenne d'âge est de 25 ans.

De même que pour le Burkina et le Bénin, nous avons trouvé dans l'analyse des questionnaires l'expression d'une capacité à discerner les qualités et les insuffisances des formations-tutorats.

7.6.1 Situation professionnelle avant et après la formation et niveau d'études :

Si l'on peut considérer un certain nombre de promotions comme étant « normales » ; nous avons manifestement ici un nombre de promus important par rapport à la moyenne « classique » d'un tel échantillon. La formation-tutorat est à l'évidence un accélérateur de promotion.

Le niveau d'études est largement supérieur au niveau moyen de formation des journalistes. Le faible nombre de réponses en radio peut être de nature à élever la moyenne sur ce plan : il semble que le niveau moyen en radio soit sensiblement moins élevé.

7.6.2 Durée de la formation-tutorat

Des différences importantes de durée sont constatées. Elles peuvent s'expliquer par une adaptation du temps de formation au niveau de départ des apprenants. Le suivi personnalisé peut conduire à ces variations. Il est toutefois bon de s'interroger sur le mode de détermination de départ du temps de formation, et sur ce que les apprenants comprennent réellement par « temps de formation ».

(Cinq sur dix déclarent n'avoir pas participé à la définition du contenu de la formation.)

7.6.3 Rémunération

Il y a parfois confusion entre rémunération et couverture forfaitaire des frais. Un seul déclare avoir continué à percevoir son salaire de façon claire (Salarié du « Messenger »). Les autres, pour la plupart, répondent non à cette question, de façon claire ou de façon tacite, faisant état de la couverture des frais par Syfia.

L'un développe ici les difficultés à suivre la formation compte tenu de l'importance des frais induits, malgré une prise en charge partielle par Syfia.

7.6.4 Attente de la formation-tutorat

Plusieurs apprenants déclarent avoir été attirés par « la réputation de Syfia qui excelle dans les articles de type enquête et reportage ». L'un d'entre eux évoque l'idée d'acquérir des compétences « à l'image des journalistes de cette agence », pouvant notamment lui servir « à avoir une référence ».

Très majoritairement, – et comme on pouvait s'en douter – la question de l'accroissement des compétences est avancée, assortie dans 50% des cas avec celle de « facilités » à acquérir pour l'exercice du métier. « Facilités » ? Il faudrait approfondir cette notion, mais il ne semble pas qu'il faille lui donner une résonance de « simplicité », mais plutôt d'efficacité.

7.6.5 La formation a-t-elle répondu aux attentes ?

La note moyenne obtenue est de 3,65 / 5.

Cette note reflète une satisfaction réelle et pondérée : il ne semble pas qu'elle soit le résultat de complaisances quelconques.

Les commentaires qui accompagnent ces notes montrent que la satisfaction repose sur plusieurs domaines de progrès :

- Genres journalistiques
- Enquêtes
- Identification et choix des sources
- Interview, reportages (+ montage de magazines en radio)
- Collecte et mise en forme de l'information
- Choix des sujets
- Qualités rédactionnelles (« J'ai acquis une plume légère... »)

Quelques commentaires méritent d'être reproduits ici :

- « Tout le monde au sein de la corporation m'a découvert véritablement dans le cadre de cette formation. A travers elle j'ai été sollicité par les deux principaux quotidiens privés camerounais, Le Messenger et Mutations... Mon recrutement à Mutations en est d'ailleurs le résultat. J'ai été sollicité à cause du travail que j'ai abattu aux côtés de Jade/Syfia. Ici, à Mutations, ce qu'on attend le plus de moi ce sont les reportages et les enquêtes. La plupart de mes sources d'information sont les sources que k'ai rencontrées au cours de ma formation. Je suis par ailleurs devenu correspondant de Syfia International »
- « Au début de ma formation, je n'avais qu'une idée scolaire du métier de journaliste (...) J'affirme sans complaisance que je suis satisfaite de cette formation. La collecte des infos sur le terrain n'a pas toujours été facile, mais toutes ces difficultés on davantage développé mon sens des contacts.(..) C'est très stimulant ».

Enfin, plusieurs apprenants notent parmi les points négatifs, une nouvelle fois, la question des moyens : Un exemple : « Nous avons été tirés vers le bas par des difficultés du genre transports, nutrition... ».

7.6.6 Déroulement de la formation-tutorat

Nous avons vu que des différences importantes apparaissent d'un cursus de formation à l'autre.

Le nombre de séances est lui aussi très variable :

Cette grande variabilité est troublante a priori.

Il semble que certains apprenants assimilent à des séances de formation tous les contacts qu'ils ont eus avec les formateurs Syfia, y compris lorsqu'ils passent à l'agence pour demander un conseil. Peut-être aussi assimilent-ils certains des contacts avec leur tuteur en entreprise.

Cette impression est corroborée par l'énoncé des durées de ces séances : parfois une heure, parfois deux, parfois deux jours...

En tout état de cause, que l'impression d'être en formation ne subisse pas de rupture dans leur esprit, et qu'ils l'énoncent aussi bien concernant leur temps en entreprise, leur temps dans des séances particulières avec Syfia ou avec leur tuteur, est plutôt le signe d'une cohérence et d'une complémentarité dans la démarche de tutorat. Cette complémentarité est importante à souligner ici.

Les apprenants, très majoritairement, n'ont pas été dégagés de leur travail habituel pendant la formation-tutorat ?

Les étudiants estiment, eux, être dégagés de leur travail habituel, mais le regrettent... C'est qu'ils n'ont pas le même rapport à ce que nous appelons le « travail habituel » : pour eux, c'est de leurs études à l'Université qu'il s'agit. En effet, ils auraient voulu pouvoir mener de front leur travail journalistique et le travail universitaire sur les mémoires qu'ils ont à soutenir en fin d'année.

Le nombre d'articles produits : Tous écrits confondus, les apprenants annoncent plus de 120 articles. Tous semblent avoir été publiés, sauf quelques rares empêchement « faute de place », ou « pour des raisons internes » :

7.6.7 Les retours sur le travail réalisé

Les retours des confrères : globalement satisfaisant. Les confrères montrent soit de l'enthousiasme, soit au minimum de l'intérêt :

Les retours des lecteurs et auditeurs : C'est tout bon, mais loin d'être dithyrambique. 8 sur 10 font état de retours, louangeurs souvent, mais aussi faits de suggestions ou de questionnements.

Les retours de la hiérarchie : Assez bon retours. Des commentaires généraux plutôt positifs (tout de même, dans deux cas, « Elle ne faisait pas de commentaires » :

7.6.8 Comment les apprenants jugent-ils eux-mêmes le travail accompli ?

Le contraire serait étonnant, ils ont eu l'impression de progresser. Ils le disent, en argumentant. Il faut faire ici la différence entre les étudiants, qui vivaient là leur première expérience concrète de journalisme, et les autres qui avaient déjà une pratique.

Dans une très large majorité, les apprenants jugent la formation plus concrète et plus efficace que les autres formations suivies pour ceux qui sont concernés. (6 plus concrète, 4 plus efficace. Pas d'autres items)

Plus concrète : les exposés sont toujours appuyés sur la pratique et suivis d'un travail en temps réel.

Plus efficace, pour cette raison en particulier.

Et voici un jugement définitif³⁷:

- « Contrairement aux soi-disant sessions de formation organisées par des associations tatillonnes du pays, appuyées par des missions diplomatiques qui ne connaissent pas la

³⁷ L'auteur de ces lignes est devenu après la formation correspondant de Syfia International. Cela ne doit pas empêcher de prendre en compte son jugement, mais doit être connu...

réalité de la corporation, la formation à Jade tenait compte des subtilités propres au Cameroun. M Tassé que je connais depuis dix ans, a été du terrain et comprend le terrain. Les autres formations au Cameroun sont une affaire d'amis et de per diems (jetons de présence). A Jade, c'est la pratique ».

La relation avec les formateurs fait aussi l'unanimité : on a trouvé de l'attention, de la rigueur, un souci permanent de transmission du savoir, dans une ambiance qualifiée de sérieuse, mais de gaie.

L'évaluation en fin de formation-tutorat est relativement aléatoire.

Avec l'employeur, 3 seulement ont procédé à une évaluation, 6 ne l'ont pas fait (dont les trois étudiants³⁸). (1 non réponse)

Avec le tuteur, un léger mieux : 4 ont procédé à un bilan, et un cinquième est en cours. Ce qui veut dire que 5 ne l'ont pas fait (Voir note N°30). 1 non réponse.

7.6.9 Les apprenants formulent des suggestions pédagogiques

Plusieurs apprenants insistent sur la nécessité d'une **plus grande fréquence des séances** pédagogiques. « Il faut un temps d'enseignement plus consistant », dit l'un d'eux. « Que les séances soient faites de manière régulière », demande un autre, et

- « **que les formateurs accordent plus de temps** aux formés ».
- « Que le temps d'enseignement soit plus consistant ».
- « Multiplier les séances ».

Cette demande trouve son écho de façon synthétique dans une suggestion : **Il faut formaliser la formation, en définir les modules, la durée, etc.**

Plusieurs aussi demandent **que des documents pédagogiques soient mis à leur disposition** : Deux d'entre eux suggèrent que l'on insiste sur la méthode de collecte de l'information, et qu'on étende les enseignements à tous les genres journalistiques.

Plusieurs suggèrent aussi qu'il y ait un suivi, des piqûres de rappel, « des séances de recyclage de 2 ou 3 jours ».

7.6.10 Analyse du sentiment de progression des apprenants par thème

L'appréciation générale se situe au Cameroun aussi dans une moyenne « Moyen + ».

Les domaines de progression les plus nets sont

- la recherche d'information
- L'écriture informative
- La rapidité de travail

Viennent ensuite :

- Réalisation d'enquêtes
- Choix d'un angle
- Mise en perspective de l'information

³⁸ Les trois étudiants n'ont pas procédé à un bilan avec l'employeur, mais dans deux cas sur trois ils l'ont fait avec leur tuteur(et le troisième serait en cours).

7.6.11 Adaptation de la formation-tutorat aux besoins des apprenants

Belle unanimité en réponse à cette question : oui à 100 %, la formation-tutorat est adaptée aux besoins de chacun.

En radio, l'adaptation se juge au succès des magazines :

En presse écrite, ce sont différents éléments qui en attestent : intérêt social, découverte de nouveaux sujets, capacité à utiliser les connaissances théoriques apprises auparavant, suivi individuel des étudiants

7.6.12 Evolution du regard des autres sur le travail des apprenants

100 % des apprenants pensent que la formation a fait évoluer le regard sur eux de leurs confrères, de leur hiérarchie, et des lecteurs (auditeurs). Ils illustrent ce jugement par de nombreux commentaires (voir annexes).

7.6.13 Les moyens étaient-ils suffisants ?

Non, non, et non : 100 % de non. Les moyens matériels n'étaient pas suffisants.

L'un avance l'idée que pour les frais, ça allait, mais qu'il faudrait verser un salaire pour encourager les apprenants.

Tous les autres insistent sur l'insuffisance des sommes pour couvrir les frais de transports, et décrivent la gêne qui en résulte pour la qualité du travail rendu.

Certains soulignent que les moyens matériels (internet, impressions, PC...) étaient bien à leur disposition, mais aussi qu'en terme de documentation, il y avait insuffisance (livres sur le journalisme...)

7.6.14 Permanence des acquis de la formation

Oui, oui, et encore oui. 60 % de Oui et 40 % de « bien sûr que oui », comme pour insister sur l'évidence : ils conservent des acquis de cette formation.

7.6.15 Les suggestions d'améliorations formulées

Revoir la couverture des frais est la suggestion qui fait à nouveau surface ici. Certains proposent même des objectifs : 30 000 CFA pour l'un, 50 000 pour un autre, 100 000 pour un troisième...

La question du certificat de formation apparaît également : on juge qu'un tel document est important pour « la carrière ».

On souhaite aussi « que les encadreurs soient mieux outillés... » Et qu'une préparation plus longue soit organisée. Pour les étudiants, leur permettre de choisir entre radio, presse écrite, ou télévision.

La durée totale de la formation est souhaitée à la hausse, et plusieurs insistent sur la nécessité de renforcer le suivi, « pour un contact permanent entre l'agence et le stagiaire ». Varier les thèmes est aussi souhaité.

7.7 La perception des formations-tutorats des journalistes au Cameroun. Analyse à travers les entretiens réalisés

Trois radios visitées, plusieurs journaux, des entretiens avec 8 cadres dirigeants (rédactions en chef, dirigeants) un syndicat de journalistes, l'ambassade de France, et des entretiens avec 14 journalistes individuellement. Leur absence n'a pas permis de rencontrer les représentants de la fondation Ebert, ni de l'institut Panos, relativement actifs au Cameroun.

Ces rencontres ont permis de préciser certaines des questions déjà contenues dans les questionnaires. Naturellement, à l'oral, on met plus l'accent sur les éventuels dysfonctionnements, les remarques, propositions et suggestions de nos interlocuteurs.

Comme pour le Bénin, nous avons trouvé un regard favorable de nos interlocuteurs sur les formations-tutorat. Jade Syfia jouit incontestablement d'une bonne image, faite de sérieux, de crédibilité, de respect des principes déontologiques. Les questions qui se posent sont : comment progresser ? Comment approfondir et étendre les formations-tutorats, et aussi comment corriger certaines insuffisances ?

7.7.1 L'opinion des apprenants

En presse écrite comme en radio, les formations-tutorats Syfia sont considérées comme sérieuses. Nous l'avons vu, la principale qualité qu'on leur reconnaît est d'être ancrées sur la réalité, et de correspondre aux besoins de chacun.

Rigueur, qualité de la rédaction, diversification des sources, collecte de l'information, approche professionnelle, confrontation au terrain, tels sont les qualités des formations Syfia qui recueillent l'unanimité. Mais cela ne veut pas dire que les journalistes n'ont pas de remarques ni de propositions à formuler.

Des interrogations et des remarques.

La question du paiement des frais, posée dans les questionnaires, revient à l'oral, et nos interlocuteurs insistent pour dire qu'elle a limité l'ambition des papiers.

Des exemples sont donnés : On ne peut pas sortir du cadre habituel (Douala) pour traiter de certains sujets, ce qui appauvrit le traitement de l'information...

Les étudiants de l'Université de Douala, –qui souhaiteraient être prévenus plus en amont de leur participation à de telles formations– ainsi que beaucoup parmi nos interlocuteurs, souhaitent que des **documents pédagogiques** leur soient remis, ce qui n'est semble-t-il pas toujours le cas.

Les thèmes traités sont approuvés.

Un suivi après la formation sur ce plan est souhaité, mais la demande de formation sur des thèmes complémentaires s'exprime aussi :

- Genres journalistiques
- Montage numérique (radio)

Un retour « théorique » sur les fondements du journalisme est souhaité par deux de nos interlocuteurs. Les questions déontologiques, jugées essentielles, suscitent aussi des demandes.

Plusieurs apprenants (et un correspondant Syfia), soulignent aussi la difficultés de l'exercice journalistique de l'enquête au Cameroun :

- « On fait du journalisme sur des œufs ! Il ne faut pas toucher aux sujets sensibles
Parfois, me dira mon interlocuteur, on discute de bons sujets en conférence, ils sont admis, et ensuite, ils ne sont pas publiés.

D'autres pensent qu'il faudrait aussi réfléchir aux questions de fond (et passer ensuite à la pratique) : Comment, pour un animateur en radio, parler du Sida à l'antenne ?

D'une façon générale, en radio, les participants trouvent que les formations étaient trop courtes, et qu'il aurait fallu approfondir ou aborder d'autres thèmes :

- Choix des sujets
- Interview
- Gestion des débats
- Enquête
- Compte rendu

7.7.2 L'opinion des dirigeants de rédactions (presse écrite) et de directeurs de publications

Jacques DOO, ex-rédacteur en chef au Messenger (aujourd'hui Secrétaire général de la rédaction), a suivi une formation de journaliste à l'ESSTIC en 1976. Il a ensuite été secrétaire d'édition pendant 2 ans avant de rejoindre Cameroon Tribune pendant 11 ans. Il a suivi de nombreux stages et séminaires de perfectionnement, et animé lui même des séminaires de jeunes journalistes.

Syfia ? « Ils donnent beaucoup plus de temps : les jeunes journalistes sont mieux suivis ».

La formation, les retours ? « Il n'y a pas de discussion au sein du comité de rédaction. C'est dommage... »

Le journal devrait-il **payer une partie des frais** pour la formation ? « C'est logique. Difficile, mais logique ».

Le rédacteur en chef du Messenger, qui lui aussi sort de l'ESSTIC, insiste sur l'importance qu'il attache à la formation continue. Il a connu Jade en 2001, pour avoir travaillé avec l'agence pendant trois semaines. Il n'a pas d'opinion particulière sur les formations Syfia, si ce n'est qu'elles lui conviennent, mais qu'il ne peut pas s'engager à les soutenir financièrement.

Il suggère une piqûre de rappel annuelle pour les journalistes tutorés.

Leger Ntiga, chef du Desk de Mutations, souligne lui aussi les difficultés financières des journaux privés. Les formations Syfia ? Oui, c'est un appui important. Mutations aurait dans son plan de développement inscrit la mise en place d'un centre de formation de journalistes à l'échéance 2010...

L'opinion de Stéphanie Mekinda, directrice de Radio Nkul Bininga (Tam tam des femmes) à Yaoundé a été formée au Cierro après une maîtrise en droit. Elle a elle aussi suivi des séminaires (UNESCO sur droit, déontologie, économie... Coopération canadienne). Elle assure elle-même des formations en interne. Pourquoi avoir fait appel à Jade ? « L'avantage, c'est la pratique, et la formation a lieu sur site. Cela favorise le travail en équipe et la collaboration entre tous ».

Le directeur de Radio Site Dare à Bafang, Louis Roland de Paul Nya, a connu Syfia par une brochure éditée aux Pays-Bas. Ils ont inscrits deux journalistes : Aimée et Jean-Baptiste Tientcheo.

Selon lui, les auditeurs ont beaucoup apprécié le travail réalisé. Des gens sont venus les voir... Dans la rue, des témoignages de satisfaction leur étaient donnés, et ils ont reçu « de nombreux appels téléphoniques » pendant les émissions.

Ils organisent des séances de travail avec de jeunes bénévoles pour leur faire passer l'expérience accumulée. Ils continuent à faire des enquêtes après la fin de la formation. Mais si les gens formés déposent des sujets de magazine et veulent appliquer ce qu'ils ont appris, ils ont des difficultés à en payer les frais.

Leurs difficultés financières sont grandes : les « salaires » sont aujourd'hui un forfait qui représente en fait les frais.

Les effets de la formation ? « ... »

« On a des chances de perdre les cadres formés, parce qu'on ne peut pas les payer, ni les forcer à rester... La radio nationale récupère les bons des radios communautaires, et les paye ! »

Leur budget mensuel est de 100 000 f CFA. Avec quatre salariés, les charges, la location du local... Ils ne versent pas de salaire, mais payent les droits sociaux. « Et nous n'avons pas de toilettes par souci d'économie : nous ne pouvons pas payer l'eau... »

« Dans les termes de la convention, il est dit que nous devons participer aux frais. Mais comment faire ? »

Il propose une rencontre de toutes les radios avec qui travaille Syfia pour examiner une démarche commune visant à trouver des fonds pour continuer la coproduction.

Yemeli Talatadji est chef de chaîne à Radio Batcham (Bafoussam)

Il expose que la formation donnée par Syfia a permis concrètement de gagner l'appui de plusieurs partenaires : L'institut Panos, l'Iresco (éducation des jeunes, Yaoundé), le PACDDU (Programme d'appui aux capacités décentralisées de développement urbain, Union européenne), le GPPOS (lutte contre le Sida dans la Province de Bafoussam).

Leurs représentants ont été « impressionnés par les émissions réalisées par Syfia ». Un des journalistes formés a aussi gagné un concours de Radio Suisse Romande.

Et cela continue : un sujet sur l'arbre généalogique en pays Bamiléké a été envoyé à Jade pour une diffusion en Europe et au Canada : c'était une initiative du Directeur des programmes, Rostand Meli.

Les productions de Jade ont amené un annonceur (publicité) à s'engager dans la radio, parce qu'il a été conquis par la qualité des magazines. Il y a ici un apport financier direct issu du travail de Jade. Accepteraient-ils alors de s'engager financièrement ?

« Ce serait juste, mais nous ne pouvons pas nous engager *pour le moment* ». Ils mettent en avant que chez eux, 20 personnes reçoivent non pas un salaire, mais « de temps en temps, *une motivation* ».

7.7.3 L'opinion des représentants d'organismes professionnels

Robert Tchana Ngante, Président du Syndicat des journalistes employés du Cameroun (SJEC).

Son opinion est tranchée : les journalistes ont envie d'être formés, mais la formation « officielle » existante n'est pas à la hauteur. Jugée trop théorique, elle est même jugée inaccessible à l'Esstic, accusée de monnayer l'accès à la place du mérite.

Les Universités elles aussi sont accusées de rester trop théoriques.

Les formations-tutorats de Syfia lui apparaissent efficaces, mais insuffisamment nombreuses. Le Sjec a inscrit dans ses objectifs la formation des journalistes, et un secrétaire national a en charge cette responsabilité. Mais des promesses d'aide qui auraient été faites par la CFDT et par l'OIF ne seraient pas encore concrétisées à ce jour.

Par ailleurs, le Sjec souligne qu'un volet formation est prévu dans la convention collective nationale des journalistes.

Robert Ngante juge qu'un centre de formation de la profession qui serait mis en place sur des bases sérieuses avec l'appui des syndicats, des coopérations, des ONG, du Ministère recevrait l'appui du Sjec.

7.7.4 L'opinion des tuteurs en entreprise

Alexandre Djimeli est rédacteur en chef adjoint au Messenger.

Sa formation a été assurée à l'Esstic, puis par un BTS de journalisme, et il est en cours de Maîtrise. Il n'avait jamais été en situation professionnelle avant de passer par Syfia, mais il fait des constats très concrets sur les différences Fac / Syfia : « *L'accès aux sources est difficiles* », nous dit-on à la fac. Chez Syfia, on nous dit concrètement comment y accéder. Et la question du choix des sujets n'est pas examinée à la fac ».

Il suit de près, nous dit-il, le travail des stagiaires, et « partage tout avec eux ». Mais « il est parfois difficile de suivre les coproductions » dans le détail. Et revient toujours la sempiternelle question du remboursement insuffisant des frais, qui altère la qualité du travail.

7.7.5 L'opinion de bailleurs de fonds

Laurent Oriol, premier secrétaire de l'ambassade de France, connaît Syfia à travers les coproductions, puisqu'il a vu la signature au bas des articles. D'ailleurs, il nous déclare d'emblée qu'il reconnaît tout de suite « la qualité Syfia », et pourrait affirmer aujourd'hui qu'il s'agit d'un article Syfia s'il est bon, même s'il ne voit pas la signature.

Il n'est pas directement « bailleur de fonds », mais s'occupe des liens avec la presse pour l'ambassade. Le conseiller culturel venant d'être nommé, et à peine arrivé, nous n'avons pu le rencontrer. M. Oriol juge possible que des collaborations s'engagent, et invite Etienne Tassé à prendre contact avec le conseiller dans quelques semaines.

Il juge que la formule des coproductions est « intéressante » et mérite d'être encouragée.

Nous n'avons pas pu rencontrer d'autres représentants de bailleurs de fonds : le résident de F.Ebert, un des principaux, était absent du Cameroun.

7.8 Des propositions pour le Cameroun par les apprenants et les cadres

Au cours des différents entretiens, nos interlocuteurs ont formulé des propositions dans la perspective d'un développement des formations-tutorats de Jade. Ces propositions ont souvent été faites de façon spontanée. Elles recoupent celles que nous avons déjà relevées à travers les questionnaires.

Si certaines, comme au Bénin, insistent sur les conditions de financement des formations, d'autres concernent des orientations de travail. Ces propositions montrent l'intérêt qu'attachent les apprenants aux coproductions. Ainsi, à plusieurs reprises, l'idée d'une mise en réseau des expériences et des connaissances est apparue. Certains proposent un site Internet. D'autres, les plus nombreux, proposent que soit organisée une fois par an au minimum une rencontre des « anciens », pour échanger les expériences. Beaucoup voudraient des piquûres de rappel ou des formations sur d'autres genres journalistiques.

L'un (radio) propose aussi d'organiser une rencontre de toutes les radios –une espèce de symposium– ayant participé aux formations tutorat, pour réfléchir ensemble aux possibilités de trouver d'autres financements.

7.8.1 Niveau des indemnisations

Comme au Bénin, le niveau des frais remboursés est considéré, nous l'avons vu, comme un handicap. Il est intéressant de noter que la demande est fondée non sur de simples questions financières, mais toujours en rapport avec la qualité du travail fourni.

Un des stagiaires, qui travaillait à Dikalo, a fait état d'une cessation des paiements par la direction, que nous n'avons pas pu vérifier. Mais pour tous les autres, il s'agit simplement d'une demande de couverture meilleure des frais, sans qu'il y ait ce type de problème.

A Radio Site Dar, le directeur formule à ce propos une proposition : que les travaux réalisés (magazines) soient aussi conçus pour la vente, et que le produit de cette vente soit réparti entre la radio et Syfia. Il pousse même plus loin l'idée en imaginant que Syfia pourrait les aider à produire des magazines destinés avant tout à la vente. Il déclare avoir aussi besoin d'aide sur le plan des démarches à entreprendre pour diversifier ses financements.

A Radio Batcham, lorsqu'on aborde cette question des frais et la possibilité pour les radios d'en payer une partie, le directeur répond : « Nous participons déjà aux frais en envoyant les magazines réalisés à Syfia... »

7.8.2 Contenu des formations-tutorats

Se perfectionner à la collecte des informations est une demande exprimée, mais moins souvent que les demandes liées à l'approfondissement du traitement de l'information.

L'enquête continue à être très cotée, les stagiaires considérant qu'il faut encore plus travailler dans ce domaine, ce qui ne veut pas dire qu'ils aient un sentiment d'insuffisance. Simplement, « c'est un domaine difficile, et il faut souvent travailler pour l'approfondir ».

En radio, le montage numérique est demandé. Dans les radios, on ressent très fortement la « fracture numérique » : on travaille encore en montages cassettes / cassettes et les liaisons

Internet sont peu nombreuses et lentes, alors que les investissements en matériels (enregistreurs numériques et ordinateurs) sont d'un coût relativement modeste.

Un apprenant et un cadre (radio) déplorent à ce propos que Syfia n'ait pas livré d'ordinateurs pour pouvoir apprendre le montage numérique, ce qui montre qu'il y a parfois nécessité de faire la clarté sur l'identité et le rôle de Syfia...

Insistant sur le caractère « fondateur » des questions déontologiques, un apprenant suggère de travailler aussi sur des « thèmes » montrant un souci de respect des auditeurs. Par exemple : comment un animateur de radio peut-il parler du Sida ?

Un autre suggère d'approfondir le traitement des « faits de société », aussi appelés « faits divers ».

Enfin, dans un cas (radio Batcham), l'idée de formation à la production de documents en télévision est apparue, le rédacteur en chef envisageant une diversification des activités.

Concernant l'organisation actuelle des formations, plusieurs apprenants, tout en jugeant que le point fort des coproductions reste la pratique, ont exprimé le souhait que les moments « théoriques » initiaux soient plus longs. Deux parlent même d'une semaine complète.

Dans les radios, souvent distantes de Douala, on regrette de ne pas voir assez souvent le formateur, et on juge que si la correction de magazines à partir d'un scripte ou parfois d'un CD gravé n'est pas impossible, cela ne vaut pas l'aller / retour direct avec le formateur.

Une étudiante a aussi déploré que « le suivi ne soit pas au quotidien », regrettant sans doute la faculté... Mais cela s'est traduit par le fait, selon elle, que « certains articles ont été publiés sans avoir été revus par Syfia ».

Dans un cas isolé, on nous a signalé que les coproductions réalisées avaient été publiées avec des modifications non concertées avec leur auteur. Dans ce cas, l'apprenant a regretté qu'il n'y ait pas eu, selon lui, de réaction de Syfia,

7.8.3 Des documents pédagogiques, et une attestation

La demande de documents pédagogiques –parfois appelés « guide »– est fréquente. Presque toujours exprimée, cette demande repose sur la nécessité ressentie d'asseoir les connaissances acquises ou de les approfondir. S'exprime parfois à ce stade le besoin d'avoir des « repères ».

Certains demandent aussi la mise à disposition de livres « sur le journalisme ».

La demande d'attestation reste aussi très présente.

8 La formation tutorat en Afrique : conclusions et propositions

Globalement positif. C'est le message essentiel que nous pouvons délivrer à propos des formations tutorats. Sans aucun doute, cette formule a connu des succès significatifs dans les trois pays que nous avons visités³⁹. Son principal atout, l'ancrage sur la pratique, en fait une singularité dans un environnement principalement composé de formations essentiellement théoriques.

Si, inévitablement, nous avons perçu quelques insuffisances et quelques points à améliorer, nous avons surtout rencontré des journalistes très satisfaits des formations dispensées, des dirigeants de médias qui en redemandent, des représentants d'ONG ou de services de coopération très intéressés et parfois même prêts à s'impliquer.

Les journalistes et les étudiants qui ont suivi les formations tutorats affichent une satisfaction critique. Ils sont loin d'encenser les cursus et les formateurs. Ils sont globalement exigeants, et formulent ces exigences et des propositions destinées à améliorer encore les stages.

Les dirigeants de médias ne sont pas unanimes. Ceux qui ont compris la nature de l'enjeu et défendent une politique éditoriale plus exigeante –et qui ont conclu des accords avec les agences Syfia– sont eux aussi satisfaits et critiques. Ils ont relevé avec intérêt la qualité indéniable des coproductions et l'apport que cela représente pour leur support. Lecteurs et auditeurs ont souvent renvoyé une image positive des coproductions. Dans certains cas, cette valorisation du média s'est traduite par des gains supplémentaires concrets. Cependant, les mêmes dirigeants de médias se refusent à envisager toute participation financière réelle aux formations tutorats, mettant en avant leurs grande précarité économique.

Les lecteurs et surtout les auditeurs ont souvent manifesté leur intérêt pour les coproductions, renvoyant à leurs auteurs et au média concerné l'expression de leur intérêt et parfois de leur satisfaction.

Les étudiants, pour qui il s'agit le plus souvent d'une première expérience de journalisme de terrain, expriment (parfois différemment) eux aussi leur satisfaction. Ils ont tendance à opposer parfois la théorie apprise dans leurs université à la pratique organisée par les agences Syfia concernées. Ce serait naturellement une erreur que d'opposer théorie et pratique. Mais trop de théorie sans aucune expérience pratique n'est pas de nature à former des journalistes de terrain, prêts à affronter les conditions difficiles d'exercice du métier en Afrique, matériellement et déontologiquement. A l'inverse, l'expérience pratique a besoin d'être valorisée par un recul théorique qui l'enrichit. C'est l'aller-retour pratique – théorie – pratique qui est sans doute la bonne formule.

Syfia International au moment du lancement des formations-tutorats, a décidé de les orienter vers cette pratique de terrain, pariant sur une efficacité des formations plus grande que ce qui

³⁹ Nous manquons d'éléments pour porter un jugement pertinent sur les formations tutorats organisées à Madagascar, pour lesquelles nous ne pouvons que poser des questions. Nous ne disposons d'aucun élément pour donner un avis sur le Sénégal.

se faisait jusqu'alors, trop exclusivement théorique. Incontestablement, cette orientation est une réussite.

Le nombre de coproductions publiées (276 en presse écrite au total, et 204 en radio en trois ans et demi pour 5 pays, ce qui donne une moyenne de 27 par an et par pays tous médias confondus) s'il n'est pas encore très élevé, devient significatif.

Suffisamment pour avoir attiré l'attention de certains services de coopération, de certaines ONG. Pas encore assez pour permettre des avancées décisives des médias concernés, mais nous sommes certainement sur la bonne voie.

A ce propos, une mise en garde s'impose : **la formation ne peut pas tout faire, quelles qu'en soient les qualités. La qualité des médias dépend de nombreux facteurs, parmi lesquels les questions politiques, économiques, culturelles, réglementaires, jouent un rôle important. Mais des journalistes ancrés sur des principes déontologiques solides, des médias affichant leur volonté d'intransigeance sur ces principes, sont des atouts indispensables pour permettre des évolutions réglementaires, législatives, culturelles et au bout du compte économiques. Si les actions de formation tutorat sont efficaces au plan individuel, c'est en ce sens qu'elles peuvent l'être aussi collectivement. Et c'est indispensable si l'on veut que ces efforts de formation individuels soient relayés, et donc socialement facteurs de progrès.**

8.1 Un centre de référence

Les agences Syfia, sans doute de façon inégale, ont réalisé des formations-tutorats qui marquent le paysage de la formation. Parce qu'elles sont mises en œuvre à partir des savoir faire nationaux, qu'elles sont ancrées sur la pratique, qu'elles ont des effets rapidement perceptibles, elles peuvent devenir des références solides et un bel exemple de prise en main des médias par eux-mêmes.

Pour les conforter, nous pensons qu'il faut leur donner plus d'ambition.

En fonction de la situation propre à chaque pays, Syfia peut porter cette ambition : devenir le centre de perfectionnement (« *recyclage* ») de référence.

Pour cela, plusieurs objectifs :

- Proposer un champ de formation élargi, correspondant aux besoins des journalistes et des dirigeants de médias (voir ci-dessous)
- Fédérer les efforts des autres organismes : il ne s'agit pas d'apparaître comme un concurrent, mais comme un partenaire. Partenaire des médias (associations patronales, accords directs avec un média, Maison des médias, Haute Autorité... en fonction des réalités de chaque pays), partenaire des journalistes (Associations, syndicats, maisons de la presse, unions professionnelles...) et partenaire des écoles et des universités.
- Fédérer les efforts des bailleurs de fonds, pour qui l'existence d'un partenaire reconnu, fiable, innovant et intransigeant sur les principes déontologiques, tout en étant à l'écoute de la profession peut être un atout.

L'objectif n'est pas de « tirer la couverture à soi » mais d'offrir une alternative aux séminaires, formations, et autres stages trop éloignés des réalités africaines, alternative

proposée et dirigée par un centre qui soit l'émanation des médias nationaux à l'intention des médias nationaux.

Dans cette perspective, Syfia doit apparaître comme étant un partenaire. Mais s'il le faut, d'autres montages peuvent être envisagés. Exemple : constitution d'un organisme ad hoc (association, groupement type GIE, etc.) qui regrouperait l'ensemble des acteurs, et intervention de Syfia comme opérateur de l'organisme créé.

Il nous semble que dans ce cadre, des efforts particuliers devraient être engagés en direction des médias d'État là où cela n'est pas encore le cas. Tout en ayant conscience de leurs contraintes spécifiques, il n'est pas normal de ne pas tenter de travailler avec eux. Les journalistes qui y travaillent ont aussi des besoins de formation, et peut être encore plus que d'autres sur certains plans.

Ce centre de référence pourrait avoir une retombée indirecte : montrer à certains dirigeants de médias qui n'en sont pas convaincus qu'une bonne formation des journalistes entraîne une amélioration de la qualité de leurs produits. Et que corrélativement l'audience ou la diffusion du média s'en trouve alors confortée.

Nous avons pu recueillir l'expression de certaines interrogations de dirigeants de l'OIF : En quoi Syfia est-il une référence pour la formation au journalisme en Afrique ? Il nous semble que la réalité des formations, ses effets, les témoignages de terrain recueillis attestent des qualités reconnues de Syfia.

Ces qualités ne relèvent d'ailleurs pas de valeurs intrinsèques ou auto-affirmées, mais de celles qui, au fil de l'Histoire, ont forgé les principes universels du journalisme.

À cet égard, Syfia n'est pas seul. Être capable de fédérer les efforts autour d'objectifs clairs et déontologiquement rigoureux pourrait apporter une réponse solide et convaincante à ces interrogations.

8.2 Mise en place d'un comité pédagogique

Pour avancer dans la voie de mise en place d'un centre de référence, il serait envisageable de procéder par étapes. La première pourrait être de constituer un comité pédagogique. Nous considérons d'ailleurs que ce comité pédagogique devrait être créé quelle que soit la décision concernant le centre de perfectionnement de référence.

Ce comité, constitué en fonction des réalités de chaque pays par des représentants des médias partenaires et des universités ou écoles, mais aussi par d'anciens stagiaires impliqués dans la réflexion sur les contenus, se réunirait à intervalles réguliers (une ou deux fois par an, par exemple) pour dresser le bilan des formations-tutorats et réfléchir à leurs contenus autant qu'à leurs développements.

Dans l'hypothèse où de véritables groupes d'apprenants se constitueraient, un représentant élu de ces groupes pourrait y figurer.

Et pourquoi pas une association des anciens des formations-tutorats jouant un rôle de conseil ?

Ce comité pédagogique associerait les dirigeants, décideurs des médias, représentants des organisations professionnelles, et par conséquent il aurait une logique nationale. Mais il n'exclurait pas qu'un échange pédagogique ait lieu entre les agences du réseau, qui pourraient ainsi s'enrichir mutuellement.

8.3 Étudiants et professionnels

Les réalités du terrain, de même que les choix des différentes agences, conduisent à différencier les formations-tutorats.

- Au Burkina, on s'oriente nettement vers des formations relais des enseignements universitaires,
- au Cameroun on pratique aussi de cette façon tout en s'efforçant de développer des formations-tutorats avec les professionnels en situation,
- au Bénin, on agit à ce jour exclusivement avec les professionnels,
- à Madagascar, on cherche aussi à recruter des volontaires à l'université.

Ces orientations ne nous paraissent pas contradictoires. Cependant, il est nécessaire de préciser les conditions de poursuite des efforts vers les universités et les écoles.

Les agences Syfia ne doivent pas perdre leur raison d'être : former des journalistes ancrés sur les principes déontologiques et le terrain. Pour cela, elles déploient beaucoup d'efforts, humains et financiers. Dans ce cadre, il paraît nodal de s'assurer que les jeunes étudiants en formation vont bien s'investir au sein des médias.

S'il est difficile d'obtenir sur ce plan des garanties absolues, il convient pourtant de réunir le maximum de chances dans cet objectif. Nous proposons :

- n'accepter de contrat qu'avec des étudiant(e)s de filières journalisme (et non communication).
- Tenter de mettre au point des contrats avec les médias qui accueillent les stagiaires étudiant(e)s, visant à leur faire prendre l'engagement d'embaucher *en priorité* lesdits étudiant(e)s à l'issue de leur formation et dans l'hypothèse d'existence d'un poste vacant. Ces contrats ne peuvent pas valoir promesse d'embauche, mais inciter à une implication plus forte des médias.
- Réfléchir à une formalisation des formations-tutorats dans les cursus de journalisme, visant à les faire prendre en compte officiellement par les autorités universitaires ou les directions de centres de formation. De ce point de vue, même s'il paraît difficile aujourd'hui d'amener les rectorats à participer aux frais, il nous semble important de ne pas en abandonner le principe. Par exemple, à l'image de pratiques existantes dans certaines universités françaises – faculté de droit d'Aix, université de Montpellier 1... – les chefs d'agences pourraient devenir professeurs associés aux facultés de journalisme comme responsables des formations liées à une partie des enseignements du journalisme. A ce titre, ils seraient rémunérés.
- Cette formalisation pourrait se traduire par une valorisation du diplôme obtenu. En retour, l'identification de Syfia comme garantie de qualité doit s'en trouver renforcée.
- Réfléchir à un suivi des étudiant(e)s formé(e)s, en lien avec l'université ou l'école, pour tenter de les aider à une meilleure insertion professionnelle dans le journalisme. (c'est aussi le rôle possible d'un conseil des « anciens »)
- Une des efficacités reconnues des formations-tutorats est la longue durée relative du suivi pédagogique. Veiller à ce que les étudiant(e)s suivant une formation-tutorat le fassent dans le cadre d'un temps minimal, et produisent un nombre suffisant de coproductions.
- Le rôle des tuteurs en entreprise est fondamental – et peut-être sous-estimé. Mettre en place un cursus de préparation des tuteurs en entreprise, afin qu'ils puissent

pleinement jouer leur rôle. Dans l'idéal, il faudrait qu'aucun tuteur ne soit désigné sans avoir suivi cette préparation, qui peut être de courte durée.

- Prévoir des moments formalisés de travail en groupe avec les étudiant(e)s concernés pour réfléchir avec eux au paysage médiatique, aux pratiques et aux contextes économiques au sein des médias. Cette connaissance des réalités doit être un atout leur permettant de mieux résister aux pressions des pratiques dominantes, et de disposer d'arguments convaincants pour jouer positivement leur rôle futur au sein des médias.

8.4 Les cursus de formation

Priorité donnée au journalisme de terrain, c'est une orientation déterminante pour les formations tutorats, qui a valu le succès de la plupart d'entre elles. Aujourd'hui, à l'expérience déjà riche qui en résulte, il semble opportun de préciser des parcours de formation en prévoyant plusieurs niveaux, des passages obligatoires, des choix possibles en fonction de l'expérience de chaque apprenant.

Pas question en effet de supprimer ou de limiter ce qui fait un des points forts des formations-tutorats : leur capacité d'adaptation au niveau de chaque apprenant.

Mais une des demandes des apprenants réside justement dans la possibilité de suivre d'autres parcours. Les chefs d'agences eux-mêmes, dans la plupart des cas, font état de ces désirs de connaître d'autres domaines du journalisme. Parfois, on a mis « la charrue devant les bœufs », en commençant par l'apprentissage de l'enquête et du reportage pour des gens qui n'avaient du compte rendu ou d'autres genres journalistiques qu'une expérience superficielle. Nous proposons donc de formaliser les apprentissages, en recherchant l'adéquation avec les besoins réels des médias.

- Le compte rendu est un genre journalistique dominant en Afrique. Il faut apprendre à le traiter sans céder aux règles déontologiques, de façon ouverte et vivante, correspondant aux attentes des lecteurs ou des auditeurs.
- Les genres journalistiques : au delà des aspects « techniques », assez vite réglés, on peut travailler sur l'adéquation de chaque genre avec le traitement de fond de l'information.
- L'interview peut faire l'objet d'un parcours particulier : on l'étudie souvent lorsqu'on parle du reportage.
- La mise en perspective de l'information devrait être formalisée et plus présente dans tous les cursus. Elle est souvent ignorée, ou peut-être évitée, en raison de la possible charge politique contenue dans toute problématique. Ce qui pose réellement la question de la *forme* du contenu – donc de l'expression journalistique.
- La gestion des débats, en radio, pourrait faire l'objet d'un cursus particulier (idem)
- En radio aussi, la gestion du direct devrait être l'objet d'un travail important. C'est ici que le concept de radio de proximité prend tout son sens, et que les auditeurs intervenant à l'antenne s'approprient réellement leur outil qu'est la radio.
- Même si elle doit être présente dans tous les autres cursus, un parcours destiné à approfondir le traitement de l'information de proximité pourrait être mis en place. (Recherche, approche, mode de traitement, cheminement du particulier au général et vice-versa...)
- D'autres cursus peuvent être envisagés : le traitement de l'information sportive est trop souvent laissé aux seuls *aficionados* du sport, qui ne sont pas toujours ancrés sur des principes déontologiques rigoureux. Le traitement du sport, ce n'est pas seulement

le traitement anecdotique d'un résultat ponctuel, mais un phénomène social qu'il est intéressant d'exprimer pleinement.

- Il convient d'insister en particulier sur la question du traitement des faits divers. Ils sont souvent source d'écarts déontologiques graves, alors qu'ils sont très écoutés et lus.
- Des ONG organisent régulièrement des séminaires théoriques sur des thèmes liés plus ou moins directement à l'actualité. Pourquoi ne pas prendre en charge ces formations en leur donnant tout leur sens par une pratique de terrain. Ainsi pourraient être traités des thèmes comme le traitement de l'information en période électorale, le traitement de l'information économique, judiciaire, etc.

Enfin, sans que cela soit un impératif, la mise en place de « piqûres de rappel » est envisageable, d'assez nombreux apprenants formulant cette demande.

8.5 Les documents pédagogiques

Ils sont trop souvent absent ou mal adaptés. Il est nécessaire de mettre au point des documents qui puissent devenir des références d'une pratique journalistique de qualité. Ancrés sur le savoir faire de Syfia, sur la pratique et la proximité, ils devraient être conçus comme des documents « à tiroirs », pouvant être actualisés et complétés par fiches sans remettre en cause l'ensemble du document.

Conçus de façon ouverte, sans jamais tomber dans l'étroitesse d'une reproduction mécanique de principes venus d'ailleurs, mais au contraire en présentant les choses en restant toujours au plus près des vraies préoccupations des journalistes et des médias, ils devraient avoir l'ambition de devenir l'outil qu'on a envie d'avoir, celui qu'on photocopie... contribuant ainsi à valoriser le savoir faire l'agence Syfia.

Ces documents pourraient être conçus de façon commune aux agences Syfia, quitte à prévoir un emplacement propre à chaque agence et/ou à les adapter autant que de besoin.

Ils pourraient constituer les prémices d'une collection.

8.6 Le suivi pédagogique

D'une façon générale, il nous paraît nécessaire de formaliser de façon plus précise le suivi des stagiaires. Des écarts importants existent d'un pays à l'autre, et d'un stagiaire à l'autre. Pourquoi ? Peut être est-ce justifié ? Encore faut-il le formaliser.

Aussi bien pour les directions de médias concernés, la hiérarchie de l'apprenant, que pour l'apprenant lui-même, il est utile de passer par cette étape.

Pour conserver ce qui est un atout précieux des formations-tutorats : la capacité d'adaptation aux besoins de chaque apprenant, un document de référence mentionnant les différentes étapes de la formation de façon plus détaillée devrait être élaboré pour chacun d'eux. En fonction des besoins, des évolutions pourront bien entendu être introduites, qui seront formalisées également.

Ce document permettra aussi d'avoir un suivi financier plus étayé : le temps passé par les « encadrateurs » est important, mais ne figure pas aujourd'hui dans les bilans. Le matérialiser est un argument important au moment des demandes de subventions ou des conclusions de partenariats.

Dans le même registre, il nous paraît nécessaire de formaliser les bilans pédagogiques de fin de cursus. Ces bilans doivent être faits sous deux formes : un bilan oral, à chaud, permettant de passer en revue toutes les questions soulevées pendant le cursus, et un bilan écrit, à partir de formulaires à élaborer.

Ces bilans ne sauraient être une formalité. Ils sont regroupés, étudiés, et servent aussi de matière au comité pédagogique et à l'établissement du bilan pédagogique annuel.

8.7 Le développement des agences en moyens et ressources humaines

Qu'il s'agisse de formation première avec les étudiants, ou de formation continue (perfectionnement ou « recyclage »), deux questions se posent : celle de l'articulation entre les deux domaines et, plus généralement la question des moyens, notamment en ressources humaines.

8.7.1 L'articulation formation première-perfectionnement

On l'a vu, les agences Syfia n'occupent pas les mêmes positionnements quant à leurs rôles dans le domaine de la formation. Le modèle unique ne saurait constituer une réponse valable selon que l'on s'adresse à des étudiants sans expérience professionnelle ou à des journalistes en activité, plus ou moins aguerris, plus ou moins formés, selon des voies différentes, etc. Pourtant l'un et l'autre domaines s'articulent, à terme, autour d'un même objectif : former des journalistes qualifiés autant que responsables, et contribuer à accroître le niveau qualitatif des médias.

Selon les pays, les contextes, les conceptions frottées aux réalités, les méthodes et les stratégies aussi peuvent différer : par exemple, préférer agir dans un ou plusieurs médias, ou encore miser sur les étudiants en formation pour assurer une relève progressive. On notera que l'un ne saurait remplacer l'autre, et inversement. Peut-être est-ce même dans l'articulation judicieuse entre les différentes tactiques que se trouve la réponse. L'essentiel étant de déterminer le plus clairement possible le cheminement le mieux adapté.

Cette nécessaire autonomie dans les modes d'action étant soulignée, une même question ne s'en pose pas moins à l'ensemble du réseau Syfia engagé dans les formations : celle des moyens.

8.7.2 La nécessaire formation des formateurs

Moyens matériels, bien sûr : locaux, équipements, outils pédagogiques et administratifs, etc.

Moyens humains, en même temps. Il s'agira de répondre aux ambitions en termes de ressources humaines qu'exigent gestion et formation. Avec, en priorité, la nécessité de former des formateurs.

On a vu que l'absence de véritable formation entraîne souvent des carences pédagogiques. Avoir l'expérience d'un métier ne garantit pas forcément de savoir la transmettre. Les plus

« doués » des professionnels gagneraient aussi à quelques stages de remise « en forme » ou en cause... La formation aussi est un métier, qui s'apprend, se perfectionne.

Former les formateurs, ou les perfectionner par exemple dans un domaine particulier, devrait s'inscrire parmi les priorités dans les plans d'action des agences. Démarche qui inclurait, par contre coup, la formation des journalistes-tuteurs précisément sollicités dans les formations-tutorats. Il pourrait s'agir de stages spécifiques, selon des modalités à définir.

8.8 La délivrance d'un diplôme

C'est une demande récurrente. Pourquoi pas ? Mais ce ne doit pas être un diplôme pour lui-même, mais le symbole de formations de grande qualité. Ne le bradons pas ! L'obtenir doit être le résultat de réels progrès, et il ne doit pas être automatiquement délivré.

Cette question nous semble devoir être débattue dans le cadre d'un comité pédagogique, ou dans le cadre de la mise en place d'un centre de référence.

Il ne doit pas être confondu avec la délivrance d'un certificat de présence au stage, qui pourrait être envisagé lui aussi. Mais à condition que cette présence soit effective, et dans ce cadre, la signature d'une feuille de présence pourrait s'avérer nécessaire.

8.9 Un effort de communication

Dans les pays visités, et apparemment également dans les autres, Syfia jouit d'une excellente image, et pourtant les formations-tutorats souffrent d'un déficit paradoxal de notoriété.

Ce déficit touche en particulier des acteurs importants des médias : services de coopération, services culturels, mais aussi certains acteurs institutionnels nationaux.

Il faut en conséquence plus faire connaître la réalité des formations-tutorats. Comment ?

Chaque agence peut trouver la forme la plus adéquate.

Un bulletin édité de façon régulière et valorisant à la fois le travail de Syfia comme agence de presse, ses actions dans le cadre de partenariats, et l'efficacité des formations-tutorats peut être une bonne réponse.

Elle n'est pas contradictoire avec l'envoi d'un journal Web régulier le reprenant.

Mais ce champ est ouvert. Une conférence annuelle sponsorisée par les bailleurs de fonds ?

Le lancement d'un prix Syfia de la meilleure enquête ? Etc.

8.10 Financement des formations-tutorats

L'obligation d'une plus grande autonomie financière des agences Syfia est connue. Si elle ne peut être atteinte simplement dans un contexte économique de très grande précarité des médias, trouver de nouvelles sources de financement est une nécessité urgente.

La constitution du centre de référence pourrait être une des voies de recherche de ces financements.

Elle n'est pas exclusive d'autres : accords bilatéraux ou multilatéraux par exemple avec certains bailleurs de fonds, comme cela se pratique déjà ici ou là. Il nous paraît nécessaire d'engager une démarche urgente pour multiplier ces accords.

Une démarche parallèle doit être entreprise pour que les écoles ou les universités participent aux frais des stages, dans la mesure où ces stages sont inscrits dans les cursus. Mais cette demande, à nos yeux, a peu de chance d'aboutir⁴⁰ si la demande repose sur le stage en entreprise. Il faut donc argumenter en s'appuyant bien sur la partie formation dispensée aux étudiants. (Voir par ailleurs « Suivi pédagogique », plus haut)

A la fois pour des raisons pédagogiques et pour des raisons de rationalisation des financements, il nous paraît utile de réfléchir à des actions plus importantes au sein de certains médias. Ainsi, plutôt que d'effectuer de longs déplacements dans des radios lointaines pour un ou deux apprenants, ne peut-on monter une formation-tutorat plus longue (une semaine ?) mais s'adressant à tout l'équipe de la radio ? Le ratio temps passé / nombre de stagiaires s'en trouverait sans doute amélioré... et la radio en bénéficierait toute entière.

A chaque fois que ce sera possible, le regroupement d'apprenants venant de plusieurs médias pour les moments d'exposés « théoriques » préliminaires sera un gain. Ce qui est déjà le cas par moments, et pour les étudiants issus des universités (Burkina, Cameroun...)

Une radio camerounaise a proposé de produire des efforts pour revendre les magazines radio réalisés dans le cadre des coproductions. Syfia procède sans doute déjà à cette diffusion. Peut-on aller plus loin ?

⁴⁰ En France, l'Université ne paye pas pour les étudiants en stage professionnel, qui par ailleurs ne sont pas toujours indemnisés dans l'entreprise d'accueil.

Annexes

9 Annexe 1.-

Les interrogations de l'OIF

Au cours de la préparation de la mission, nous avons pu rencontrer des responsables de l'Organisation Internationale de la Francophonie, MM Tidiane Dioh et Emmanuel Adjovi, ainsi que Monsieur Jean-Claude Crépeau.

De ces différents entretiens, il ressort une vision contrastée des formations-tutorats, que l'OIF –pour mémoire– finance pour l'essentiel sinon pour la totalité.

Des questions sont posées :

- En quoi le « modèle » Syfia de formation est-il le bon ?
- Le principe de l'alternance est-il le bon ?
- Comment sont bâtis les programmes ? En adéquation avec les professionnels ?
- A-t-on fait tous les efforts pour inciter les médias concernés à participer aux frais de la formation ?
- Comment choisit-on le média qui va bénéficier de cette aide sous forme de formation ?
- Les modules de formation ne peuvent-ils être améliorés et mieux structurés ?
- La durée de la formation est-elle suffisante ? N'est-elle pas trop disparate ?
- Ne faudrait-il pas un « recyclage » deux ans après la formation ?
- A-t-on cherché suffisamment des financements extérieurs (fondations, ONG, ambassades...)
- Les journalistes de Syfia ont-ils la compétence nécessaire pour encadrer ces formations ?
- La communication de Syfia est-elle suffisamment efficace ? Ses activités sont-elles suffisamment connues, notamment pour une bonne diffusion de ses papiers en Europe ?

Ces interrogations ont accompagné les évaluateurs au long de la mission ; leur rapport tente de livrer des réponses et des éléments de décisions.

10 Annexe 2 Réponses aux questionnaires au Bénin

10.1.1 Situation professionnelle avant et après la formation :

En presse écrite, nous avons 2 « journalistes » et un chef de rubrique. L'une des journalistes a créé son magazine dont elle est directrice de la publication, après avoir exercé les fonctions de Rédactrice en chef d'un hebdomadaire.

Un autre journaliste est devenu « reporter »

Le chef de rubrique est aujourd'hui « collaborateur »

En radio

8 se déclaraient « animateurs » et un « animateur / journaliste ». Aujourd'hui, ils sont 6 animateurs et un « animateur / journaliste ».

Le « journaliste / chef des programmes » a conservé son poste sans changement

L'un des animateurs est devenu « Gardien ». (Une non réponse)

10.1.1.1 Niveau d'études

Presse écrite : 3 ont un suivi des études supérieures (Bac + 3 à Bac + 5)

Radio : Etudes supérieures : 1

Terminale avec ou sans bac : 2

BEPC : 4

Ecole élémentaire : 2

Formation professionnelle non précisée : 1

10.1.1.2 Autres stages suivis :

4 stages et plus : 1

2 à 3 stages : 4

1 à 2 stages : 3

Aucun stage : 5

Commentaires : Le niveau le plus élevé est, là encore en presse écrite. La journaliste qui a le niveau d'études supérieures le plus élevé est celle qui a suivi le plus grand nombre de stages de journalisme. En bas de l'échelle, même constat.

Les organismes qui ont organisé ces stages sont (par ordre décroissant) : Fondation F.-Ebert, Union des journalistes de la presse écrite du Bénin, HAAC, ESJ Lille, Stage organisé en Intra, Atlantic FM, Association des radios du Bénin, Banque Mondiale.

10.1.1.3 Connaissance de la formation-tutorat :

La tendance largement majoritaire est à la connaissance de la formation par la hiérarchie. Dans un cas, c'est un ancien stagiaire qui a joué le rôle d'informateur. Dans trois cas, l'agence Proximités est citée comme étant l'informateur.

10.1.1.4 Rémunération

Un seul a continué à percevoir son salaire pendant le stage. Une proportion importante ($\approx 50\%$, tous en radio) ont répondu oui à la question « Etiez-vous rémunéré pendant le stage » en assimilant l'argent qui leur était donné pour leurs frais à un salaire.

10.1.1.5 Attente de la formation-tutorat

- Acquérir des compétences pour améliorer le travail quotidien et/ou plus de facilités dans ce travail 11
- Une évolution de carrière 5
- Apprendre l'investigation 2
- Me faire davantage connaître 2
- Un diplôme ou une attestation 1
- Apprendre à faire un Magazine 1

10.1.1.6 Participation à la définition du contenu de la formation

6 déclarent y avoir participé (3/3 en presse écrite).

6 en formulant des propositions spontanées et 2 en réaction à une proposition de l'agence (réponses multiples)

10.1.1.7 La formation a-t-elle répondu aux attentes ?

Oui à 100 %...

Commentaires : Rigueur, professionnalisme, traitement des données recueillies sur le terrain, préparation des reportages et confrontation aux réalités de ceux-ci ont fait l'unanimité dans la presse écrite, mais sont soulignés aussi par plusieurs stagiaires radio. Ces derniers citent aussi :

La recherche de l'information

L'interview

Le derushage

Le travail sur les magazines

Les enquêtes

Le choix des sujets

Le choix des angles.

Compte tenu d'un niveau général de l'échantillon (instruction, expérience...) très inférieur en radio par rapport à la presse écrite, il n'est pas étonnant de constater que certaines pratiques professionnelles de base sont citées comme une réponse aux attentes exclusivement en radio.

La note moyenne attribuée à la formation est de 3,8 / 5 en presse écrite (La note la plus basse est de 3,5 / 5)

Elle est de 4,7 / 5 en radio (note la plus basse : 4 / 5)

Il n'est pas étonnant de constater que le groupe presse écrite, au niveau d'expérience et d'instruction plus élevé, est plus exigeant. Il ne plébiscite pas la formation-tutorat comme c'est le cas en radio.

10.1.1.8 Déroulement de la formation-tutorat

Le nombre de séances de formation préalable paraît très anarchique : soit on ne se souvient pas (deux non réponses), soit on répond

Une séance	5 réponses
2 séances	1
3 séances	1
5 séances	2
« Plusieurs »	2

Cette imprécision est assortie dans un cas d'une précision : « Une séance + des séances-conseils pour le suivi ». Il semble possible que certaines confusions aient été faites sur la signification du mot « séances » : parfois on y inclurait tous les contacts avec Proximités, parfois seulement les séances théoriques de démarrage.

Reste que deux apprenants seulement déclarent avoir dû annuler une séance pour cause de doublon avec le travail : une fois en presse écrite, une fois en radio.

Le nombre d'articles produits par stagiaire (par ailleurs tous publiés ou diffusés, sauf un magazine radio) est lui aussi très variable.

1 article ⁴¹	2 stagiaires
2 articles	3 stagiaires
4 articles	1 stagiaire
6 articles	1 stagiaire
10 articles	1 stagiaire
12 articles	1 stagiaire
17 articles	1 stagiaire
« Plusieurs »	1 stagiaire
Nsp	2 stagiaires

C'est en radio qu'on a produit le plus en moyenne. (Mais le record de 17 articles se situe en presse écrite)

⁴¹ Par article, on entend ici article pour la presse écrite ou « papier » ou magazine pour la radio

10.1.1.9 Les retours sur le travail réalisé

Sur les 13 questionnaires, deux seulement déclarent ne pas avoir eu de retour, ni des confrères, ni de la hiérarchie, ni des auditeurs.

Les retours des confrères : Tous positifs : (3 retours / 3 stagiaires en presse écrite, 9 sur 10 en radio)

- « Mes collègues étaient contents d'avoir lu ces articles et ont trouvé que les sujets étaient bien traités, bien écrits et intéressants. Ils ont aussi trouvé que je n'ai pas perdu de temps en faisant cette formation » (presse écrite)
- « Papier considéré comme excellent, de bonne facture » (presse écrite)
- « Articles qui m'ont permis d'être qualifié de professionnel accompli désormais dans la corporation » (presse écrite)
- « Les confrères ont apprécié le travail : certains ont été jusqu'à dire qu'ils croyaient capter une grande chaîne » (radio)
- « J'ai eu satisfaction à entendre les conseils de mes confrères après diffusion » (radio)
- « Très bonnes appréciation, sauf pour la qualité technique de nos articles » (radio)
- « Des félicitations » « des félicitations et des conseils pour la suite » (radio)

Les retours de la hiérarchie : Positifs aussi. (3 retours sur 3 stagiaires en presse écrite, 7 sur 10 stagiaires en radio)

- « Mon directeur de publication s'est réjoui de savoir que mes connaissances et mon style s'étaient nettement améliorés »
- « Fier de voir un de ses collaborateurs évoluer »
- « Je suis maintenant considéré comme un spécialiste des enquêtes »
- « Des félicitations et une demande d'amélioration de la qualité du son »
- « Des encouragements »
- « Très satisfait du sérieux »
- « La formation lui a permis de revoir et étoffer la grille des programmes, ce qui nous a permis de mettre en pratique les connaissances acquises ».

Les retours des lecteurs et auditeurs : C'est tout bon... (2 retours sur 3 stagiaires en presse écrite, 6 sur 10 en radio)

- « J'ai rencontré une fois un lecteur qui avait apprécié mon article sur les entreprises publicitaires. C'était un directeur d'agence de communication »
- « Les articles sur l'éducation ont suscité des réactions agréables de la part des autorités de l'enseignement »
- « Les auditeurs sont surpris : beaucoup ne savaient pas que plusieurs personnes pouvaient donner leur avis sur la même question sans qu'il y ait conflit »...
- « Satisfaction totale des auditeurs : c'est une première... malgré un son mauvais »
- « Des encouragements à continuer »
- « Des auditeurs ont beaucoup apprécié et manifesté le désir de les réécouter »

Commentaires : L'ensemble de ces retours est très positif. Il faut ici faire la part entre la légitime fierté d'avoir appris quelque chose et de le montrer et la réalité des félicitations. Pourtant, dans de nombreuses formations, les retours ne sont pas aussi nombreux, ni aussi nettement encourageants. Nous pouvons donc considérer qu'ils recouvrent une satisfaction bien réelle.

10.1.1.10 Comment les apprenants jugent-ils eux-mêmes le travail accompli ?

Sauf dans un cas, où l'apprenant a vu son magazine radio non diffusé sans qu'il lui soit apparemment donnée d'explication, les stagiaires ont tous le sentiment d'avoir progressé.

Les domaines dont ils sont le plus satisfaits :

- Améliorations des connaissances
- « J'ai appris à mettre + de sérieux dans la rédaction, à faire de l'investigation et à prendre le temps de me rapprocher des sources. Mes insuffisances résidaient dans le fait qu'à cause du manque de temps, c'était beaucoup plus facile de rédiger des comptes-rendus ou de réaliser des interviews que de faire des investigations... »
- « J'ai progressé énormément dans la conduite de l'enquête, notamment sur le terrain de sa rédaction »
- « J'ai désormais une vision plus claire sur interview, portrait, reportage »
- « J'ai progressé et analysé mes insuffisances »
- « La formation-tutorat a changé beaucoup de choses en moi sur le plan professionnel et organisationnel ».
- « Cela m'a permis de bien formuler des sujets de recherche, de débats... »
- « Mes secondes réalisations ont révélé une évolution : j'ai progressé »

Nous avons « gommé » ici les appréciations les plus dithyrambiques, et n'avons conservé que les plus équilibrées.

La formation-tutorat est jugée plus efficace que les autres formations suivies par 7 apprenants sur 13 (également efficace par 2 sur 13). Elle est également jugée plus concrète par 7 apprenants (2 la jugent également concrète).

Les justifications de ces jugements sont significatifs de la satisfaction déjà soulignée :

- Beaucoup de présence sur le terrain
- Suivi du formateur en cours de travail
- Aspects très « pratique de terrain », très concret.
- Apport d'une ouverture d'esprit nouvelle, et d'une appréhension nouvelle des faits sociaux
- « Cela répond à nos besoins quotidiens dans nos fonctions »

Les rapports avec le formateur sont jugées confraternelles dans la majorité des cas (3 / 13 la jugent être « de formateur à apprenant »).

La « rigueur » du formateur est soulignée comme une qualité.

Qualité de l'ambiance (« conviviale ») et sérieux sont salués, ainsi que l'atmosphère de liberté qui régnait dans les séances.

Cependant, un stagiaire relève une « atmosphère de tension et de stress perpétuelle », malgré « un courant qui passait bien avec le formateur ». Ce stagiaire faisait partie d'un groupe qui semble avoir vu beaucoup d'abandons. Nous en parlons un peu plus loin.

L'évaluation en fin de formation-tutorat est relativement aléatoire.

7 seulement sur les 13 journalistes affirment avoir procédé à une évaluation formalisée avec leur employeur, sous différentes formes : réunion particulière à l'issue de la formation, séance d'évaluation formalisée, ou encore de façon plus informelle, « en discutant d'un magazine

réalisé ». 3 apprenants formalisent la non évaluation en déclarant « ignorer pourquoi il n'y en avait pas eu », ou « ne pas en avoir perçu l'opportunité ». (3 non réponses)

Avec le tuteur, il en est de même : Pas de réelle formalisation. 6 apprenants sur 13 déclarent que l'évaluation a été faite. Dans la forme, cela s'est passé « au cours d'une séance de travail », ou « à l'issue d'une réunion, les articles étant regroupés dans un document ».

10.1.1.11 Les apprenants formulent des suggestions pédagogiques

En presse écrite : deux sur trois en formulent. Les deux insistent sur la nécessité de dégager du temps pour la formation, pour pouvoir mieux se consacrer à la rédaction des articles et mieux suivre la formation. L'un insiste aussi sur la nécessité d'améliorer les conditions financières.

En radio : 4 sur 10 formulent des suggestions. Trois insistent sur la nécessité d'une prolongation de la formation-tutorat. Le quatrième, dont le magazine radio n'a pas été diffusé, a le sentiment de n'avoir pas eu de retour : « J'aurais souhaité que pour les prochaines fois, on me dise pour quelles raisons ma production n'a pas été bonne à diffuser ».

10.1.1.12 Analyse du sentiment de progression des apprenants par thème

Nous avons regroupé dans le tableau ci-dessous les résultats bruts aux questionnaires remplis par 13 apprenants. Il s'agit de la question 23 : Dans quel secteur de votre travail pensez-vous avoir progressé ?

Quels enseignements bruts peut-on en tirer ?

Ces réponses proposent une appréciation générale que l'on pourrait qualifier de « moyen + ».

46 réponses sur 111 se situent dans la catégorie « Bonne », c'est à dire dans un registre moyen. (41,4 %)

23 réponses sur 111 se situent dans la catégorie « Très bonne » (20,7 %)

16 réponses se situent dans la catégorie « Excellente » (14,4 %)

Corrélativement, une seule réponse se situe dans la catégorie « aucune progression », et 24 dans la catégorie « Passable » (21,6 %)

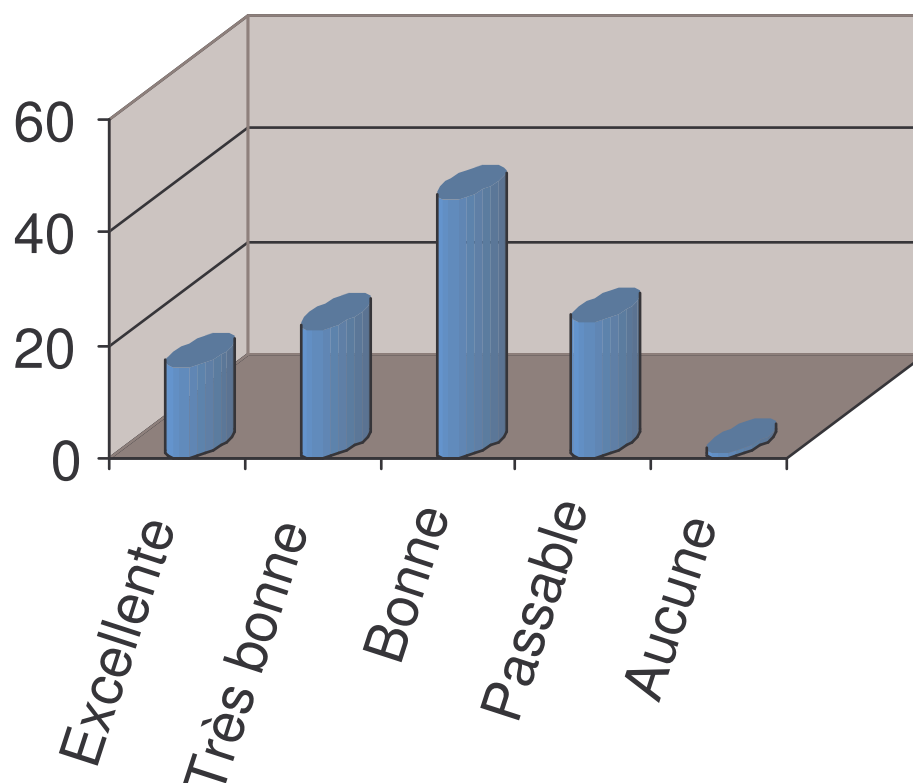
Dans quels secteurs de votre travail pensez-vous avoir progressé :

Importance de votre progression					
	Excellente	Très bonne	Bonne	Passable	Aucune
Recherche d'information	xx	xxx	xxx	xx	
Choix d'un angle	xxx	xxx	xxx	xx	
Construction des sujets	x	xx	xxxxx	xxx	
Ecriture informative		x	xxxx	xxx	
Rapidité de travail	xx		xxxx	xxxx	
Attitude au micro	x	x xx	xx	x	
Réalisation d'interview	x	xxxx	xxxxxx		
Réalisation d'enquêtes	xx	xx	xxxx	xx	
Mise en perspective de l'information	x		xx	xx	x
Principes déontologiques	x	xxx	xxxx	x	
Capacité à vérifier et recouper les sources	x		xxxxxx	x	
Capacité à proposer des sujets	x	xx	xxx	xxxx	

Certaines cases n'ont pas été remplies (attitude au micro pour les journalistes de presse écrite...), un questionnaire était entièrement vierge.

L'échantillon était donc de 13 apprenants sur 25 au total.

Interprétation des réponses à la question : « Dans quel secteur de travail pensez vous avoir progressé : (réponses tous secteurs confondus) »



Nous constatons que les réponses apportées sont loin d'être dithyrambiques. Les apprenants posent un regard ouvert et mesuré sur leur progression.

Il est intéressant par exemple de voir que sur des thèmes qui sont au cœur des principes avancés par Syfia, les appréciations portées par les stagiaires sont mesurées : c'est le cas notamment dans les domaines :

- Principes déontologiques (9 réponses seulement, dont 4 « bonne progression », un « passable », et quatre « très bonne à excellente »)
- Capacité à vérifier et recouper les sources : 8 réponses seulement, dont 6 « Bonne », 1 « Passable », et 1 « Excellente ».
- Les appréciations les meilleures se situent dans des domaines plus « techniques » : Choix d'un angle, Réalisation d'une interview ; Attitude au micro.
- Les appréciations les plus nuancées se situent dans des domaines plus fondamentaux : capacité à proposer des sujets, Construction des sujets, Mise en perspective de l'information...

Il serait toutefois hasardeux d'interpréter trop hâtivement ces données brutes. Il n'est en effet pas étonnant de constater que les appréciations sont mesurées dans des domaines fondamentaux. Cela peut signifier aussi que les apprenants ont pris conscience de l'importance des questions de fond, et qu'ils ont constaté que leur intégration ne se fait pas aussi simplement ni aussi rapidement que certaines données plus « techniques ».

10.1.1.13 Adaptation de la formation-tutorat aux besoins des apprenants

Presse écrite : unanimité pour le oui. Le suivi du travail par Proximités est jugé efficace, et les sujets n'étaient pas imposés, et en fonction des difficultés rencontrées, « le formateur aidait individuellement et donnait des pistes de résolution ».

Radio : quasi-unanimité : (un seule non-réponse).

Les explications données confirment ce que nous avons vu par ailleurs : la formation de terrain est là encore plébiscitée. L'adaptation aux besoins individuels aussi : « Je travaillais approximativement. L'imitation dominait dans tout ce que je faisais. Cette formation m'a permis de connaître quelques principes journalistiques et je ne navigue plus autant à vue ». Ou encore : « C'est adapté à nos besoins : la preuve, après la formation, nous réalisons des enquêtes, des reportages... en notre sein ».

10.1.1.14 Évolution du regard des autres sur le travail des apprenants

Unanimité en presse écrite : la formation a fait évoluer le regard sur le travail des apprenants de leurs confrères, de leur hiérarchie, et des lecteurs.

- « Mes confrères appréciaient mes écrits »
- « Depuis que j'ai commencé à coproduire des articles avec Syfia Bénin, mes confrères me sollicitent pour les aider, surtout dans leurs travaux d'enquêtes ».
- « Après lecture du papier, certains confrères m'ont simplement dit qu'il était bon ».
- « Ma hiérarchie a été surprise de mes progrès ».

Quasi unanimité en radio : 9 sur 10 considèrent aussi que le regard des confrères, de la hiérarchie et des auditeurs a changé (une seule non-réponse).

Si certains l'affirment sans le montrer, d'autres donnent des exemple précis en appui à leur sentiment :

- « Après la diffusion des productions de mes confrères, des auditeurs se sont approchés de moi pour apprécier comment le sujet a été abordé »
- « Beaucoup de choses ont changé : il faut vous dire que les auditeurs ont beaucoup apprécié les magazines »
- « De nombreux auditeurs, depuis la fin des formations, en réclament, parce que la périodicité n'est plus la même »
- « Je suis très ému lorsque je reçois le feed-back des auditeurs et leurs félicitations ; celui des confrères, parfois par téléphone, et celui de la hiérarchie par des encouragements devant mes collègues ».

10.1.1.15 Les moyens étaient-ils suffisants ?

En presse écrite comme en radio, on juge les moyens insuffisants. C'était sensible lorsqu'il fallait téléphoner ou se déplacer plusieurs fois de suite pour vérifier une information. Manque

de moyens financiers (« le téléphone engloutit tout »), mais aussi de moyens matériels (enregistreurs, appareils photos...). Certains évoquent aussi le montage radio sur cassette (« c'est harassant, et le son n'est pas bon »). Les dépenses occasionnées par les déplacements sur le terrain « dépassent largement ce qu'on touchait ».

En radio, mentionnons toutefois une non réponse, et trois réponses positives : oui, les moyens étaient suffisants pour eux. Cette appréciation est cependant relativisée par ce commentaire qui fait suite à une de ces réponses : « Il y a la volonté, mais le temps et les moyens de circulation, non... ».

Dans les suggestions d'améliorations possibles, la question du montant des sommes allouées pour les frais est souvent évoquée : elle prend une véritable importance.

10.1.1.16 Permanence des acquis de la formation

En presse écrite comme en radio, unanimité pour souligner la permanence des acquis. Oui, ils servent encore aujourd'hui. Certains –essentiellement en presse écrite– déclinent la réponse :

- « Choix de l'angle, rigueur dans le travail, véracité des sources, investigation... »
- « Je suis maintenant considéré comme un vrai professionnel »
- « Oui, je mets en pratique sur le terrain les notions reçues »

En radio, l'affirmation est aussi nette, mais plus laconique. Comme pour nous rappeler que la réponse à cette question n'est pas toujours pertinente lorsque ce sont les intéressés qui la formulent directement...

10.1.1.17 L'évolution des salaires des stagiaires après la formation

Inexistante en général, sauf un cas d'évolution importante en presse écrite (consécutif à un changement important de statut), un cas d'évolution de 15 % en plus (mais l'intéressé semble avoir quitté la fonction de journaliste pour une fonction de responsable marketing) et un cas en radio, pour lequel le salaire a suivi l'évolution du Smig béninois. Sinon, pas de changement dans les rémunérations.

10.1.1.18 Les suggestions d'améliorations formulées

Elles transparaissent à travers certaines réponses reprises plus haut : les questions liées au remboursement des frais sont les plus citées, de très loin.

Il faut ici citer un des apprenants, qui suggère que les rémunérations soient calculées en fonction de la réalité des dépenses.

Apparaît aussi fréquemment la demande de remise d'un certificat de formation, à laquelle plusieurs attachent une assez grande importance.

La question du dégagement pour les apprenants des charges habituelles de la rédaction est également évoquée.

Mais d'autres suggestions aussi, d'ordre pédagogique :

- Proposer les formations directement aux journalistes
- Avoir plus de temps
- Améliorer la pédagogie des « encadrateurs »

- Accroître la durée de la formation. Un autre suggère que la durée est bonne mais qu'il faudrait réduire le « temps mort » entre deux « partenariats » (il faut entendre ici : séances avec le formateur)
- D'autres suggèrent aussi que cette forme de formation-tutorat soit étendue à d'autres thèmes professionnels (genres journalistiques, comptes rendus...)

Regard porté par deux directeurs de radio (réponses au questionnaire)

10.1.2 Réponses aux questionnaires cadres.

Ces questionnaires n'ont été remplis que par deux cadres dirigeants, tous les deux en radio.

Ayant eu connaissance des formations-tutorats soit directement par Proximités, soit par le PACOM⁴², Ils en attendaient évidemment une meilleure capacité à produire des émissions magazines, à conduire des débats ou à réaliser des enquêtes. L'un a désigné les participants, l'autre a reçu sa candidature spontanée. Ils sont tous les deux satisfaits de la formation, qu'ils notent 4/5 et 5/5.

Ils jugent que la durée est bonne, et que les stagiaires ont progressé de façon importante : recherche d'informations, choix des sujets, rédaction des commentaires.

Ils soulignent tous les deux qu'ils ont eu des retours positifs des auditeurs ; beaucoup ont demandé la rediffusion des magazines, et des coups de fils directs d'auditeurs leurs sont parvenus.

Ils jugent eux-mêmes que les formateurs ont accompli un travail de qualité, et l'un affirme que « les journalistes qui ont suivi la formation font notre fierté ».

Cette formation est plus efficace et plus concrète que les formations classiques, jugées trop généralistes. Celle ci prend en particulier en compte les besoins réels de la station.

Pédagogie adaptée, relations avec le formateur de qualité, la formation « a permis à mes animateurs de réaliser des magazines qui ont épaté le public. Elle a fait sans aucun doute évoluer le regard des confrères, d'eux-mêmes et des auditeurs sur leur travail :

- « Les journalistes eux-mêmes veulent participer aux concours annuels... »
- « Les auditeurs se disent maintenant : les hommes de la radio sont là, et si nous faisons mal, ils vont le dénoncer dans leurs magazines »
- « Les collègues des stagiaires se sont rapprochés de moi et expriment leur désir de suivre un stage »

⁴² Programme d'appui à la communication

10.1.2.1 Permanence des acquis et évolutions statutaires

Autre point positif : les journalistes continuent selon leur hiérarchie à utiliser les acquis de la formation : certains veulent se consacrer uniquement aux magazines. Les commanditaires de la campagne contre la traite et le travail des enfants ont très apprécié le travail réalisé récemment.

Les directions affirment aussi que le statut des journalistes formés a évolué : deux sont devenus « conseillers à la production ». L'un devrait devenir chef des programmes. Dans l'autre radio, l'un est devenu « responsable à la production des magazines », l'autre « Responsable à l'animation des débats et à la recherche informative ».

10.1.2.2 Suggestions d'amélioration

Ils souhaitent tous les deux que la formation-tutorat continue, et qu'elle concerne un plus grand nombre de médias, « afin d'accroître le professionnalisme dans notre pays ».

Ces formations devraient durer plus longtemps, et le nombre de sujets traités devrait augmenter.

Enfin, ils souhaitent que ces formations se diversifient, pour aborder tous les thèmes du journalisme, de l'animation, et de l'usage des techniques.

11 Annexe 3. Burkina Faso.

11.1 Les choix de Souleymane Ouattara : compte rendu d'entretiens

- **Apport réel en appui-conseil apporté par les médias d'accueil ?**

– Définition des sujets avec les stagiaires, organisation de leurs déplacements, accompagnement par un photographe et suivi de leur travail. En fait, ils étaient dans les mêmes conditions que les autres journalistes. Et les rédactions étaient bien contentes de pouvoir s'appuyer sur les stagiaires pour traiter des sujets que la course après l'actu les empêchait de traiter.

Commentaire : Cela semble relever de l'intérêt partagé et réciproque. Mais : si l'objectif *in fine* est aussi, par les pratiques de formation-tutorat, d'amener les rédactions à changer leurs propres pratiques et d'améliorer ainsi leurs contenus, cet objectif n'est-il pas ainsi passé à la trappe ? En effet, ne serait-ce pas plutôt que les rédactions, en s'appuyant sur les stagiaires, se croiraient dispensées de traiter de sujets autres qu'institutionnels ? Ce qu'il faudrait évaluer, à terme, c'est dans quelle mesure l'incursion des étudiants a influé sur le cours des pratiques journalistiques routinières... Selon ce qu'on peut craindre – à savoir qu'il n'y aurait pas ou peu d'interaction positive – ne faudrait-il pas reconsidérer ce point de méthode autant que de stratégie ?

- **Qu'en est-t-il du « manuel de l'expérience » prévu dans l'accord avec les rédactions ?**

– Cela ne constitue pas une obligation contractuelle. C'est une proposition de Jade BF qui n'a pas pu être concrétisée.

- **Les papiers publiés, sont-ils rétribués, ou défrayés ? Et/ou est-il envisageable qu'ils le soient à terme ?**

– Non rétribués. Jade comme les autres agences du réseau dispose d'un fonds pour assurer en partie les déplacements des reporters en plus des moyens des journaux d'accueil et d'une pige de 30 000 Fcfa..

- **Comment pourrait-on faire évoluer les “termes de l'échange” vers plus de réciprocité entre les partenaires ?**

– On n'est pas dans une logique de gagnant-gagnant, mais dans une logique de l'offre. Cela est dû au fait que c'est Syfia qui, partant de notre analyse de la situation, a estimé qu'il y avait un besoin pour les journaux d'améliorer leur contenu. A présent, au Burkina, on est dans une configuration avec 3 acteurs (Jade BF, l'université, les journaux) qui doivent discuter de ce genre de détail de façon claire pour envisager d'autonomiser l'activité ou à tout le moins de lui assurer une réelle légitimité. Que les 3 soient porteurs du projet et que l'opérateur Jade soit comptable auprès des deux autres et des bailleurs de fonds.

• **L’histoire** de Jade, et de Syfia lie davantage, au monde rural où les nécessités sont sans doute plus vitales et les engagements plus palpables. Cela amène à soutenir plus volontiers les radios rurales que celles de Ouagadougou...

– Oui. Il y a l’histoire de Syfia et il y a aussi le projet de recherche « Action en communication pour la gestion des ressources naturelles » qui avait un volet radio important. Ce projet, financé par le CRDI canadien a été conduit pendant deux, trois ans, à partir de 2000. Il nous a permis d’expérimenter certaines approches, ce qui nous a confortés dans l’importance du rôle de la radio comme outil de changement en milieu rural. Cette connaissance de l’intérieur nous a aussi permis de connaître les limites de ces radios : faible niveau du personnel, mainmise des animateurs et donc marginalisation de la communauté, équipements désuets, pauvreté des programmes, etc.

Les radios de Ouagadougou, radios de ville, et même de capitale, seraient moins enclines à traiter de l’info de terrain ; ce qui appellerait à une formation *in situ* moins nécessaire ?

– Nous n’avons pas jugé suffisamment important d’aller vers ces radios pour mieux les connaître. Cette approche a manqué à cause des raisons liées au point précédent. Il y a aussi à faire avec les radios des villes qui sont en situation de concurrence, qui veulent améliorer leurs programmes. En d’autres termes, il y a nécessité de mieux connaître ces radios (car même sur Ouaga, elles sont d’une incroyable diversité), d’identifier leurs problèmes et de voir quoi proposer.

Éventuelle perspective de développement dans le domaine de la formation : t’adjoindre, des **collaborateurs** ? (Ce qui pose la question des **formations de formateur**)

– Il faut faire l’état des lieux, convenir des objectifs et des moyens à mettre en oeuvre. La formation des formateurs pour étoffer l’équipe d’intervenants, le recours à des spécialistes étrangers, tout cela peut être examiné à cette occasion. Il ne faut pas oublier que ces radios collaborent aussi avec d’autres radios (RFI, BBC, VOA, ...) Comment on s’insère dans tout ça et quelle offre faisons nous? Quelle pourrait être notre valeur ajoutée ? La proximité, l’expérience ?

Dans quelle mesure **l’Université de Ouaga pourrait s’engager plus avant** dans votre partenariat, y compris financièrement?

– Le protocole avec l’université est sur le même modèle que les autres. L’engagement financier de l’Université, vu son statut, me semble difficile à envisager. Je verrai plutôt un engagement basé sur l’intérêt pour pouvoir

monter ensemble des dossiers pour obtenir des financements. Par contre, je verrais une ouverture de la formation à d'autres étudiants qui eux paieraient pour ça. Par exemple, les étudiants des nombreuses écoles privées de la place et même d'autres pays comme le Niger et le Mali pourraient faire des stages intensifs payants sur place. Ça peut paraître un rêve, mais je le trouve réalisable.

Comment résoudre le hiatus (voire les contradictions) risquant de se produire entre vos enseignements et les pratiques dans les médias ? Cela dans la mesure où les cadres des médias n'ont pas forcément été formés selon des critères professionnels bien établis, ou qui seraient en inadéquation avec les exigences de Syfia...

– Le cas de cette année avec *Carrefour africain* est exceptionnel [Ndlr : C'est évoqué par ailleurs : des articles de stagiaires ont été modifiés, titrés et publiés sans concertation avec les auteurs, en rupture avec l'exigence pédagogique.] Habituellement, on n'est pas confronté à ce problème, car le travail se fait vraiment en tandem. Dans tous les cas, le temps de la formation ne peut être calé sur celui de la production. Il nous faudra l'expliquer aux journaux et mettre en place un système qui évite le couac de cette année.

De notre côté aussi, il faut dire que le temps de préparation et d'enseignements des fondamentaux a été long à cause du niveau des jeunes. Sans doute faut-il privilégier tout de suite la production et insérer au fur et à mesure la connaissance de notions essentielles. Tirant leçon de l'expérience avec *Carrefour Africain*, il faudrait privilégier, comme nous l'avons fait par le passé, la production de papiers et lors des corrections collectives par les pairs, lister les principaux problèmes et en faire des sujets de discussion pour mieux comprendre certaines notions de base.

• Jade-Syfia doit-elle intervenir davantage dans le cursus, par exemple dès la 3e année ? Ce qui justifierait un contrat élargi.

– Tout à fait. J'ai discuté de cela avec les étudiants et après analyse, il nous est apparu que la fin de la troisième année convenait le mieux pour insérer un programme de ce type d'une durée de 3 mois.

• Mais à quelles conditions liant les partenaires, en particulier sur le plan financier ?

– C'est vrai que sur les aspects financiers, je reste court. Mais l'idée qui sous-tend tout cela c'est de contribuer à mettre sur le marché des journalistes professionnels, ce que les séminaires et autres ne parviennent pas à faire.

• Comment envisager une implication plus directe de l'université ?

– Implication financière ? C'est douteux. Autrement, si tu fais allusion au fait que le projet doit être porté par l'Université, les journaux et Jade, je suis partisan de cette idée. C'est cela la légitimité qui me tient beaucoup à coeur. Il s'agirait de démontrer aux bailleurs que ce "placement" serait plus "productif" que d'autres.

- En optant pour la formation première, tu renonces à la **formation continue**. Du moins en grande partie, auprès des quotidiens notamment. Veux-tu reformuler tes raisons essentielles à ce sujet ? Penses-tu pouvoir agir plutôt par **délégation**, en quelque sorte, via l’envoi de tes stagiaires et la publication de papiers de qualité pouvant faire école

– Après analyse de la situation, je me suis mis sur un créneau qui correspondait à un besoin, à savoir celui d’étudiants désireux de se familiariser avec le métier de façon professionnelle et non d’aller dans les rédactions pour ne pas être vraiment suivis, tomber dans les mêmes erreurs que leurs devanciers et avoir l’illusion de connaître le métier tout simplement parce qu’ils seraient passés par une rédaction.

Dans les rédactions aussi les questions d’éthique passent à la trappe. Les jeunes voient des factures de reportage passer sous leurs yeux et avant même d’avoir pris leur plume, ils en connaissent un bout sur les “bonnes pratiques”. Je me suis dit, c’est quand la personne a l’esprit neuf qu’il faut semer la graine. L’esprit peut être pollué après, mais ça c’est un choix. Or actuellement, ils n’ont qu’un seul modèle surtout que l’université est peu qualifiée pour parler de ces choses. Il y a l’envoi de bons papiers, mais je pense que le premier “matériau” c’est un journaliste nouveau. Rien ne dit qu’il parviendra à imposer son modèle, mais au moins une chose est sûre : procéder ainsi permet de disposer d’une pépinière de journalistes capables de faire la part des choses.

11.2 La perception des formations-tutorats des journalistes au Burkina Faso. Réponses aux questionnaires.

Dix-neuf questionnaires ont été remplis : 9 par des étudiants du département Communication et journalisme de l'université de Ouagadougou ; 4 de Radio Poura ; 6 de Radio Goulou. Pas de questionnaires en provenance de médias écrits.

Sur les 9 étudiants, 3 filles, 6 garçons. Moyenne d'âge, 25 ans.

Radio Poura : 4 animateurs dont le chef de programme, hommes, moyenne d'âge, 40 ans.

Radio Goulou : 5 animateurs, 1 animatrice ; moyenne d'âge, 30 ans.

Tous ont suivi une formation-tutorat avec Jade-Syfia. Mais la différence des « populations » et des conditions des formations nous conduisent à **séparer les réponses entre celles émanant de la radio et celles des étudiants.**

11.2.1 Réponses des apprenants « radios »

11.2.1.1 Niveau d'études

Études supérieures : 1

Terminale avec ou sans bac : 2

BEPC : 3

École élémentaire : 4

11.2.1.2 Autres stages suivis :

4 stages et plus : 1

2 à 3 stages : 2

1 à 2 stages : 3

Aucun stage : 4

Commentaire : Rares (6 bénéficiaires sur 10), plus ou moins lointains, les stages ne sauraient suffire à compenser la faiblesse générale du niveau d'études.

Cités comme organisateurs de stages :

Unicef 3

Radio scolaire MEBA 1

REJIJ (info juridique) 1

URTNA-Cierro 2

RLD, Réseau de lutte contre la drogue 1

OIF, montage numérique 2

Université (sur l'environnement) 1

(réponses multiples)

11.2.1.3 Connaissance de la formation-tutorat :

9 : par la hiérarchie.

1 : l'agence Jade citée comme étant l'informateur.

Commentaire : L'initiative de l'agence vers tel ou tel média est évidemment déterminante pour la sensibilisation des intéressés et la tenue des stages.

11.2.1.4 Rémunération

Les réponses à cette question – « Étiez-vous rémunéré pendant le stage ? » – sont peu claires ; la compensation donnée pour les frais semblant assimilée à un salaire.

3 ont répondu « oui par Jade »

4 Non

3 pas de réponse

Commentaire : Pour la clarté des contrats et des situations, ce point appellerait sans doute à une définition et à une information des intéressés plus rigoureuses.

11.2.1.5 Attente de la formation-tutorat

- Acquérir des compétences pour améliorer le travail quotidien et/ou plus de facilités dans ce travail 10
 - Une évolution de carrière 2
 - Apprendre l'investigation 2
 - Me faire davantage connaître 2
 - Un diplôme ou une attestation 1
 - Apprendre à faire un magazine 1
- (réponses multiples)

11.2.1.6 Participation à la définition du contenu de la formation

9 déclarent y avoir participé.

5 en formulant des propositions spontanées

1 non

et 3 en réaction à une proposition de l'agence (réponses multiples)

Commentaire : Démarche évidemment déterminante : partir de l'expression des besoins et des attentes et faire adhérer les participants au programme qu'ils définissent, au moins en partie. D'où le fort taux de satisfaction exprimé ci-dessous.

11.2.1.7 La formation a-t-elle répondu aux attentes ?

7 oui à 100 %...

1 non : « Il aurait fallu au moins une semaine pour une parfaite compréhension du contenu »

2 non-réponses

Raisons de satisfaction :

- « production de magazines
- « élaboration des questionnaires d'interview
- « travail sur le montage, les *jingles*
- « permis de réaliser des émissions que je ne croyais pas pouvoir faire
- « réaliser un magazine, une interview, mener une bonne conduite d'animation
- « construction d'un canevas d'entretien ; réalisation pratique d'une émission »

Commentaire : Le fait de passer d'une pratique plutôt empirique, voire bricolée, à un certain professionnalisme apporte une grande satisfaction et, surtout, ouvre des perspectives et un désir de mieux faire – encouragé par les diverses réactions liées aux émissions produites.

La note moyenne attribuée à la formation est de 4/5. Deux 5. Cinq 4. Deux 3. (Une non réponse).

Commentaire : La formation n'est pas plébiscitée, ce qui est bon signe : « On peut faire mieux » exprime un désir de poursuivre dans la direction.

11.2.1.8 Déroulement de la formation-tutorat

Le nombre de séances par apprenant

Une séance	5 réponses
2 séances	4
3 séances	6
5 séances	2
« Plusieurs »	2

3 : « dégagé du service »

7 : non dégagé

Commentaire : La moyenne est de 2 séances de 6 heures par apprenant. C'est déjà bien, mais certes insuffisant compte tenu des niveaux et des besoins.
 – Le fait que seulement 3 sur 10 aient été « dégagés du service » appelle sans doute une clarification tant du prestataire que des directions des radios. Il est sans doute impossible pour de si petites structures de détacher entièrement une partie de ses effectifs pour la formation. Il n'en est pas moins souhaitable, par principe et recherche d'efficacité, de bien préciser le statut des apprenants dans le rapport formation/production. « Stage pratique » ne signifie pas forcément « stage de production ».

Le nombre d'articles produits par stagiaire (par ailleurs tous publiés ou diffusés, sauf un magazine radio) est lui aussi très variable.

0 émission réalisée	3 stagiaires
1 émission réalisée	2 stagiaires
2 émissions réalisées	3 stagiaires
3 émissions diffusées	1 stagiaire
4 émissions diffusées	2 stagiaires

5 émissions diffusées 1 stagiaire
6 émissions diffusées 1 stagiaire
9 émissions diffusées (3 par langue) 1 stagiaire

Commentaire : Même remarque que ci-dessus. Le critère de diffusion n'est pas forcément significatif des acquis des apprenants. C'est d'ailleurs le cas s'agissant au moins de l'un d'eux, qui exprime sa satisfaction d'avoir accompli de grands progrès alors qu'il n'a pas produit d'émission.

11.2.1.9 Les retours sur le travail réalisé

Les retours des confrères :

- 2 demandes de rediffusion
- 2 « j'ai été félicité »
- 1 « des reproches sur le mixage »
- « Mes confrères ont bien apprécié. Cependant, comme c'était la 1^{re} fois que je faisais un montage (analogique), j'ai commis des erreurs qu'ils ont relevées, alors j'ai repris le montage, c'était bien et ils ont apprécié »

Commentaire : L'exercice collectif de l'esprit critique est une valeur à développer : il permet des évolutions et pose les bases d'un esprit d'autoformation, nécessaire au prolongement de la formation extérieure, donc à plus d'autonomie.

Les retours de la hiérarchie :

- « Meilleure qualité des productions ; bonne analyse des thèmes traités »
- « Il a apprécié le montage »
- « Mon patron était heureux de voir que j'aie pu réaliser de tels reportages »
- « Je suis fier des résultats de réaliser une émission bien écoutée ; car avant je souffrais, j'étais très critiqué ».
- « Appréciations positives du chef de programme, qui a aussi apprécié ma disponibilité »
- « Félicitations sur le montage »

Les retours des lecteurs et auditeurs :

- « Pertinence des thèmes et bon choix des personnes ressources, bonnes émissions répondant aux questions des auditeurs »
- « Ça change le comportement des personnes concernées par les émissions »
- « Demandes de rediffusion »
- « Plusieurs auditeurs sont allées à la préfecture pour établir des actes de naissance ; le vol de bétail a un peu diminué dans la province »
- « Les thèmes abordés ont attiré leur attention ; ils ont trouvé très bien les bruitages et le mixage, parfait... »

- « Beaucoup d'auditeurs ont téléphoné pour nous féliciter »
- « L'eau, source de maladie, le mariage précoce, l'éducation sexuelle des jeunes filles : sujets fort appréciés »

Commentaire : Bon signes, certes, mais pas d'emballement ! L'importance des sujets traités par rapport à la vie quotidienne est plus significative quant au rapport entretenu avec la population. *Voir plus loin à propos de Radio Goulou.*

11.2.1.10 Comment les apprenants jugent-ils eux-mêmes le travail accompli ?

- « Une progression dans la qualité »
- « M'a donné plus de connaissances pour la réalisation de magazines »
- « Évolution et amélioration dans mes prestations de service »
- « J'ai nettement progressé depuis cette formation. Quand je jette un regard sur mes pratiques passées je vois le progrès réalisé. Je ne savais pas faire un montage, et quand j'allais en reportage je n'avais pas de but précis »
- « Ça m'a permis de grands changements »
- « J'ai pu analyser certaines faiblesses »
- « Bien, mais il faut un recyclage ou approfondir certains genres journalistiques »
- « Avec ce que j'ai pu apprendre avec Jade, j'ai l'amour de mon métier »

Commentaire : Satisfaction réelle, donc, qui pourrait n'être qu'engouement sans lendemains. L'un des avis mesure bien la marge de progrès restant à accomplir.

11.2.1.10.1 La formation-tutorat est plutôt jugée plus efficace que les autres formations suivies

- Plus efficace par 5 apprenants sur 10
- Également efficace par 5 sur 10
- Elle est aussi jugée plus concrète par 5 apprenants...
- ... et également concrète par 5 autres.

Justifications de ces jugements :

- « Nous avons nous-mêmes participé à notre formation par la méthode participative »
- « Les émissions visaient un sujet précis »
- « Concrètes, grâce à la méthode participative »

- « Se remettre en cause et progresser »
- « ...Car les méthodes ont été expliquées de long en large »
- « Cette formation regorge des matériaux nécessaires : exposés, pratique, montages d'émissions, etc. »
- « M'a permis d'acquérir plus de connaissances en matière de production d'émissions »

Commentaire : Il s'agit bien de formation-action en situation réelle, dans le cadre même du travail habituel. C'est la formule qui s'impose, surtout – on l'a dit – si elle ne se confond pas avec la production. La différence entre formation-action et production est mince : elle réside surtout dans l'attention soutenue de ou des animateur(s) et tuteur(s) portée à la pédagogie et à sa priorité sur les impératifs de production. On a vu, par exemple, que cette année (2006), au Burkina, cet impératif n'avait pas été totalement respecté et que les étudiants tutorisés avaient vu leurs articles publiés avec des modifications, et cela sans discussion avec les auteurs. Le terme de coproduction également usité par les différents partenaires peut aussi, en ce sens, prêter à confusion. La coproduction est l'aboutissement d'un processus d'apprentissage dans les conditions et le milieu professionnels.

11.2.1.10.2 Les rapports avec le formateur

– 2 les qualifient de **confraternels** : « échanges fraternels, la forme est participative » ; « le formateur ne se met pas au dessus des autres mais contribue à faire germer... » ; « il nous prenait pour des frères »

– 2 **d'égal à égal** : « au vu de la méthode utilisée, le dialogue ayant prévalu » ; « il n'a pas érigé de barrière entre lui et nous. Il était à notre disposition chaque fois qu'on avait un problème »

– 6 « **de formateur à apprenant** » : « quand je ne comprenais pas, il m'expliquait » ; « il était clair » ; « j'étais à la recherche de savoir » ; « le formateur, c'est celui qui s'y connaît ».

Commentaire : Fond et forme, contenu et manière de faire : les conditions sont réunies de ce point de vue.

11.2.1.10.3 L'évaluation en fin de formation-tutorat

- 7 sur les 10 stagiaires affirment avoir procédé à une évaluation formalisée avec leur **employeur ou responsable hiérarchique** (lors d'une réunion du personnel ou avec un rapport écrit)

- 3 aucune : « On a dû produire des émissions aussitôt »

Commentaire : Où l'on retrouve, pour trois cas, les inconvénients de la contrainte de production primant sur la formation. L'évaluation en fait partie ; on y formalise les progrès, les manques, les espoirs, etc.

Avec le tuteur, il en est de même : Pas de réelle formalisation.

- 5 non : « raison inconnue » ; « il n'est pas venu » ; « raisons scolaires »
- 1 : pas de réponse
- 1 oui : « le formateur est revenu pour voir si on a pu produire des émissions et nous reposer des questions pour voir si on avait bien intégré les cours »
- 1 oui : « par les émissions produites acheminées au tuteur »

Commentaire : Mêmes remarques. De plus, il ne faut pas perdre de vue les réalités matérielles, et notamment de transport (coût aussi bien que difficultés liées aux intempéries et aux infrastructures).

11.2.1.11 Les apprenants formulent des suggestions pédagogiques

Seulement 3 sur 10 formulent des suggestions :

- « Formation de plus longue durée et mieux organisée » ;
- « Acquérir de nouvelles techniques et de nouvelles méthodes de travail » ;
- « Que la formation ait lieu en période sèche où nous et même les auditeurs disposent de plus de temps ».

Commentaire : Une évaluation plus soutenue aurait sans doute nourri plus de suggestions.

11.2.1.12 Analyse du sentiment de progression des apprenants par thème

Nous avons regroupé dans le tableau ci-dessous les résultats bruts aux questionnaires remplis par 10 apprenants. Il s'agit de la question 23 : **Dans quel secteur de votre travail pensez-vous avoir progressé ?**

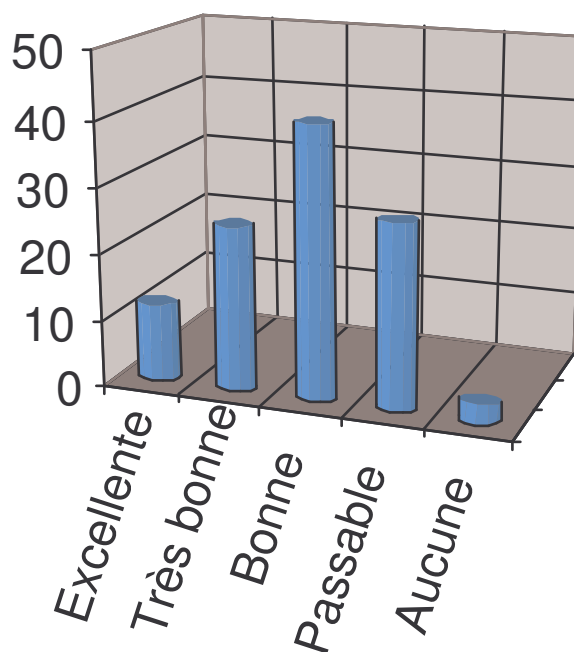
Ces réponses proposent une appréciation générale que l'on pourrait qualifier de « **moyen +** ».

- 41 réponses sur 109 se situent dans la catégorie « Bonne », c'est à dire dans un registre moyen. (38 %)
- 25 réponses sur 109 se situent dans la catégorie « Très bonne » (23 %)
- 12 réponses sur 109 se situent dans la catégorie « Excellente » (11 %)
- 3 réponses pour « aucune progression », et 28 dans « Passable » (26 %)

Dans quels secteurs de votre travail pensez-vous avoir progressé :
RADIO GOULOU / PO ET RADIO POURA
– 10 RÉPONSES

Importance de votre progression					
	Excellente	Très bonne	Bonne	Passable	Aucune
Recherche d'information	XX	XXX	XXX	XX	
Choix d'un angle		X	XXXXX XX	X	X
Construction des sujets		XXX	XXXXX XX	X	
Écriture informative	X		XXXXX X	XX	
Rapidité de travail	X	XXX	XXX	XX	
Attitude au micro	XX	XXXX	XX	X	
Réalisation d'interview	XXX	XXX		XXXX	
Réalisation d'enquêtes	X	XX	XXXX	XX	
Mise en perspective de l'information		XX	XX	X	X
Principes déontologiques			X	X	X
Capacité à vérifier et recouper les sources		XX	XXX	XXXXX	
Capacité à proposer des sujets	XX	XX	XXX	XXX	
NOTE GÉNÉRALE sur l'ensemble de la formation	5/5	4/5	3/5	2/5	1/5
	XXX	XXXXX XX	XX		

Interprétation des réponses à la question : « Dans quel secteur de travail pensez-vous avoir progressé : (réponses tous secteurs confondus) »



Commentaire : Là non plus, nul emballement dans les appréciations. Les stagiaires semblent attentifs à pondérer les compliments extérieurs en fonction de leur vécu personnel et de leur propre regard posé sur eux-mêmes et sur leur évolution.

On peut noter que sur des thèmes se situant au cœur des principes avancés par Syfia, les appréciations portées par les stagiaires sont plus réservées :

- Les appréciations les meilleures se situent dans des domaines plus « techniques » : Choix d'un angle ; Réalisation d'interview et d'enquête ; Attitude au micro.
- Les appréciations les plus nuancées se situent dans des domaines plus fondamentaux : capacité à proposer des sujets, Construction des sujets, Mise en perspective de l'information...

Commentaire : Il serait hasardeux d'interpréter trop hâtivement ces données brutes. Ce phénomène – que l'on retrouve dans les autres pays – s'explique par plusieurs raisons, et notamment par le fait que les priorités pédagogiques sont d'abord techniques. D'autant que les stages sont courts et peu nombreux. C'est une formation plus construite, et dans le contenu et dans la durée, qui permettra d'aborder ces questions de fond, d'ailleurs déjà perçues par les stagiaires du seul fait de leur questionnement.

11.2.1.13 Adaptation de la formation-tutorat aux besoins des apprenants

Commentaire : Satisfaction générale, non sans nuances quant à la route à parcourir :

- « M'a permis d'améliorer mes magazines et la manière d'aborder les sujets et de réaliser mes interviews »
- « J'ai encore besoin de formation »
- « Bien adapté à mes besoins »
- « Maintenant je sais mener une interview et faire un montage »
- « J'avais besoin d'améliorer mes compétences »
- « Sur les grands axes du journalisme »
- « Meilleure maîtrise de l'information »
- « J'ai pu produire beaucoup d'émissions »

11.2.1.14 Évolution du regard des autres sur le travail des apprenants

Commentaire : Qu'il s'agisse du regard des confrères, de la hiérarchie ou des auditeurs, **unanimité exprimée** pour reconnaître l'évolution positivement ressentie.
Extraits :

- « Les auditeurs demandent rediffusion des émissions sur le dépistage et sur le lévirat ; sur l'éducation des filles, avec propositions de thèmes d'émissions sur l'éducation »
- « Certains de mes auditeurs buvaient l'eau des mares pendant les saisons pluvieuses aux champs ; actuellement ils amènent l'eau des robinets dans des bidons »
- « Après le reportage « L'enfant orpailleur », beaucoup d'auditeurs m'ont accosté dans la ville ; ils disaient avoir été sensibilisés à ce problème. Il y en a même qui m'ont fait des cadeaux »
- « Beaucoup de partenaires viennent à nous »
- « Communication avec des auditeurs dans la ville ; appréciation des confrères d'autres radios »
- « Beaucoup de remarques positives de collègues et amis sur mon attitude au micro et la construction des sujets »
- « Facilité de réalisation de mes émissions ; appréciations par les collègues et auditeurs »
- « Les auditeurs comprennent mieux le sujet traité » ; « les animateurs maîtrisent bien le modèle de production et de montage »

11.2.1.15 Les moyens étaient-ils suffisants ?

- 6 NON, 2 oui, 2 nuancés, dont les observations portent :

• **sur les conditions matérielles :**

- « Il aurait fallu un appui technique et une formation plus poussée au montage pour les émissions plus approfondies »
- « Nous avons besoin de plus de matériel de production »
- « Manque de matériel ; durée insuffisante, pas de *per diem* »
- « Pas de matériel ni d'argent. Il faut avoir un peu de moyens pour la bonne marche de ces formations (prise en charge des participants) »

• **sur les conditions financières en particulier :**

- « Prise en charge insuffisante
- « Les émissions lancées pendant le stage ont pris plus de temps que la formation elle-même ; il aurait fallu aussi les rémunérer »
- « Insuffisance des *per diem* et nécessité de payer les émissions réalisées »
- « les *per diem* ne compensaient difficilement nos gains journaliers. Mais c'était peut-être le prix à payer. ça doit quand même augmenter »

• **sur la durée et le moment de la formation**

- « Le formation a eu lieu à un moment où nous étions trop occupés. Durée trop courte
- « plus longue durée, plus souvent »

• **sur le contenu**

- « Non, parce que nous sommes restés au sein de la radio ; c'est après que nous nous sommes rendus sur le terrain par nos propres moyens. Il fallait une phase théorique et pratique pour qu'on puisse aller toucher la réalité du terrain »

1 oui, : suffisant

1 oui : « Car le formateur est qualifié, donc l'information est transmise dans de bonnes conditions »

Commentaire : Le manque de moyens semble criant, même si on s'en accommode pour se recentrer sur la formation. La question ne saurait être éludée.

11.2.1.16 Permanence des acquis de la formation

Commentaire : Unanimité pour souligner la permanence des acquis. Oui, ils servent encore aujourd'hui :

- 4 disent continuer à « produire des magazines »
- 3 à « appliquer les techniques apprises »

11.2.1.17 Situation professionnelle avant et après la formation :

Commentaire : Pas d'évolutions notables dans les radios ayant répondu ; les équipes y sont tellement restreintes que la polyvalence s'impose ; l'organisation des tâches et la hiérarchie sont toutes relatives.

A Radio Poura, par exemple, le gardien est devenu « animateur technicien gardien ». A Radio Goulou un technicien de maintenance et le trésorier adjoint sont aussi animateurs.

Les formations-tutorats n'ont pas d'incidences directes sur l'organisation des radios ; ce n'est pas son but, qui est d'élargir les compétences de chacun et de rendre les radios concernées plus audibles, au sens général.

11.2.1.18 L'évolution des salaires des stagiaires après la formation

- 5 « pas de changement » dans les **rémunérations**.
- 1 OUI : « augmentation de plus de 5.000 FCFA »
- 4 non-réponses
- 4 oui sur l'**évolution hiérarchique** : « Je suis devenu technicien/producteur-informateur » ; - « je produis des émissions d'information » ; « nommé chef de programme » ; « producteur/animateur ».

Commentaire : L'évolution des rémunérations semble hors de propos ; certaines compétences nouvelles peuvent être reconnues avec des affectations nouvelles, selon les réorganisations.

11.2.1.19 Les suggestions d'améliorations formulées

• Durée plus longue • Meilleure indemnisation

- « La durée doit être augmentée : au moins deux formations par an ».
- « Contenu très important, mais durée trop courte ; à renouveler sans attendre deux ans comme ça a été le cas »
- « Allonger la durée de la formation ; mieux choisir la période (travaux champêtres)
- « Durée plus longue ; améliorer rémunération et le suivi tutoral »
- « Plus de temps »
- « Prendre en charge les participants
- « Meilleure prise en charge et prime de production

• Amélioration des échanges formateurs-formés

- « Que les formateurs et les stagiaires continuent à garder le contact afin de vérifier les acquis ;
- « Les formés doivent aussi savoir s'ils sont toujours sur la bonne voie ou pas.
- « Plus d'échange entre formateurs et formés pendant et après la formation

• Renforcement des contenus :

- « Approfondir cette formation, surtout en technique de montage »
- « Plus de temps pour la théorie et la pratique

« Durer une semaine, et plus de pratique sur le terrain. Envisager la production dans les villages (cela implique un déplacement) car presque tous nos auditeurs sont des paysans. »

Commentaire : À l'évidence, un appel a été créé avec cette amorce de changement. Changement dans les perspectives de professionnaliser une pratique jusque là plutôt fondée sur des bonnes volontés plus que sur de réelles compétences. Encore ne s'agirait-il pas de changer de registre en s'écartant de la nature même des radios rurales, mais plutôt préserver, en les développant, les caractéristiques propres à ces radios d'étroite proximité liées aux identités linguistiques et culturelles, reliant les auditeurs entre eux et au monde. [voir plus loin avec le cas de Radio Goulou décrit *in situ*].

11.2.2 Réponses des apprenants de « Communication et journalisme »

– Réponses de **9 étudiants** de 3^e et 4^e années du Département Communication & journalisme de l'université de Ouagadougou. Études supérieures.

– 6 questionnaires du même lot rendus vierges...

11.2.2.1 Autres stages suivis

5 étudiants sur 9 font état de stages suivis, en dehors des stages en cours :

- l'un, de sa propre initiative, à la rédaction du quotidien *Sidwaya* ;
- deux, sous forme de « technique d'écriture en ligne », autrement dit par internet – formation proposée par des coopérants italiens ;
- deux ont suivi une « formation en critique d'art appliquée au journalisme » organisée par l'université de Ouagadougou et la coopération française

>>> Sur le dernier point (formation en critique d'art), voir notre entretien avec le conseiller de l'ambassade de France et sa collègue.

11.2.2.2 Connaissance de la formation-tutorat :

- L'information s'est faite à l'université.
- La formation a été imposée dans 7 cas, proposée pour un cas et spontanée pour un autre.

11.2.2.3 Défraiement

Les stagiaires ont reçu de Jade-Syfia une indemnité de 10.000 FCFA (15 euros) destinée à couvrir les frais de collecte de l'information (transport et téléphone).

Commentaire : Personne n'a commenté ce point. Néanmoins, la faiblesse du montant alloué n'est-elle pas problématique ?

11.2.2.4 Attente de la formation-tutorat

- Acquérir des **compétences** pour améliorer le travail quotidien et/ou plus de facilités dans ce travail
- Le souci de « passer à la **pratique** » en allant sur le **terrain**
- Désir de se familiariser avec les médias et leurs acteurs
- Plus de compétences et de responsabilités (le pluriel signifierait au sens de « carrière »)
- - Tirer parti de la renommée de Syfia
- ... d'autant que « dans le département [Journalisme et communication] la formation n'est pas de qualité...
- ...elle est trop théorique
- Besoin capital de recevoir des critiques pour rendre un travail apprécié
- Des facilités pour mieux rechercher et traiter l'information

Commentaire : Acquérir des compétences, bien sûr ; et en particulier se préparer au métier de manière pratique, par opposition aux enseignements dispensés à l'université, jugés trop théoriques.

11.2.2.5 Participation à la définition du contenu de la formation

Les 9 déclarent y avoir participé. 6 de manière spontanée, 3 en réaction à des propositions de l'agence, et 1 des deux manières.

11.2.2.6 La formation a-t-elle répondu aux attentes ?

OUI :

- acquisition d'un ensemble de méthodes rigoureuses
- acquisition d'un esprit critique vis-à-vis des faits
- choix d'un angle
- élaboration d'un conducteur
- souci d'exigence professionnelle et
- d'originalité dans le choix des sujets
- déontologie
- travail de collecte de l'information
- hiérarchisation des informations
- souci de la description juste
- incitation à la réflexion

NON - concernant :

- l'insuffisance des échanges avec le formateur (plutôt qu'avec son assistant)
- prévu au départ, le prix du meilleur jeune reporter n'a pas été décerné.

Commentaire : La satisfaction l'emporte de loin pour 7 étudiants sur 9. La question des échanges avec le formateur est à considérer. **Nous y revenons dans nos recommandations.**

La note moyenne attribuée à la formation est de **3,6/5**. Cinq 4. Quatre 3.

Commentaire : Là aussi, comme pour les apprenants « radio », la formation n'est pas plébiscitée. A interpréter de manière positive : à la fois parce que le rapport formateur-formé ne réside pas dans l'ordre de la séduction avec perte de sens critique ; aussi parce que la réserve exprime un désir de poursuivre dans la direction de « faire mieux ».

11.2.2.7 Déroulement de la formation-tutorat

Chaque étudiant a suivi environ une dizaine de séances de trois heures, sans autre obligation universitaire.

11 articles ont été produits en tout et 5 publiés.

4 n'ont pas été finalisés

2 n'ont pas été publiés, sans raisons données par le journal partenaire.

Commentaire : Voir un article publié est évidemment un signal déterminant. Ça ne doit pas être le seul, bien sûr. Les indications sur le retour sont au moins aussi précieuses pour évaluer les progrès accomplis ou à atteindre. [ci-dessous].

11.2.2.8 Les retours sur le travail réalisé

Venant d'autres étudiants, de journalistes ou du lecteurs, les retours avancés sont généralement positifs, voire élogieux... Quelques arguments sont parfois avancés :

- absence de parti pris
- facilité de lecture
- originalité du sujet et de son traitement

Quelques rares critiques émergent :

- répétitions de termes
- suggestions (non précisées)
- « J'aurais dû pousser plus l'investigation »
- « Certains ont trouvé que l'article ne chute pas bien »
- « Ils [certains étudiants] ont déploré la mauvaise illustration »

Quelques-uns (4) regrettent l'absence de retour émanant de leur hiérarchie universitaire :

- « Pas de retour pour l'instant »
- « Rien de nos enseignants »
- « Pas de retour »
- « Pas encore »

Mais d'autres (5) ont reçu des signes encourageants, des suggestions et aussi des félicitations.

Commentaire : L'absence de réactions du département universitaire d'attache n'est pas autrement commenté. Sans en connaître les causes exactes, on se bornera ici à rappeler l'indispensable fonction pédagogique des retours sur tout travail effectué.
[Voir plus généralement cette question dans nos recommandations].

11.2.2.9 Comment les apprenants jugent-ils eux-mêmes le travail accompli ?

- « Cette formation m'a permis de faire un net progrès, de jeter un regard critique sur mes productions antérieures, de corriger mes insuffisances en matière du choix d'un angle, de la construction d'un article et surtout de la réalisation d'un enquête »
- « Nous avons appris une nouvelle façon de travailler car jusqu'avant la formation nous faisions beaucoup de théorie. C'était difficile au début, surtout le choix des angles et la collecte de l'information. Cela s'est amélioré au fur et à mesure...que nous allons sur le terrain. »
- « Cette formation nous a beaucoup apporté »
- « [elle] nous a permis d'avoir une vision plus critique sur toutes les questions que nous abordons »
- « Nous avons eu le sentiment de progresser ; cette formation a renforcé nos connaissances »
- « J'ai progressé surtout dans la formulation d'un bon sujet et d'un bon angle »

11.2.2.9.1 *L'articulation théorie/pratique*

La formation-tutorat est, de l'avis de chacun, jugée **plus efficace, parce que plus concrète** et orientée vers la pratique professionnelle que l'enseignement universitaire.

Justifications de ces jugements :

- « Tout simplement parce que la formation-tutorat dépasse le cadre de la théorie ; mais c'est aussi la théorie associée à la pratique »
- « Efficace parce que dans les formations précédentes on n'a pas appris à traiter des dossiers à monter des plans pour hiérarchiser les idées »
- « Par rapport à la formation en critique d'art appliqué au journalisme nous trouvons que cette formation est plus concrète, plus pratique et efficace. Nous utilisons ce que nous avons appris sur le terrain présentement »

- « Comparativement à la formation en « Critique d'art contemporain appliqué au journalisme », j'ai trouvé celle de tutorat, plus efficace, parce qu'ici nous avons bénéficié d'un encadrement particulier. Elle était plus concrète car ici nous savions ce que nous devrions faire, comment le faire et bénéficions des conseils des formateurs pour atteindre ces objectifs »

- « Au cours des formations antérieures le formateur se présentait comme le maître du savoir qu'il faut écouter sans grande liberté de proposition d'idées. C'était le cas de la formation en critique d'art appliqué au journalisme. »

Commentaire : L'attrait pour la pratique, s'il fait l'unanimité, ne saurait pour autant dévaloriser l'enseignement universitaire. Ce n'est d'ailleurs pas le cas. Mais soulignons en passant tout l'intérêt des enseignements fondamentaux sans lesquels le journalisme ne serait qu'une technique illusoire.

11.2.2.9.2 *Les rapports avec le formateur*

Le critère « Formateur à apprenant » fait l'unanimité : 9 choix sur 9 pour qualifier les rapports pédagogiques liés à la formation-tutorat.

Si chacun s'accorde à reconnaître la nécessaire et évidente transmission des savoir-faire professionnels, la nuance est ainsi exprimée :

- « Le formateur ne s'est pas présenté à nous comme le détenteur du Savoir Absolu, ayant pour mission de nous le déverser. Au contraire, il nous laissait nous exprimer, nous écoutait, favorisait ainsi les échanges tout en nous amenant à avoir un regard critique sur nos pratiques, il nous aidait à progresser

11.2.2.9.3 *L'évaluation en fin de formation-tutorat*

Pas d'évaluation dans 7 cas sur 9 avec l'« employeur », en l'occurrence les responsables du département Journalisme et communication. Soit parce qu'elle n'a pas été explicitement prévue, soit que les rapports de stages commandés en tiendront lieu.

Il y a eu évaluation avec le tuteur pour 5 apprenants lors d'une réunion organisée à cet effet. L'occasion donc de tirer le bilan. Les quatre autres semblent avoir été empêchés pour cause d'emploi du temps.

11.2.2.10 Les apprenants formulent des suggestions pédagogiques

- « Il faut nous entraîner à davantage d'exercices pratiques »

- « Rédiger beaucoup plus d'articles »

- « Informer les stagiaires à l'avance de l'esprit, du contenu et de l'objectif de la formation-tutorat. Ils ne doivent pas venir en prendre connaissance sur le lieu de formation. »

- « Nous suggérons un engagement plus franc des quotidiens dans lesquels les articles devaient être publiés notamment dans le choix des sujets à traiter et en fournissant une aide matérielle (mise à disposition des stagiaires de leurs appareils photographiques par exemple). »

- « Faire en sorte que tout stagiaire ait au moins un de ses articles publiés »

L'un des apprenants suggère – de manière plutôt inattendue en la circonstance (demande réitérée de pratique) –... « une formation théorique sur les différents genres (enquête, reportage, etc.) avec ensuite pratique sur le terrain ».

11.2.2.11 Analyse du sentiment de progression des apprenants par thème

Voir le tableau ci-dessous synthétisant les appréciations des neufs étudiants ayant répondu à la question 23 : **Dans quel secteur de votre travail pensez-vous avoir progressé ?**

Importance de votre progression					
	Excellente	Très bonne	Bonne	Passable	Aucune
Recherche d'information		XXX	XXXXX	X	
Choix d'un angle	X	XX	XXXX	XX	
Construction des sujets	XX	XXX	XXX	X	
Écriture informative		XX	XX	XXXX	
Rapidité de travail			XXXXX X	XX	
Attitude au micro					XXXXX
Réalisation d'interview		X	XX	XXX	
Réalisation d'enquêtes	X	X	X		XXXX
Mise en perspective de l'information		XX	XX	XX	XX
Principes déontologiques	XX	X	X	XX	XX
Capacité à vérifier et recouper les sources	XX	XX	XXXXX		
Capacité à proposer des sujets	X	XX	XXXXX	X	
NOTE GÉNÉRALE sur l'ensemble de la formation	<u>5/5</u>	4/5 XXXXX	<u>3/5</u> XXXX	2/5	<u>1/5</u>

- 9 réponses sur 95 se situent dans la catégorie « Excellente » (9 %)

- 19 réponses sur 95 se situent dans la catégorie « Très bonne » (20 %)

- 36 réponses sur 95 se situent dans la catégorie « Bonne » (38 %)

- 18 réponses sur 95 se situent dans la catégorie « Passable» (19 %)

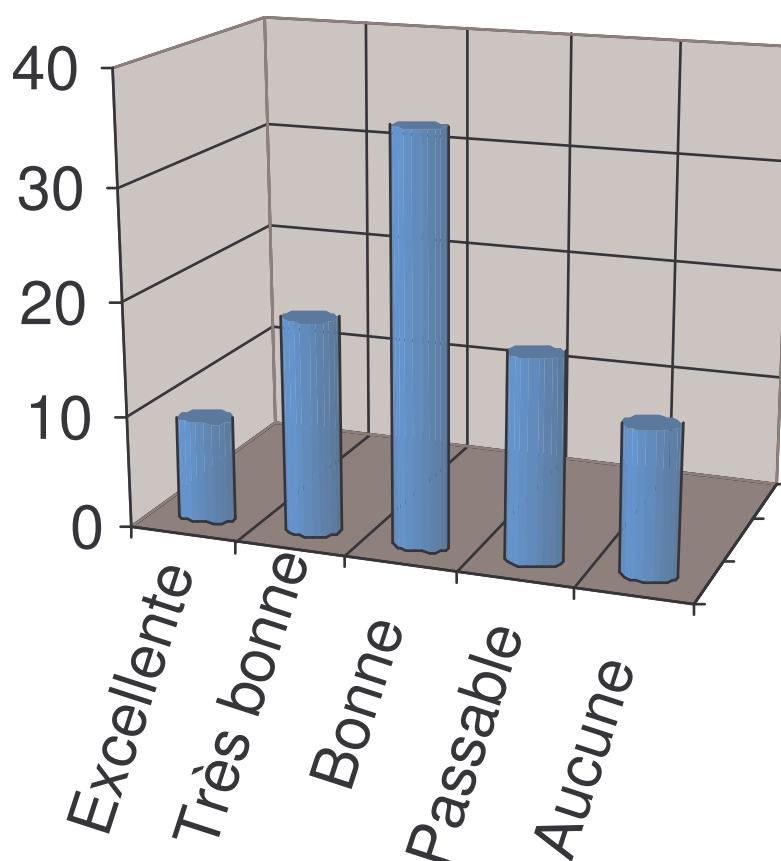
- 13 réponses pour « aucune progression » (14 %), dont 5 concernent l'attitude au micro, sans objet dans cette formation à l'écrit.

Les appréciations « Excellente » - « Très bonne » - « Bonne » cumulent 64 réponses (67 %)

Pour ce qui est de l'appréciation globale, 5 étudiants attribuent une note de 4 (sur 5) et 4 une note de 3.

En données brutes, les réponses expriment une appréciation globale que l'on peut qualifier de « **bonne +** », visualisée par le graphique ci-dessous :

Interprétation des réponses à la question : « Dans quel secteur de travail pensez vous avoir progressé (réponses tous secteurs confondus)



Commentaire : L'échantillon donné des réponses n'est bien sûr pas suffisant pour être statistiquement significatif. L'aspect « saupoudré » qu'il donne sur le tableau récapitulatif renvoie plutôt aux avis, suggestions et commentaires exprimés dans l'ensemble des questionnaires et repris dans cette synthèse.

11.2.2.12 Adaptation de la formation-tutorat aux besoins des apprenants

La formation-tutorat est jugée adaptée par tous :

- « La méthode de travail était nouvelle. Une rigueur était appliquée qui nous obligeait à être aussi rigoureux »
- « ...Par le rythme du travail, l'exigence de professionnalisme, le respect de la déontologie, des valeurs de la société ; et surtout parce que j'ai gagné en pratique »
- « J'ai le sentiment d'avoir fait un grand pas vers le professionnalisme, surtout au regard de la rigueur exigée »
- « Nous avons pu acquérir une vision plus large des questions abordées et plus d'esprit critique »
- « Cette formation m'a servi de transition entre mes cours théoriques de l'université et la réalisation pratique d'un article de qualité. J'ai appris comment collecter l'information de manière efficace, choisir un angle, construire un sujet, mettre l'information en relation avec son contexte (sociologique, historique, économique etc.) »

11.2.2.13 Les moyens étaient-ils suffisants ?

Suffisants pour 4 stagiaires, satisfaits des conditions générales, de l'utilisation du rétroprojecteur pour les corrections.

Suffisants mais... :

- « Oui, du point de vue de l'encadrement. Mais il faut prolonger la durée pour un meilleur perfectionnement. Il faut aussi augmenter les moyens financiers »
- « Le matériel technique (dictaphone, appareil photo, ordinateur...) ont été mis à notre disposition pour le travail. Par contre, le soutien financier était insuffisant : le déplacement sur le terrain nécessite du carburant, le coût élevé des nombreux appels téléphoniques... »

Insuffisants :

- « Il faut plus de ressources pour permettre aux stagiaires qui le veulent d'effectuer des reportages en dehors de la ville de Ouagadougou. Le prix du carburant est aujourd'hui très cher et cela demande que l'on augmente l'aide pour les déplacements »
- « Il faudrait un véhicule de reportage à disposition pour les sorties de terrain, ainsi que des appareils photo et des enregistreurs »

- « ...pas suffisants car les prises de contact avec les enquêtés sur le terrain ont occasionné de nombreux déplacements et des coups de fils. Par conséquent les moyens qu'on a reçus (10.000 Fcfa) ont vite fondu. Il aurait fallu voir ce montant à la hausse. »

Commentaire : Sans doute y a-t-il lieu de rapporter ces considérations aux pratiques plus généralement en usage dans les médias de la place. Ce qui n'aurait qu'une valeur indicative très relative : en effet, il y a la réalité économique ; et, d'autre part, aussi le fait que peu de patrons de médias seraient prêts à investir dans l'information, dont le coût a aussi un rapport avec sa valeur (reportage, enquête, investigation ont un prix). Par ailleurs, à part les médias publics, aucun autre média aurait les moyens d'investir sérieusement dans la qualité informative, domaine dans lequel les retours sont particulièrement lents à se manifester.

11.2.2.14 Permanence des acquis de la formation

Unanimité pour souligner la permanence des acquis.

- « ...je sais désormais définir un bon sujet »
- « Les techniques et méthodes de travail apprises pendant la formation nous aident sur le terrain présentement »
- « ...plus de facilité et de professionnalisme »
- « Oui. Notre style de rédaction s'améliore davantage »
- « Depuis cette formation tout article que je produis est fait suivant les grands principes de l'écriture journalistique acquis lors du stage.(pertinence et ampleur d'un sujet par exemple.) »

11.2.2.15 Les suggestions d'améliorations formulées

Il y a convergence – sinon concertation – sur un point : **la durée, estimée insuffisante** par les neuf stagiaires ayant répondu au questionnaire. Tous estiment nécessaire une formation d'au moins trois mois, au lieu du mois et demi actuel. D'autres suggestions sont apportées sur les contenus, les méthodes et les conditions :

- « Il faut que la formation dure de façon continue au moins trois mois pour que le stagiaire puisse intérioriser et appliquer dans son travail quotidien toutes les méthodes enseignées. La rémunération doit être revue à la hausse afin de permettre au stagiaire de mener à bien ses recherches sur le terrain. L'effectif des encadreurs doit être augmenté pour permettre un meilleur suivi des stagiaires et leur permettre d'accélérer leur travail. Il est nécessaire que l'agence organisatrice puisse tenir ses engagements vis à vis des stagiaires, notamment, pour ce qui concerne le prix récompensant le meilleur d'entre eux à la fin de la formation »
- « ... je n'ai pu produire qu'un article, paru longtemps après le stage ce qui est dommage »

- « Nous souhaitons qu'il y'ait plus d'encadreurs pour suivre régulièrement les travaux des stagiaires. L'agence doit veiller à ce que chaque étudiant ait ses articles finalisés pour qu'ils soient diffusés. »
- « Trouver des formes d'intéressement pour les stagiaires (prix, voyage d'étude)... Envoyer les stagiaires dans les autres pays pour s'enquérir de leurs expériences. »
- « ...Que l'encadrement soit plus structuré, ce qui nécessite plus de disponibilité de l'encadreur. Pour un suivi tutoral de la prise de contact jusqu'à la conclusion du stage »
- « Être plus disponible pour les stagiaires »
- « Rémunération à la hausse pour faciliter les déplacements »
- « Contenu beaucoup plus pratique en faisant davantage de sorties sur le terrain et de productions. » (deux avis dans ce sens).
- « Élargir la formation pour intégrer beaucoup plus la communication pour le développement »
- « L'encadrement doit bénéficier du suivi effectif du formateur lui-même à tout moment, vu que c'est lui la référence
- « La rémunération pendant le stage est à revoir pour faciliter le travail
- « La pédagogie suivi tutorat doit être améliorée surtout dans les organes de presse. Notre journal (*Sidwaya*) ne nous a pas suivis. Le contenu est bien. Il suffit de mieux voir le choix des sujets avec les stagiaires. »
- « Il faut accorder plus de temps aux stagiaires pour le suivi tutoral, dans la matinée comme dans la soirée »

Commentaire : *Plus, plus, plus* : ils en veulent plus ! Nous sommes au cœur de la question de la fin et des moyens. Un autre aspect de la formation-tutorat se trouve aussi soulevé : le rapport avec le/les tuteur(s), et en particulier celui à qui est délégué, dans les médias, ladite fonction relais dans l'accompagnement. C'est fondamental.

11.2.3 Rencontre avec un stagiaire au quotidien « Le Pays »

Un étudiant en 3^e année de Communication et journalisme, parle de son stage au quotidien « Le Pays » (hors tutorat Syfia).

« Ça a été dur à démarrer ! Pendant plusieurs jours on ne s'est pas occupé de moi ; j'étais là, je me demandais pourquoi. Puis j'ai proposé un sujet d'article, on m'a dit « OK, et tu verras avec le secrétaire général ». Il était censé être mon tuteur. Mais tellement peu bavard... On ne parlait presque pas de mes articles. Quelques conseils quand il a retouché mes titres ou des phrases. Et c'est tout... »

Comment améliorer ce genre de stages ? « Il faudrait un directeur de stage qui aille aussi sur le terrain, en tout cas au moins une fois, pour nous montrer comment prendre les choses en main, attaquer son sujet... D'autre part, je n'étais pas bien intégré ; peut-être à cause du climat tendu dans la rédaction. On y suspecte des espions du DG... Le directeur de la rédaction s'énerve vite... »

Et à l'université ? : « Ça va dans l'ensemble ; disons que l'enseignement est quand même moyen. Surtout côté travaux pratiques. Il n'y en a pas en radio. Sur les genres rédactionnels, c'est trop théorique ! On définit les genres mais si on ne les pratique pas, ça reste en l'air. On a suggéré aux profs d'apporter des exemples précis, ce qu'ils ne font pas. On voudrait aussi travailler davantage sur nos articles. »

12 Annexe 4. - La perception de la formation des journalistes au Cameroun. Réponses aux questionnaires

10 apprenants ont renvoyé le questionnaire. Ce chiffre est à mettre en relation avec le nombre de journalistes ayant suivi un stage avec Jade depuis 2002, soit : 34 journalistes ou étudiants. Compte tenu des mouvements importants dans la presse camerounaise depuis 2002, des difficultés à retrouver les adresses parfois, nous pouvons considérer que ce nombre est bon en pourcentage : $\approx 30\%$. Il est évidemment faible en chiffre absolu.

Sur ces 10 apprenants, 2 sont des femmes.

8 travaillent en presse écrite, et 2 seulement en radio.

La moyenne d'âge est de 25 ans.

De même que pour le Burkina et le Bénin, nous avons trouvé dans l'analyse des questionnaires l'expression d'une capacité à discerner les qualités et les insuffisances des formations-tutorats. Cette qualité nous conduit à inclure cette analyse dans le corps du rapport. Toutefois, il est possible sans altérer la compréhension d'ensemble de passer directement au chapitre 8.6.

12.1.1 Situation professionnelle avant et après la formation :

Cinq étaient « stagiaires »

2 reporters

Un Secrétaire de Rédaction

Un « collaborateur »

Un « journaliste »

Les promotions ont été relativement importantes :

La journaliste est devenue chef de chaîne

Un stagiaire est devenu pigiste

Un autre est en fin de stage de pré-emploi

Un reporter est devenu Rédacteur en chef adjoint

La « journaliste » est devenue chef de chaîne.

Si l'on peut considérer un certain nombre de promotions comme étant « normales » ; nous avons manifestement ici un nombre de promus important par rapport à la moyenne « classique » d'un tel échantillon. La formation-tutorat est à l'évidence un accélérateur de promotion.

12.1.2 Niveau d'études

Le niveau de formation général est surprenant.

Ainsi, nous avons parmi les 10 réponses :

Niveau Bac : 2

Bac + 2 : 3
Licence : 3
Maîtrise : 2 (étudiants de la fac de Douala en stage).

Ce niveau est largement supérieur au niveau moyen de formation des journalistes. Le faible nombre de réponses en radio peut être de nature à élever la moyenne sur ce plan : il semble que le niveau moyen en radio soit sensiblement moins élevé.

12.1.3 Autres stages suivis :

Aucun des deux étudiants de l'Université de Douala n'a suivi d'autres stage de journalisme. Parmi les 8 autres, trois n'ont suivi aucune formation de journalisme.

Les autres (5) ont des cursus variés, mais cumulent en général plusieurs formations :

- 3 ont suivi le cycle de formation de l'ESSTIC.
- 1 a suivi un simple stage à l'ESSTIC1 un stage à Jade Syfia.
- 1 au « Club Media Ouest », association qui regroupe les journalistes de l'Ouest du Cameroun
- 3 par le biais de l'ambassade US
- 1 par 'AREP (Association régionale des éditeurs de presse)
- 1 au Nigerian Institute of Journalism
- 1 à l'Université de Maiduguri (Nigeria)
- 1 par le biais de l'institut Panos

12.1.4 Connaissance de la formation-tutorat

Un seul déclare l'avoir appris par un confrère. Les autres l'ont appris par la voie hiérarchique (3), directement par Jade Cameroun (3), par un ami (1) ou par la Fac pour les étudiants.

La durée de la formation est intéressante à noter : aucune n'est identique. 1 seul ne le précise pas.

- « 2003... »
- 3 mois
- « 3 mois en 2004, 6 mois en 2005 »
- 4 mois
- 5 mois
- 12 mois
- 2002 à 2004
- 2003 à 2005
- Enfin, l'un déclare : « deux jours et une nuit », ce qui laisse penser qu'il a confondu le temps de reportage de terrain et le temps de montage de son émission (radio)...

Ces différences importantes peuvent s'expliquer par une adaptation du temps de formation au niveau de départ des apprenants. Le suivi personnalisé peut conduire à ces variations. IL est toutefois bon de s'interroger sur le mode de détermination de départ du temps de formation, et sur ce que les apprenants comprennent réellement par « temps de formation ».

12.1.5 Rémunération

Il y a parfois confusion entre rémunération et couverture forfaitaire des frais. Un seul déclare avoir continué à percevoir son salaire de façon claire (Salarié du « Messenger »). Les autres, pour la plupart, répondent non à cette question, de façon claire ou de façon tacite, faisant état de la couverture des frais par Syfia.

L'un développe ici les difficultés à suivre la formation compte tenu de l'importance des frais induits, malgré une prise en charge partielle par Syfia.

12.1.6 Attente de la formation-tutorat

Plusieurs apprenants déclarent avoir été attirés par « la réputation de Syfia qui excelle dans les articles de type enquête et reportage ». L'un d'entre eux évoque l'idée d'acquérir des compétences « à l'image des journalistes de cette agence », pouvant notamment lui servir « à avoir une référence ».

Très majoritairement, – et comme on pouvait s'en douter – la question de l'accroissement des compétences est avancée, assortie dans 50% des cas avec celle de « facilités » à acquérir pour l'exercice du métier. « Facilités » ? Il faudrait approfondir cette notion, mais il ne semble pas qu'il faille lui donner une résonance de « simplicité », mais plutôt d'efficacité.

12.1.7 Participation à la définition du contenu de la formation

Cinq sur dix déclarent n'avoir pas participé à la définition du contenu de la formation. Trois précisent avoir réagi à la proposition de l'agence, et un d'avoir fait une proposition spontanée. Un ne répond pas.

12.1.8 La formation a-t-elle répondu aux attentes ?

La note moyenne obtenue est de 3,65 / 5. La note la plus basse est de 3 (trois apprenants la choisissent). La note maximum est de 4 (pour 6 apprenants).

Cette note reflète une satisfaction réelle et pondérée : il ne semble pas qu'elle soit le résultat de complaisances quelconques.

Les commentaires qui accompagnent ces notes montrent que la satisfaction repose sur plusieurs domaines de progrès :

- Genres journalistiques
- Enquêtes
- Identification et choix des sources
- Interview, reportages (+ montage de magazines en radio)
- Collecte et mise en forme de l'information
- Choix des sujets
- Qualités rédactionnelles (« J'ai acquis une plume légère... »)

Une appréciation est nuancée : « La formation a répondu à mon attente, oui, mais tout juste : il y a eu absence des genres journalistiques autres que les magazines... ».

Quelques commentaires méritent d'être reproduits :

- « Tout le monde au sein de la corporation m'a découvert véritablement dans le cadre de cette formation. A travers elle j'ai été sollicité par les deux principaux quotidiens privés camerounais, Le Messenger et Mutations... Mon recrutement à Mutations en est d'ailleurs le résultat. J'ai été sollicité à cause du travail que j'ai abattu aux côtés de Jade/Syfia. Ici, à Mutations, ce qu'on attend le plus de moi ce sont les reportages et les enquêtes. La plupart de mes sources d'information sont les sources que k'ai rencontrées au cours de ma formation. Je suis par ailleurs devenu correspondant de Syfia International »
- « Au début de ma formation, je n'avais qu'une idée scolaire du métier de journaliste (...) J'affirme sans complaisance que je suis satisfaite de cette formation. La collecte des infos sur le terrain n'a pas toujours été facile, mais toutes ces difficultés on davantage développé mon sens des contacts.(..) C'est très stimulant ».

Enfin, plusieurs apprenants notent parmi les points négatifs, une nouvelle fois, la question des moyens : Un exemple : « Nous avons été tirés vers le bas par des difficultés du genre transports, nutrition... ».

12.1.9 Déroutement de la formation-tutorat

Nous avons vu (Chapitre 5.3.4) que des différences importantes apparaissent d'un cursus de formation à l'autre.

Le nombre de séances est lui aussi très variable :

Une seule séance pour l'un (mais longue : deux jours et une nuit...), De nombreuses séances pour d'autres :

- « A l'agence, nous nous retrouvions régulièrement chaque vendredi pendant une heure trente à deux heures. A l'organe de presse, l'un de nos « encadreur », journaliste là-bas, se chargeait du suivi de nos articles... »
- « La formation était permanente pour moi. Tous les jours ouvrables je passais à l'agence pour discuter avec les uns et les autres »
- « Franchement, je ne peux pas compter les séances »
- Avec les formateurs, deux séances de formation
- Une cinquantaine de séances...
- Plus de 9 séances...
- 24 séances
- Une séance de deux jours...

Cette grande variabilité est troublante a priori.

Il semble que certains apprenants assimilent à des séances de formation tous les contacts qu'ils ont eus avec les formateurs Syfia, y compris lorsqu'ils passent à l'agence pour demander un conseil. Peut-être aussi assimilent-ils certains des contacts avec leur tuteur en entreprise.

Cette impression est corroborée par l'énoncé des durées de ces séances : parfois une heure, parfois deux, parfois deux jours...

En tout état de cause, que l'impression d'être en formation ne subisse pas de rupture dans leur esprit, et qu'ils l'énoncent aussi bien concernant leur temps en entreprise, leur temps dans des séances particulières avec Syfia ou avec leur tuteur, est plutôt le signe d'une cohérence et d'une complémentarité dans la démarche de tutorat. Cette complémentarité est importante à souligner ici.

Les apprenants ont-ils été dégagés de leur travail habituel pendant la formation-tutorat ?

La plupart des journalistes salariés en poste dans une entreprise n'ont pas été dégagés (5 sur 8). Certains soulignent qu'il s'agissait bien d'une difficulté à résoudre : « C'était notre problème permanent ».

L'un mentionne que « Le Messenger était compréhensif à chaque fois que nous lui expliquions qu'il nous fallait suivre des cours à l'agence ». En fait, il semble bien que ceux qui se sont dits « dégagés de leur travail habituel » l'étaient seulement pendant les temps de regroupements pédagogiques, et non pendant leurs enquêtes de terrain. Ce qui laisse entière la question du temps disponible pour réaliser enquêtes et reportages dans la mesure où les apprenants ont aussi leur production quotidienne d'articles à fournir.

Les étudiants estiment aussi être dégagés de leur travail habituel, mais le regrettent... C'est qu'ils n'ont pas le même rapport à ce que nous appelons le « travail habituel » : pour eux, c'est de leurs études à l'Université qu'il s'agit. En effet, ils auraient voulu pouvoir mener de front leur travail journalistique et le travail universitaire sur les mémoires qu'ils ont à soutenir en fin d'année.

Des séances ont-elles été annulées ? Deux apprenants l'ont signalé sur les 10 questionnaires. Encore faut-il dire que dans l'un des cas, ce sont les stagiaires qui ont été absents d'une des séances et ont donc obligé à la déplacer...

Le nombre d'articles produits : Tous écrits confondus, les apprenants annoncent plus de 120 articles. Dans ce nombre, il faut distinguer les « articles » non précisés, mais qui suggèrent des papiers courts, « traditionnels », c'est-à-dire plutôt sans doute des comptes rendus, et des articles plus complexes : 5 enquêtes sont indiquées de façon distincte, ainsi que 8 magazines (dont deux en radio) et 2 dossiers.

Tous semblent avoir été publiés, sauf quelques rares empêchement « faute de place », ou « pour des raisons internes » :

- « Les papiers sur la vulgarisation des TIC dans les collèges et lycées de la ville de Bafoussam. La raison c'est que ma production au Messenger à ce moment là avait été suspendue par la hiérarchie pour des raisons internes... »

12.1.10 Les retours sur le travail réalisé

Les retours des confrères : globalement satisfaisant. Les confrères montrent soit de l'enthousiasme, soit au minimum de l'intérêt :

- « Plutôt stupéfaits de la façon dont j'avais pu réaliser en peu de temps de telles enquêtes et me conseillant de persévérer dans la même voie »
- « Les articles ont été diversement perçus. Les confrères habitués aux articles d'opinion ou de commentaires n'ont pas a priori compris ma propension à faire ce genre de papiers ».
- « Mes confrères m'ont demandé des conseils »

- « Des félicitations et de l'admiration pour la façon avec laquelle j'arrive à rendre un papier, les reportages surtout »
- « Ils trouvaient le travail très intéressant dans la mesure où ces articles abordaient des sujets très peu courus ; mais aussi dans la forme, puisque ces articles respectaient les règles de rédaction en journalisme »
- « Ils ont trouvé que j'avais un style très affirmé pour les reportages en particulier. Je dois toutefois reconnaître qu'ils ne sont pas très loquaces au Messenger... La plupart étant des journalistes chevronnés, je pense qu'ils nous regardaient un peu de haut ». Tous m'ont sollicitée pour des travaux, mais je n'ai pas travaillé avec chacun.
- « Parfois mes collègues relevaient quelques erreurs mais pour la plupart ils étaient impressionnés et se demandaient si vraiment c'était moi qui rédigeait ces articles... »

Les retours des lecteurs et auditeurs : C'est tout bon, mais loin d'être dithyrambique. 8 sur 10 font état de retours, louangeurs souvent, mais aussi faits de suggestions ou de questionnements :

- « Ils ont particulièrement réagi à une enquête que j'ai menée sur les mécanismes d'adhésion et de détournement des sectes. Leurs réactions m'ont amenée à m'interroger sur le pourquoi de la fuite des fidèles des églises conventionnelles vers les églises de réveil. .. Dans mon entourage, plusieurs qui me lisaient ont trouvé que je ne me débrouillais pas mal pour quelqu'un qui n'avait jamais écrit ».
- « Certains lecteurs rencontrés m'ont fait savoir que les articles comportaient beaucoup d'informations, n'étaient pas tendancieux, et étaient faits sans commentaires inutiles. Mais ils auraient préféré que j'entre encore plus en profondeur sur certains sujets, en élargissant le champ ».
- « Beaucoup d'admiration et de félicitations. Surtout venant des camarades de la faculté, des amis et connaissances ».
- « Ils ont apprécié la rigueur dans la méthodologie et l'information donnée ».
- « La secrétaire au journal Mutations m'a confié qu'elle aimait particulièrement lire mes articles ».
- « Les encouragements n'ont pas été en reste de leur part puisqu'à chaque fois certains m'ont interpellé pour s'assurer que c'était bien moi qui avait réalisé les magazines (radio)
- « Lecteurs impressionnés, mais certains, avisés, disaient qu'ils ressentaient l'application de la théorie dans mes écrits »

Les retours de la hiérarchie : Assez bon retours. Des commentaires généraux plutôt positifs (tout de même, dans deux cas, « Elle ne faisait pas de commentaires » :

- « Le progrès étant rassurants à la première expérience , ils m'ont encouragé à travailler davantage » (radio)
- « Très bonne réception »
- « Le rédacteur en chef était très content, et m'a dit **que j'avais un bon niveau (...)** **contrairement à d'autres qui avaient déjà essayé la coproduction** »....
- « des remarques qui m'ont permis de m'améliorer »
- « Le rédacteur en chef du Quotidien m'a exprimé sa satisfaction pour le travail que j'ai mené. **L'enquête sur les sectes a battu les records de vente du mois**, selon lui ».

12.1.11 Comment les apprenants jugent-ils eux-mêmes le travail accompli ?

Le contraire serait étonnant, ils ont eu l'impression de progresser. Ils le disent, en argumentant. Il faut faire ici la différence entre les étudiants, qui vivaient là leur première expérience concrète de journalisme, et les autres qui avaient déjà une pratique.

Les étudiants ont à l'évidence des commentaires différents :

- « Je sais avoir acquis plus d'une chose : Si j'ai appris à rédiger depuis le secondaire, ce stage m'a consacré comme rédacteur de presse écrite. Il m'a permis d'avoir au bout des doigts les grandes règles de rédaction journalistique (...) et en plus de vivre le fonctionnement d'une rédaction de presse écrite ».

Et les journalistes déjà en situation :

- « Je prends moins de temps pour rédiger un article »...
- « J'ai beaucoup progressé. Je suis passé de la théorie apprise à l'école à la vraie pratique ».
- « Ma formation de base dans une prestigieuse école de journalisme⁴³ me prédestine aux défis et challenges nouveaux. Ma formation à Jade Syfia a été à la fois importante et décisive dans mon processus d'accomplissement professionnel ».
- « J'étais convaincu d'avoir fait du bon travail ».
- « J'ai eu le sentiment de progresser »
- « Le travail accompli m'a paru intéressant mais pas satisfaisant. Chaque fois que je me relisais, je me rendais compte qu'il y avait quelque chose qui pouvait être ajouté »...
- « C'est sûr, j'ai progressé : je le disais tantôt, au début je ne connaissais rien à rien. Je ne savais même pas comment attaquer un article... »

Dans une très large majorité, les apprenants jugent la formation plus concrète et plus efficace que les autres formations suivies pour ceux qui sont concernés. (6 plus concrète, 4 plus efficace. Pas d'autres items)

Plus concrète : les exposés sont toujours appuyés sur la pratique et suivis d'un travail en temps réel.

Plus efficace, pour cette raison en particulier.

Et voici un jugement définitif⁴⁴:

- « Contrairement aux soi-disant sessions de formation organisées par des associations tatillonnes du pays, appuyées par des missions diplomatiques qui ne connaissent pas la réalité de la corporation, la formation à Jade tenait compte des subtilités propres au Cameroun. M Tassé que je connais depuis dix ans, a été du terrain et comprend le terrain. Les autres formations au Cameroun sont une affaire d'amis et de per diems (jetons de présence). A Jade, c'est la pratique ».

La relation avec les formateurs fait aussi l'unanimité : on a trouvé de l'attention, de la rigueur, un souci permanent de transmission du savoir, dans une ambiance qualifiée de sérieuse, mais de gaie.

⁴³ Nigerian Institute of Journalism, Lagos.

⁴⁴ L'auteur de ces lignes est devenu après la formation correspondant de Syfia International. Cela ne doit pas empêcher de prendre en compte son jugement, mais doit être connu...

La relation avec les formateurs est jugée

- confraternelle (7),
- de formateur à apprenant (3)
- de maître à élève (1)

Cette impression « de maître à élève » est le fait d'une étudiante de l'université de Douala en stage au Messenger. Elle précise d'ailleurs :

- « Parmi mes encadreurs, il y en avait deux qui étaient des camarades de fac. Nous avons suivi les mêmes cours théoriques à l'Université. Cependant, ils étaient déjà journalistes. Tout au long de la formation, je me suis retrouvée avec non plus de simples camarades, mais des instructeurs, des enseignants qui se sont appliqués à m'expliquer tout ce qui était nécessaire de connaître, sans condescendance.

Connaissant mieux les lacunes de la formation universitaire, ils ont été super dans leur encadrement ».

D'autres précisent :

- « J'ai trouvé quelqu'un de soucieux de me faire connaître le métier. Il a toujours pris la peine de clarifier les points d'ombre ».
- « Il m'a considéré comme journaliste. Mais est simplement parti des erreurs courantes dans la presse nationale pour faire des observations, expliquer, donner des références bibliographiques, me faire confiance à travers des séances d'autocorrection, etc. ».

Et chez les autres ?

- Oui, la relation était différente qu'avec les formateurs d'autres formations : « Les autres formations, des séminaires, sont inadaptées au contexte camerounais. La plupart des journalistes c'est des gens sortis de nulle part, sans aucune formation de base : certains n'ont pour seuls diplômes que des attestations obtenues au bout de trois heures »...
- « Dans les autres formations, le formateur se met souvent en position de donneur de leçons... ».

L'évaluation en fin de formation-tutorat est relativement aléatoire.

Avec l'employeur, 3 seulement ont procédé à une évaluation, 6 ne l'ont pas fait (dont les trois étudiants⁴⁵). (1 non réponse)

Ceux qui l'ont fait y ont procédé sous forme de rapport de stage (1) ou verbalement.

Pourquoi ne l'ont-ils pas fait ?

- « Il n'était pas la personne indiquée » (Dans ce cas, il n'y a pas eu non plus d'évaluation avec le tuteur, pour la même raison...)
- « Parce qu'il n'y avait pas de diplôme. Mon employeur a pensé qu'un bilan de formation doit être démontré ne serait-ce que par une attestation de formation »
- « J'étais plus intéressé par la formation que mon employeur, qui n'est pas journaliste »
- « C'était prévu, mais je n'ai aucun feed-back »
- « Ils ne l'ont pas demandé »

⁴⁵ Les trois étudiants n'ont pas procédé à un bilan avec l'employeur, mais dans deux cas sur trois ils l'ont fait avec leur tuteur(et le troisième serait en cours).

Dans l'un des cas où le bilan a été fait, il l'a été de façon très positive : rapport verbal présenté oralement d'une part au rédacteur en chef, ensuite au reste de la rédaction. « Ma hiérarchie m'a d'ailleurs demandé de concevoir des documents de formation pour le reste de la rédaction (...) puis après le redac chef m'a confié toutes les tâches d'encadrement des stagiaires⁴⁶ ».

Avec le tuteur, un léger mieux : 4 ont procédé à un bilan, et un cinquième est en cours. Ce qui veut dire que 5 ne l'ont pas fait (Voir note N°30). 1 non réponse. Pourquoi ne l'ont-ils pas fait ? « Problème de temps et de santé », nous dit l'un d'entre eux. Les autres ne précisent pas de raison fiable.

Comment l'ont-ils fait lorsque c'est le cas ?

- « Briefing de tout ce que nous avons appris, sur l'appréciation individuelle de notre formation, les lacunes, les difficultés... »
- « Il a demandé si nous avons des observations et des suggestions pour le futur »
- « Un bilan verbal. Mais il ne cesse de me faire des remarques sur mes travaux chaque fois que cela est nécessaire »
- « Nous avons discuté de la nécessité de continuer ce travail après la formation ».

12.1.12 Les apprenants formulent des suggestions pédagogiques

Plusieurs apprenants insistent sur la nécessité d'une **plus grande fréquence des séances** pédagogiques. « Il faut un temps d'enseignement plus consistant », dit l'un d'eux. « Que les séances soient faites de manière régulière », demande un autre, et

- « **que les formateurs accordent plus de temps** aux formés ».
- « Que le temps d'enseignement soit plus consistant ».
- « Multiplier les séances ».

Cette demande trouve son écho de façon synthétique dans une suggestion :

- « **Il faut formaliser la formation, en définir les modules, la durée, etc.** »

Plusieurs aussi demandent **que des documents pédagogiques soient mis à leur disposition** :

- « Il faut concevoir un manuel de formation Syfia, pour un suivi »
- « Mettre à la disposition des stagiaires un document de référence avec des exemples concrets (...) avec une bibliographie... »
- « Pour un meilleur encadrement des stagiaires, il faut plus de documents et d'ouvrages sur le journalisme »

Deux d'entre eux suggèrent que l'on insiste sur la méthode de collecte de l'information, et qu'on étende les enseignements à tous les genres journalistiques. « Que l'on accentue aussi la critique au niveau des articles produits par chaque apprenant : (...)montrer ses erreurs, où il a progressé, où il doit s'appliquer... »

⁴⁶ Il est intéressant de noter qu'au sein de la même rédaction, l'un dit avoir établi un bilan, et un autre non. Quel rôle joue le stagiaire lui-même pour rendre compte ? Propose-t-il un bilan à son supérieur hiérarchique ou attend-il que ce lui soit demandé ?

Plusieurs suggèrent aussi qu'il y ait un suivi, des piqûres de rappel, « des séances de recyclage de 2 ou 3 jours ».

12.1.13 Analyse du sentiment de progression des apprenants par thème

L'appréciation générale se situe au Cameroun aussi dans une moyenne « Moyen + ».

Les domaines de progression les plus nets sont

- la recherche d'information
- L'écriture informative
- La rapidité de travail

Viennent ensuite :

- Réalisation d'enquêtes
- Choix d'un angle
- Mise en perspective de l'information

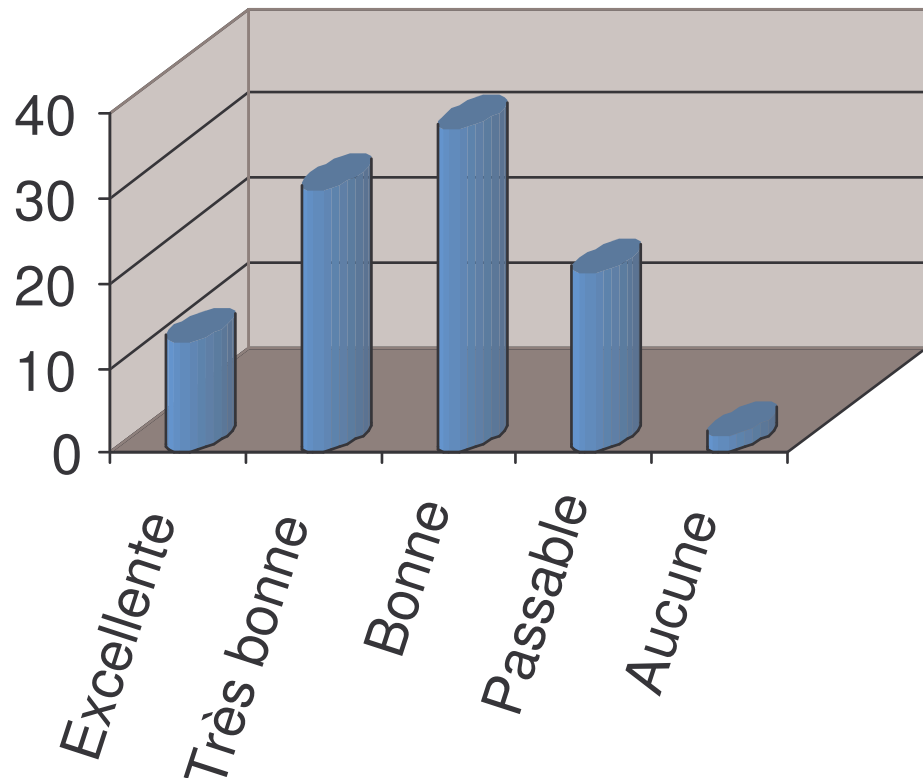
Construction et capacité à proposer des sujets sont des domaines où l'on considère avoir moins progressé.

- 13 réponses sur 99 se situent dans la catégorie « Excellent » : 13 %
- 31 réponses sur 99 se situent dans la catégorie Très bonne : 31 %
- 38 réponses sur 99 se situent dans la catégorie « Bonne » : 38 %
- 21 réponses sur 99 se situent dans la catégorie « Passable » : 21 %
- Deux réponses seulement dans la catégorie « Aucune progression » (Domaines concernés : capacité à vérifier et recouper les sources et principes déontologiques)

Dans quels secteurs de votre travail pensez-vous avoir progressé :

Importance de votre progression					
	Excellente	Très bonne	Bonne	Passable	Aucune
Recherche d'information	XXX	XXX	XXX		
Choix d'un angle	X	XX	XXXXX	XX	
Construction des sujets	XX	XX	XX	XXXX	
Ecriture informative	X	XXXXXX	XX	X	
Rapidité de travail		XXXXX	XX	XX	
Attitude au micro	X				
Réalisation d'interview	X	XXX	XXX	XX	
Réalisation d'enquêtes	X	XXX	XXXXX	X	
Mise en perspective de l'information		X	XXXXXX	X	
Principes déontologiques	XX	X	XXXX	X	X
Capacité à vérifier et recouper les sources	X	XXX	XXX	X	X
Capacité à proposer des sujets		XX	XXX	XXXXX	

Interprétation des réponses à la question : « Dans quel secteur de travail pensez vous avoir progressé : (réponses tous secteurs confondus)



12.1.14 Adaptation de la formation-tutorat aux besoins des apprenants

Belle unanimité en réponse à cette question : oui à 100 %, la formation-tutorat est adaptée aux besoins de chacun.

En radio, l'adaptation se juge au succès des magazines :

- « L'auditeur se sent plus concerné si le sujet s'intéresse à sa vie quotidienne. Or les magazines réalisés ont particulièrement marqué l'attention de mon auditoire, ce qui certifie le caractère important de la formation »

En presse écrite, ce sont différents éléments qui en attestent :

- « Elle permet de découvrir de nouveaux sujets, d'intérêt social, sur lesquels on peut travailler pour aider la communauté à avancer. Elle m'a permis de comprendre que je pouvais faire du bon travail en écrivant de manière simplifiée les textes ».
- « Il suffit de voir les progrès que j'ai réalisés (...). Les questions que je me posais avant de débiter les coproductions ont trouvé en majorité des réponses »
- « Je sortais juste d'une formation théorique à l'Université. J'avais besoin de me frotter à la réalité du terrain, d'écrire, de travailler dans un organe de presse... »
- « J'ai fait presque 4 ans de formation académique en techniques journalistiques (...) J'avais du mal à utiliser les connaissances théoriques reçues et m'embrouillais dans les différences entre les genres rédactionnels. Cette formation m'a permis de mieux assimiler les techniques de rédaction(...) ».
- « Avant, je ne savais pas ce que c'était qu'un magazine ».

- « Même si des lacunes demeurent, cette formation a comblé un vide important... »
- « Aucune école de formation n'organise le suivi individuel des étudiants. L'enquête et le reportage sont des genres particuliers. J'en avais donc besoin pour me démarquer de la mêlée ».

12.1.15 Evolution du regard des autres sur le travail des apprenants

Oui, oui, et encore oui : en dehors d'une seule non-réponse à propos du regard hiérarchique, 100 % des apprenants pensent que la formation a fait évoluer le regard sur eux de leurs confrères, de leur hiérarchie, et des lecteurs (auditeurs).

Et pour l'illustrer, ils sont prolixes !

- « Plusieurs lecteurs m'ont appelé au cours de ces coproductions pour me féliciter et m'encourager. Pour une enquête effectuée sur les observateurs des élections en 2004, un lecteur m'a contacté et aujourd'hui il est devenu un de mes informateurs. Des collègues se sont intéressés à mon travail, me donnent des conseils et sollicitent ma collaboration ».
- « Des camarades et amis m'interpellent dans la rue pour savoir si c'est vraiment moi qu'on lit dans le quotidien « Le Messenger » et me couvrent de félicitations. Pour mes collègues, ils viennent maintenant me consulter pour des articles et me proposent de les aider... »
- « Au tout début du stage, un seul de mes articles a été publié en deux semaines. Vers la fin, j'ai atteint une fréquence de deux articles par semaine ».
- « J'ai reçu des encouragements de confrères qui n'étaient même pas au courant de la formation. Les lecteurs se manifestent par personne interposée ou par courriers. La hiérarchie a plus d'estime et de considération à mon égard ».
- « Les confrères m'ont plusieurs fois proposé de présenter certaines de mes enquêtes pour des concours. Des lecteurs m'ont téléphoné pour apprécier la rigueur méthodologique de l'enquête sur le renchérissement des coûts des soins de santé. Mon ancien rédacteur en chef est venu un jour à la rédaction pour me féliciter ».
- « Après l'enquête sur le VIH-Sida, nombreux sont les auditeurs qui m'ont interpellé dans la rue pour m'encourager ».
- « Beaucoup de lecteurs ont apprécié la manière dont les textes étaient structurés, ainsi que l'approche et la qualité des thèmes traités ».

12.1.16 Les moyens étaient-ils suffisants ?

Non, non, et non : 100 % de non. Les moyens matériels n'étaient pas suffisants.

L'un (mais un seul !) avance l'idée que pour les frais, ça allait, mais qu'il faudrait verser un salaire pour encourager les apprenants.

Tous les autres insistent sur l'insuffisance des sommes pour couvrir les frais de transports, et décrivent les conséquences :

- « Cela ralentit le travail. Il aurait fallu mettre plus d'argent pour couvrir une aire géographique plus étendue pendant les enquêtes »
- « Moyens absolument insuffisants : on ne peut pas faire une enquête de grande envergure avec cela »...

- « Mon plus grand problème ! J'ai suivi en quelque sorte une formation à distance : ce n'était pas du tout facile en raison de mon éloignement de l'agence où j'étais sensé me ressourcer quotidiennement ».
- « Nous étions obligés de ne choisir que des sujets peu coûteux pour nos enquêtes, sous peine de ne pouvoir les achever faute de moyens financiers. Vous conviendrez que ce n'est pas là le meilleur critère de choix des sujets ! ».

Certains soulignent que les moyens matériels (internet, impressions, PC...) étaient bien à leur disposition, mais aussi qu'en terme de documentation, il y avait insuffisance (livres sur le journalisme...)

12.1.17 Permanence des acquis de la formation

Oui, oui, et encore oui. 60 % de Oui et 40 % de « bien sûr que oui », comme pour insister sur l'évidence : ils conservent des acquis de cette formation.

Et l'illustrent :

- « Dans chaque causerie, je recherche un sujet qui peut me permettre de dénicher un sujet d'enquête. Mes articles respectent toujours la formation que j'ai reçue dans la rédaction et au niveau des angles d'attaque ».
- « Ces acquis me permettent de continuer à mieux faire »
- « Bien sûr que oui : non seulement pour les magazines, mais aussi pour la rédaction au quotidien ».

12.1.18 L'évolution des salaires des stagiaires après la formation

Non, le salaire n'a pas évolué pour 7 / 10. Encore faut-il tempérer cette affirmation puisque trois d'entre eux étaient et sont encore étudiants. Il n'a donc pas évolué pour 4 / 7 d'entre eux. Pour les trois autres, il a évolué :

- dans un cas, de 25 %, mais « pas du fait de la formation-tutorat de Syfia »... Si l'on approfondit, on se rend compte que de reporter, il est devenu rédacteur en chef adjoint. La formation Syfia n'y est-elle pour rien ?
- Dans un autre cas, le salaire a triplé (il est devenu rédacteur en chef)
- Dans l'autre cas, compte tenu des difficultés dans la radio, son salaire est aussi fonction des rentrées. Mais il a évolué en mieux globalement.

12.1.19 Les suggestions d'améliorations formulées

Revoir la couverture des frais est la suggestion qui fait à nouveau surface ici. Certains proposent même des objectifs : 30 000 CFA pour l'un, 50 000 pour un autre, 100 000 pour un troisième...

La question du certificat de formation apparaît également : on juge qu'un tel document est important pour « la carrière ».

On souhaite aussi « que les encadrateurs soient mieux outillés... »

Et qu'une préparation plus longue soit organisée : « Prévoir une préparation d'une semaine minimum, pour un léger rappel sur les techniques rédactionnelles, avant d'envoyer les

étudiants dans un journal ». Pour les étudiants, leur permettre de choisir entre radio, presse écrite, ou télévision.

La durée totale de la formation est souhaitée à la hausse, et plusieurs insistent sur la nécessité de renforcer le suivi, « pour un contact permanent entre l'agence et le stagiaire ». Varier les thèmes est aussi souhaité.

12.2 Réponse au questionnaire cadres .

Un seul questionnaire, (radio) c'est un peu court pour tirer des conclusions pertinentes.

Relevons qu'il a eu connaissance des formations- tutorats « par des amis » et ne connaissait pas Syfia avant cela.

Il a désigné son stagiaire, n'a pas participé au contenu de la formation mais celle-ci a répondu à ses attentes : il lui attribue une note de 4 / 5.

Le stagiaire lui semble avoir beaucoup progressé, et tous ses travaux ont été diffusés. Les retours d'auditeurs sont notés comme très positifs. Cette formation lui est apparue plus efficace et plus concrète que les autres. Il insiste sur le fait que « *Nous, responsables de médias, voudrions que les journalistes puissent avoir des formations de très courte durée et mettre rapidement en pratique les enseignements reçus* ».

Il juge que les relations avec Syfia étaient suffisantes, et que les formateurs ne manquaient pas de « *prendre le feed back auprès de la station par rapport à leur travail* ».

Les efforts à porter dans son média sont notés comme très grands (****) sur :

- réalisation d'interviews
- principes déontologiques
- vérification des sources

grands (***) sur :

- Ecriture informative
- Construction des reportages
- Recherche d'information
- Mise en perspective de l'information
- Réalisation d'enquêtes
- Attitude au micro
- Capacité à proposer des sujets

Importants (**) sur

- Choix d'un angle

Moins importants (*) sur :

- Rapidité de travail.

13 Annexe 5.- Les formations-tutorats à Madagascar

La visite sur place n'étant pas possible, nous n'avons pu juger des formations-tutorats à Madagascar qu'à travers les rapports remis par Syfia Montpellier et les questionnaires qui nous sont parvenus. Nous avons donc en priorité examiné ces questionnaires, au nombre de 9

13.1 Éléments d'information concernant l'agence Mediascope

Dénomination (Raison Sociale) : MEDIASCOPE

Date de création : janvier 1992

Statut juridique : Société à responsabilité limitée

Numéro Carte professionnelle : 160694B

Numéro Identification de commerce : 2003B00897

Adresse complète : Lot II T 4 AC Betongolo – Antananarivo 101 – BP 116

Téléphone siège : 22 358 99 – 033 11 622 25

Email : mediasyf@iris.mg :

Nom des Gérants : ANDRIATIANA Mamy - Tél : 0331132381

RAHELIMALALA MELINE – tél : 033 11 380 77

13.2 Synthèse des principales conclusions et propositions

L'efficacité des formations tutorats à Madagascar paraît avérée. Elle n'a cependant pas pu être confirmée par des entretiens de terrain, et la finesse de l'analyse en souffre d'autant.

Il apparaît, à travers les questionnaires, un niveau moyen d'expérience très inférieur à ce que nous avons pu constater au Bénin, au Cameroun et au Burkina. Cette réalité amène l'agence Mediascope à chercher par d'autres biais à déceler des aptitudes, des motivations au journalisme. Ils ont par exemple décidé d'étendre le champ de recrutement à la faculté, où ils procèdent par petites annonces. A l'issue de cette première phase, ils s'efforcent de sélectionner par des tests ceux qui, parmi les candidatures reçues, leur semblent les plus motivés et offrant les meilleures chances de s'investir dans les médias.

Si cette méthode ne nous paraît pas réhabilitaire, elle n'offre pas toutes garanties. Mais nous ne sommes pas sûrs qu'il en existe une autre, qui serait plus fiable, pour le moment.

La conséquence de cette réalité est en particulier le départ de certains apprenants vers d'autres professions après la formation-tutorat. Il y a là un manque à gagner évident pour les médias. Nous pensons nécessaire de réfléchir à cette difficulté, et sans être en mesure de proposer une méthode compte tenu de l'insuffisance d'outils d'analyse dont nous avons pu disposer, il nous semble nécessaire de redoubler d'efforts vers les médias : presse écrite, et radio, en privilégiant des apprenants ayant déjà une certaine expérience du journalisme.

Sur un autre plan, il nous paraît nécessaire, comme pour les trois pays visités, d'harmoniser les cursus et de les construire suivant un schéma général adapté. Les grandes disparités entre

les durées des formations, si elles peuvent s'expliquer par des niveaux d'expérience différents, devraient cependant être réduites.

Enfin, la question des moyens est ici aussi posée par les apprenants. Moyens matériels (enregistreurs pour les reportages, ordinateurs...) et moyens humains (suivi des cursus). Il nous paraît indispensable d'approfondir une politique de formation de formateurs.

Si d'une façon générale les rapports avec les hiérarchies des apprenants – lorsqu'il y en a – nous semblent gérés correctement (jugement porté après discussion avec Mamy Andriatiana, Agence Mediascope), il nous paraît nécessaire de formaliser ces relations : définition des objectifs de l'action de formation, organisation et régularité des contacts et des retours avec la hiérarchie, organisation d'un bilan après la fin de la formation-tutorat.

Enfin, Mamy Andriatiana suggère de concentrer les efforts de formation-tutorat sur un seul média, c'est à dire à Madagascar sur une seule radio. Plutôt que de choisir un ou deux journalistes seulement, le travail de formation serait réalisé avec l'ensemble du personnel de la radio, y compris le gérant ou le propriétaire, de façon à impliquer davantage le média.

Cette formation-tutorat pourrait se concentrer sur une seule émission, régulière, Syfia achetant alors la tranche horaire. Si l'idée semble intéressante, il nous paraît plus judicieux que les fonds soient destinés à la formation directe plutôt qu'à l'achat d'une tranche horaire : une implication de la radio est recherchée, y compris si possible financièrement, mais Syfia ne devrait pas apparaître comme un financeur potentiel, même de façon restreinte, d'une émission. L'apport nous semble devoir rester dans le domaine direct de la formation. L'achat d'une tranche horaire risquerait de faire apparaître Syfia non plus comme un organisme porteur d'une expertise en formation, mais comme un simple fournisseur de programmes.

13.3 La perception de la formation des journalistes au Cameroun par ses destinataires. Réponses aux questionnaires

Nous avons reçu 10 questionnaires. 7 émanent d'apprenants journalistes, sur un total de 23 apprenants ayant participé aux formations-tutorats : 30% des apprenants ont donc répondu. Nous devons ici tenir compte de difficultés réelles à reprendre contact avec certains apprenants « perdus de vue », ou exerçant très loin en brousse, hors de portée d'un cybercafé leur permettant une facilité de réponse.

Nous avons également reçu les réponses de trois cadres.

Les 7 apprenants qui ont répondu (4 femmes et 3 hommes) ont une moyenne d'âge de presque trente ans, qui descend à 26 ans si l'on ne tient pas compte du plus âgé, qui a 50 ans.

13.3.1 Situation professionnelle avant et après la formation

Avant la formation, parmi les 7 apprenants, les fonctions sont diverses :

- Un travaille pour un organisme de développement rural comme « socio organisateur ».
- Deux déclarent travailler pour une radio, l'un comme animateur/technicien et journaliste, l'autre comme journaliste et productrice.

- Un est correspondant permanent de Syfia dans l'Ouest. Il semble avoir une activité professionnelle principale différente, mais ne la précise pas. Son adresse est celle d'une caserne de gendarmerie.
- Trois autres ne précisent pas leur fonction au début de la formation-tutorat :
 - o L'une précise qu'elle était étudiante
 - o Une autre, sans situer cette fonction au moment du début de la formation, précise qu'elle a dans le passé occupé un poste de journaliste généraliste à MATV.

Six d'entre eux n'ont aucune expérience antérieure de travail au sein d'un média avant de commencer la formation-tutorat, mais leur expérience de journalisme, souvent inexistante, a été acquise comme correspondant dans deux cas.

Après la formation :

- Le statut des deux apprenants travaillant en radio n'a pas évolué sauf, pour l'un, « de manière tacite ».
- Pour trois autres, il semble avoir évolué, en ce sens qu'ils sont aujourd'hui correspondants de Syfia.
- Une autre déclare qu'il n'y a pas eu d'évolution
- Le dernier a semble-t-il changé d'orientation et a arrêté la formation-tutorat en cours de route.

13.3.2 Niveau d'études

- DEA en sciences de l'information et de la communication
- Maîtrise de géographie
- Licence de géographie
- Maîtrise en sociologie
- Capacité en droit
- Niveau Terminale
- Bac + 4 et Ecole de journalisme (Ecole Supérieure de l'information et de la communication St Michel Amparibe)

Des formations diverses, donc, et une seule école de journalisme. Les autres sont venus au métier « par opportunité ».

Mais 4 d'entre eux ont suivi d'autres stages de journalisme, dont un déclare être aujourd'hui inscrit à l'école supérieure de journalisme St François d'Assise de Mahajanga.

Les stages suivis

- Ministère des Postes Télécommunications et Communication
- Radio Suisse Romande – Alliance française – Radio 5 Allemagne – Cercle germano-malgache – Radio nationale de Madagascar.
- Stage à TV Plus (Télévision privée de la capitale, dans le cadre d'un cursus universitaire)

13.3.3 Connaissance de la formation-tutorat et rémunération

Les 7 apprenants ont appris l'existence de la formation directement pas Mediascope, que ce soit « lors d'une rencontre avec un agent de Mediascope », par petites annonces, ou par une annonce à la radio. L'un a lu une lettre affichée à l'Université.

Trois d'entre eux sur les 7 connaissait déjà Mediascope.

Candidats de façon spontanée ou par suite d'une proposition faite par l'agence Syfia, 6 d'entre eux déclarent avoir été rémunéré par Mediascope pendant le stage. Un seul ne le précise pas. S'agit-il d'une vraie rémunération ou d'un remboursement des frais ? Comment les sommes perçues étaient-elles déclarées ? Nous n'avons aucune précision sur ce plan. Toutefois l'un d'entre eux, qui se déclare socio organisateur pour une agence de développement rural, précise qu'il était payé « par papier fini ».

13.3.4 Attente de la formation-tutorat

- Échange d'expériences sur la réalisation et la production d'émissions.
- Plus de compétence
- Plus de facilités dans l'écriture
- Connaître les ficelles du métier
- Savoir rédiger un article pour un lectorat international
- Mieux maîtriser « l'art de la presse écrite » et être titularisé comme correspondant de Syfia
- Évolution de carrière (1x)

Participation à la définition du contenu de la formation : Non, dans 6 cas sur 7. Il y a là une quasi unanimité, le septième ayant par contre participé, en réagissant aux propositions de l'agence et en faisant lui même des propositions.

13.3.5 La formation a-t-elle répondu aux attentes ?

Sur cette question, nous avons :

- deux non réponses
- Deux réponses positives, qui précisent :
 - On m'a donné des indications sur la production d'une émission du début à la fin. Après la formation, je me sentais plus professionnel
 - Au niveau de l'écriture et de la recherche d'angle
- Trois réponses nuancées :
 - A appris à connaître l'investigation et « à côtoyer différents milieux »,
 - Oui, c'était bien en ce qui concerne les éléments de base du journalisme d'investigation
 - Oui, parce « j'ai appris à maîtriser la méthode andragogique –à mener des interviews– à la rédaction »
 - Non : « cela prend beaucoup de temps et que les critères demandés par l'agence sont parfois trop compliqués : même les phrases à utiliser... »
 - Non : Il n'y a pas assez d'indications sur l'exécution pratique des articles, la rédaction, le style de langage

- Non : Le temps réservé à la formation proprement dite est assez limité : 21 heures sont insuffisantes pour apprendre le journalisme (pas de formation de base).

5 seulement sur les 7 attribuent une note globale à la formation. Cette note est assez bonne : 4 x 4 et une fois 3,5, soit 3,9 de moyenne, ce qui modère les appréciations globales qui semblent plutôt nuancées.

Il ne semble pas y avoir de corrélation entre la fonction et l'expérience de journalisme et l'appréciation portée.

13.3.6 Déroulement de la formation-tutorat

Il semble n'y avoir aucun point commun entre les différentes formations, mais plutôt un individualisme poussé. Ainsi les durées de formation sont-elles très variables :

- Tous les jours pendant 2 mois
- « Plusieurs séances » pendant trois années consécutives
- Trois séances (2x 1/2 journée et 1x une journée)
- Deux séances de 10 jours
- 3 jours
- 3 x deux 1/2 journées par semaine
- Un seul ne précise pas le nombre de séances.

Certes, il n'est pas impossible que les apprenants –ou certains d'entre eux seulement– aient mélangé les séances de formation proprement dites et les moments où ils ont travaillé pour réaliser sur le terrain des coproductions. Pourtant, même si l'on tient compte d'une éventuelle confusion, les écarts semblent très importants.

13.3.7 Les retours sur le travail réalisé

Bien qu'il y ait une relative imprécision dans les réponses, il semble que trois seulement des apprenants ayant répondu au questionnaire aient vu tous leurs articles publiés.

L'un n'en a vu aucun sur les deux réalisés, « peut être par manque de lien avec l'actualité ».

Un autre en a vu un seul publié (dans Mada Journal) sur trois écrits. Les deux autres, sur « les pousse-pousse et sur la culture Betsimisaraka, on m'a dit qu'ils traitaient de sujets trop locaux ».

Un troisième en a réalisé deux, et un seul a été publié. L'autre « a été jugé trop large et non pertinent concernant la recherche d'angle ».

Singulièrement, les deux qui précisent qu'ils ont tout diffusé sont les journalistes radio, en situation professionnelle et ayant déjà une expérience pratique du journalisme radio. Ils indiquent d'ailleurs avoir eu des retours :

- des confrères : « certains de mes anciens collègues ont manifesté le désir de suivre aussi la coproduction »
- des auditeurs :

- « Nous avons interviewé une paysanne qui fait en même temps des recherches sur les techniques culturelles, ce qui a intéressé énormément les auditeurs »
- « Des auditeurs ont demandé qu'on fasse des reportages sur leurs activités ou dans leurs villages ».
- De la hiérarchie :
 - « Les responsables successifs de la radio ont toujours montré leur envie de suivre la coproduction »

La question est à approfondir : les formations-tutorats auraient-elles leur pleine efficacité plutôt pour celles et ceux qui ont déjà une expérience solide ? Quelle est l'importance dans ce cadre de l'expérience préalable ? De la formation préalable, même théorique, dans une école de journalisme ? Du niveau d'études générales ?

13.3.8 Comment les apprenants jugent-ils eux-mêmes le travail accompli ?

7 sur 7 jugent qu'ils ont progressé. Mais l'examen de l'argumentation mise en avant pour le montrer est peu convaincante, voire très scolaire. Là encore, l'argumentation qui paraît plus ancrée sur la pratique est mise en avant par celle et ceux qui ont une expérience de journalisme antérieure.

5 sur 7 jugent que la formation-tutorat est plus efficace et plus concrète que d'autres, deux la jugeant également efficace et concrète. Il faut cependant relativiser la qualité des réponses, puisque 4 sur 5 des apprenants jugeant cette formation plus efficace et plus concrète que d'autres ... n'en ont pas suivi d'autre !

Les deux apprenants issus des radios jugent avoir progressé et le justifient ainsi :

- « Les émissions touchent des domaines variés qui intéressent les auditeurs (...). Des paysans ont manifesté leur intérêt pour l'émission et d'autres ont voulu partager leurs connaissances ».
- « Les émissions produites dans le cadre de la coproduction, par la diversité et la crédibilité des sources, la bonne qualité des émissions, deviennent des émissions phares de la radio ».

Une autre, qui a derrière elle un travail dans une télévision, juge :

- « J'ai le sentiment d'avoir progressé surtout au niveau du choix d'un angle. J'ai appris à distinguer un thème et un angle valables et ceux qui n'intéresseront pas le public ».

Dans ces trois jugements, la progression est jugée essentiellement en écho au succès des articles ou des émissions.

Les jugements ci-dessous sont sensiblement différents. À l'exception du dernier commentaire ci-dessous, plus argumenté, les autres sont sensiblement plus scolaires :

- « Côté investigation, j'ai progressé. J'ai fait de mon mieux d'ailleurs. Côté rédaction, j'ai encore des efforts à fournir ».
- « Je pense avoir progressé grâce à ces formations, mais aussi grâce à la pratique ».
- « La formation est donnée dans un cadre accueillant et les formateurs sont compétents. Comme on ne rentre que pour dormir, on se concentre bien ».
- « Je trouve que j'ai fait des progrès tant que j'ai appliqué les conseils et les commentaires faits par les encadreurs ».

- « Personne n'atteindra la perfection mais je pense que j'ai fait de nets progrès notamment en matière de rédaction et de recherche d'information. Les erreurs sont rectifiées et les recommandations sont faites lors des échanges téléphoniques ou par mail par les encadreurs du bureau ».

Ces derniers commentaires sont tous le fait d'apprenants n'ayant pas eu ou peu d'expérience pratique. Cela ne veut sans doute pas dire qu'ils n'ont pas profité de la formation, mais sans doute pour quelques uns pas aussi pleinement que ceux qui l'ont mise en rapport avec une pratique plus ancienne.

Il est d'ailleurs significatif également que les deux stagiaires radio plus expérimentés qualifient le type de relation induit avec le formateur de « confraternelle », alors que les cinq autres le qualifient de « Formateur à apprenant »... même si l'argument pour le justifier est logique... :

- « Les encadreurs ont des connaissances que moi-même je n'ai pas ou je ne maîtrise pas encore, donc il se trouve en position de supériorité. Mais cela n'empêche pas de créer une atmosphère d'aisance... »
- « On rencontre facilement sans formalités les formateurs. Mais ils ont tendance à entrer dans trop de détails lorsqu'ils commentent les articles ».
- « C'est un peu monotone, peut être qu'il faudrait faire un peu d'animation ».

Et pour ce qui concerne les apprenants ayant une expérience de terrain :

- « Nous avons mené ensemble avec l'agent de Mediascope presque toutes les activités : on a échangé les expériences, les discussions sont libres et on était ensemble sur le terrain lors des reportages ».
- « Il a été surtout question d'échanges d'expériences, d'appui et de soutien... »
- « Nous avons alimenté une émission déjà programmée par la radio Fahazavana, nous avons essayé uniquement d'ouvrir cette émission au monde rural qui n'est pas habituellement abordé ».

De la même manière, les apprenants ayant l'expérience d'autres formations jugent que « La coproduction est une formation pratique tandis que les autres formations restent théoriques ».

Des bilans n'ont pas toujours été faits avec les employeurs : S'ils l'ont été dans le cadre des radios de façon précise (« Une réunion d'évaluation à la fin de l'année pour une revue des émissions produites dans le cadre de la coproduction » ; « Nous avons analysé le feed back des auditeurs et évalué les procédures de réalisation des émissions »), ils n'ont pas pu l'être avec les autres, puisque ceux ci n'avaient pas d'employeur...

Avec les tuteurs, cependant, il n'y a pas toujours eu non plus d'évaluation : soit par fin prématurée de la formation-tutorat (1 cas), Soit par manque de temps et « impossibilité de se rencontrer plus souvent avec un emploi du temps incompatible »(1 cas), ou bien encore : « Je l'ignore. Probablement en raison de l'éloignement géographique, ou parce que chacun est absorbé de son côté ».

Une seule réponse positive parmi celles et ceux n'étant pas en situation professionnelle au sein d'un média : c'est le correspondant Mediascope de Tamatave qui déclare : « À la fin de mon stage, les encadreurs m'ont fait savoir que j'ai réalisé des efforts mais ce n'était pas suffisant. Néanmoins, il m'ont pris comme correspondant de Tamatave(...) ».

Enfin, des bilans ont eu lieu aussi entre les tuteurs et les deux journalistes radio en situation.

13.3.9 Les apprenants formulent des suggestions pédagogiques

Plusieurs souhaitent des contacts plus fréquents avec les formateurs, certains allant jusqu'à demander que des moyens de locomotion soient mis à la disposition de ces derniers pour rendre moins aléatoires leurs déplacements...

Plusieurs suggèrent « plus d'échanges avec les autres correspondants qui travaillent pour Mediascope, comme par exemple des conférences de rédaction périodiques ».

Un autre apprenant voudrait que le travail personnel réalisé soit « mis en relief », ainsi aussi que le travail de groupe.

Plusieurs souhaitent aussi que la formation soit plus longue, et qu'une plus grande place soit laissée à la pratique sur le terrain.

13.3.10 Analyse du sentiment de progression des apprenants par thème

L'appréciation générale se situe à Madagascar dans un registre « Moyen ».

Les domaines de progression les plus nets sont

- la recherche d'information
- Réalisation d'enquêtes

Vient ensuite :

- La réalisation d'interviews

Construction des sujets, rapidité de travail, Mise en perspective de l'information sont des domaines où l'on considère avoir moins progressé.

- 10 réponses sur 71 se situent dans la catégorie « Excellent » : 14 %
- 13 réponses sur 71 se situent dans la catégorie Très bonne : 18 %
- 38 réponses sur 71 se situent dans la catégorie « Bonne » : 54 %
- 9 réponses sur 71 se situent dans la catégorie « Passable » : 13 %
- Une réponse seulement dans la catégorie « Aucune progression » (Domaine concerné : principes déontologiques)

Dans quels secteurs de votre travail pensez-vous avoir progressé :

Importance de votre progression					
	Excellente	Très bonne	Bonne	Passable	Aucune
Recherche d'information	XXX		XXXX		
Choix d'un angle		X	XXXXX		
Construction des sujets		X	XXXXX		
Ecriture informative		X	XX	XX	
Rapidité de travail	X		XXXX	X	
Attitude au micro		X		XX	
Réalisation d'interview	X	XX	XXX		
Réalisation d'enquêtes	X	XXXX	XX		
Mise en perspective de l'information	X		XXXXX	X	
Principes déontologiques	X	X	XXX		X
Capacité à vérifier et recouper les sources	X	X	XXX	X	
Capacité à proposer des sujets	X	X	XX	XX	

Interprétation des réponses à la question : « Dans quel secteur de travail pensez vous avoir progressé : (réponses tous secteurs confondus)



13.3.11 Adaptation de la formation-tutorat aux besoins des apprenants

Cinq des apprenants qui ont répondu jugent que la formation était adaptée. Un seul juge qu'elle ne l'était pas ...encore. (Une non réponse)

- « Je jugerais la formation adaptée quand j'arriverais à écrire un article sans l'aide de l'encadreur, ce qui n'est pas encore le cas aujourd'hui ».

Ceux qui la trouvaient adaptée le justifient ainsi :

- « La coproduction m'a permis d'avoir une expérience en plus car je n'ai aucune formation de base en journalisme. Maintenant je maîtrise de mieux en mieux presque toutes les activités de la radio, (...) et établis plus facilement un contact avec les sources ».
- « C'est un moyen d'acquérir de l'expérience et d'élargir mes horizons »
- « Elle m'a aidé à enrichir mes capacités d'analyse »
- « Chaque fois, j'ai ressenti un progrès... »
- « J'avais besoin de plus d'expérience pour que je puisse m'adapter au monde professionnel. Cela m'a appris beaucoup... ».

13.3.12 Évolution du regard des autres sur le travail des apprenants

Oui, la formation-tutorat a fait évoluer le regard des autres, qu'ils soient confrères, hiérarchie ou auditeurs (lorsqu'il y en a...) :

- « Certains de mes collègues me demandent de l'aide technique ou des conseils après la coproduction. Le responsable de la station me confie de plus en plus d'émissions plus difficiles et me donne de moins en moins de temps pour la réalisation. Les auditeurs demandent qu'on fasse des reportages sur leurs activités ou leurs villages »
- « On me fait confiance dans le choix des sujets »
- « Mes sujets semblent plus facilement acceptés et les retards ne proviennent plus d'allers-retours incessants, mais de problèmes sur le terrain »

Dans deux cas pourtant, la réponse apportée est négative : pas d'évolution du regard des autres... (pour des apprenants qui ne sont pas en situation professionnelle).

13.3.13 Les moyens étaient-ils suffisants ?

Les moyens étaient insuffisants pour 70% des apprenants ayant répondu au questionnaire, qui précisent surtout des besoins en matériel :

- « Il nous est arrivé d'utiliser des appareils analogiques mais pour gagner du temps il vaut mieux utiliser des appareils numériques »
- « Surtout au niveau des recherches et documentations. Il devrait y avoir un listing de contacts qui seraient susceptibles de répondre aux questions spécifiques à un domaine ; accès à Internet très limité ». (Un autre explique que les moyens étaient suffisants, notamment pour l'accès à Internet...)
- « Non, j'aimerais que les moyens utilisés pendant les séances de formation soient modernisés, par exemple le *flip chart* ou Power Point »
- « Non, moyens insuffisants : il faudrait penser utiliser des appareils plus performants ».

Et pour un seul, se pose un problème financier, les frais occasionnés par les déplacements (« aller visiter les campagnes ou provinces par exemple ») étant plus élevés que les remboursements possibles.

13.3.14 Permanence des acquis de la formation

Pas de commentaires sur ce plan : 100 % de réponses positives.

13.3.15 L'évolution des salaires des stagiaires après la formation

Pas de commentaires ici non plus : 100 % de réponses négatives, (ou non réponses)

13.3.16 Les suggestions d'améliorations formulées

Une des questions posées concerne l'encadrement des formations-tutorats, jugé insuffisant. Nous trouvons aussi des demandes d'augmentation des indemnités, notamment pour les journalistes qui viennent de loin. Enfin, une suggestion de piqûres de rappel.

- « Le suivi tutorial devrait être continu et l'encadrement doit être renforcé. Plus de feed back par rapport aux autres agences »
- « Il faut produire plus de deux missions (...) Améliorer l'encadrement »

- « Encadrement plus pratique : passer tout de suite à l'essentiel et à l'application »
- « Il faudrait porter la formation à 15 jours. Des journalistes expérimentés, vraiment aguerris seraient les bienvenus, ou, au moins, un(e) seul(e). La rémunération gagnerait à être réajustée, surtout pour les correspondants qui ont fait des centaines de kilomètres pour rejoindre la capitale et qui ne peuvent même pas loger à l'hôtel (...) »
- « Il est nécessaire de réserver des séances de perfectionnement, et il faut mieux gérer le temps pour qu'il n'y ait pas empiètement avec les activités de la station.

13.4 Réponse au questionnaire cadres .

Trois cadres ont répondu, qui dirigent trois radios différentes. Deux sont satisfaits, l'autre pas du tout. Il apparaît toutefois que le cadre qui a exprimé un relatif mécontentement n'était pas en lien direct avec la formation-tutorat. L'apprenant de la radio concernée, qui a lui aussi rempli un questionnaire, a affiché sa satisfaction. Il convient donc d'entendre, mais de tempérer cette manifestation de mécontentement, d'autant plus que le faible nombre de réponses au questionnaire cadres (trois seulement) donne une résonance injustifiée à ce qui semble constituer plutôt un épiphénomène. Cependant, par souci de prise en compte de l'ensemble des données à notre disposition, il ne pouvait être question d'ignorer ce point de vue.

Jugement négatif :

Contacté par Mediascope, le cadre concerné se présente comme directeur de la rédaction et responsable de la programmation d'une radio. Il a désigné lui-même le stagiaire. Il ne connaissait pas Mediascope avant cette formation. S'il déclare avoir participé au contenu de la formation en réagissant à la proposition de programme, il affirme d'emblée que cette formation n'a pas répondu à ses attentes. La note globale qu'il attribue (2 / 5) est sévère. Si tous les reportages réalisés ont été diffusés, il juge que le stagiaire n'a pas progressé : « Il n'y a pas eu de pratique continue, on a réalisé des émissions par intermittence. On a jamais reçu de feed-back. Les organisations de travail étaient un peu lâches ».

Il déclare n'avoir eu aucun retour des auditeurs : « Je n'ai reçu aucun commentaire ni des auditeurs, ni de mes collègues donc les émissions n'ont pas attiré les attentions » et lui même affirme que « Les émissions réalisées dans le cadre de la coproduction étaient insatisfaisantes ». Globalement, la formation-tutorat est jugée moins efficace et moins concrète qu'une formation « classique ».

La pédagogie mise en œuvre est, elle aussi jugée inadaptée aux objectifs : « Les plannings et le programme tracés au début de l'année n'étaient pas respectés ».

Il se plaint d'une absence totale de relation avec le tuteur pendant la formation, et du fait que « les tuteurs n'ont même pas pensé à effectuer une sorte d'évaluation ».

Si les efforts principaux doivent être faits dans les domaines : Construction des reportages, Mise en perspective de l'information, Capacité à proposer des sujets et Choix d'un angle, il affirme que « La coproduction était conçue comme une transmission de savoir de Médiascope vers nos journalistes mais non comme une collaboration entre journalistes », et que le journaliste tutoré ne continue pas à utiliser les acquis de la formation.

La seule suggestion qu'il formule pour l'amélioration de la formation-tutorat est « qu'il faut respecter scrupuleusement la convention ».

Jugements positifs.

L'un est directeur-gérant d'une radio, l'autre « directeur de la publication ». Notons que ce dernier n'est plus en situation d'encadrement dans la radio, qu'il a quittée. L'un ne connaissait pas Médiascope avant qu'un agent de l'agence vienne lui parler de la formation-tutorat.

L'autre connaissait Médiascope, et a contacté lui-même l'agence pour monter une formation-tutorat destinée à améliorer la grille de production. Ils ont choisi eux-mêmes le stagiaire, et ont pu participer au contenu de la formation, qui a répondu à leurs attentes. La note globale attribuée à la formation-tutorat est de 4 / 5 pour chacun des deux cadres.

Les stagiaires ont progressé : « Avant la collaboration avec Médiascope, nous n'avions programmé que rarement des reportages de fond. Donc les productions réalisées dans le cadre de la coproduction ont apporté un plus pour la radio, d'autant que les émissions s'adressent aux paysans, c'est à dire la totalité de la population de notre zone de couverture ».

« Les animateurs qui ont suivi la coproduction deviennent plus enhardis, plus organisés et plus productifs ».

Les auditeurs ont « fait des remarques très positives concernant les émissions ».

« Oui, les auditeurs ont remarqué que les reportages sont de plus en plus nombreux et de plus en plus intéressants ».

« C'était une bonne formation pour des personnes qui n'ont pas de formation de base en journalisme », et que cette formation était plus efficace et plus concrète que les autres. La pédagogie mise en œuvre était adaptée aux besoins, et la relation avec le tuteur « raisonnable ». (Dans un cas, elle est jugée « rare »). Ledit tuteur, qui a suivi les stagiaires sur le terrain, a ainsi introduit un mode de relations différent d'autres formations avec l'apprenant.

Les efforts à fournir pour les formations devraient porter principalement sur (nombre d'étoiles au total des deux cadres):

- Construction des reportages (6*)
- Réalisation d'interviews (6*)
- Mise en perspective de l'information (6*)
- Capacité à proposer des sujets (6*)
- Principes déontologiques (5*)
- Réalisation d'enquêtes (5*)
- Ecriture informative (5*)

Et dans une moindre mesure, sur :

- Recherche d'information (4*)
- Rapidité de travail (4*)
- Capacité à vérifier et recouper les sources (4*)
- Attitude au micro (4*)
- Choix d'un angle (4*)

La formation, adaptée aux besoins des deux radios, a fait évoluer le regard des confrères, des auditeurs, et du dirigeant lui-même sur les journalistes apprenants. D'ailleurs, « les auditeurs demandent qu'on programme régulièrement ce genre d'émission – et les autres animateurs demandent aussi à suivre la formation », et « Les auditeurs ont remarqué que les animateurs maîtrisent leur sujet et sont très aisés devant le micro ».

Mais il ne faudrait pas limiter les émissions produites à trois ou quatre par an : « les auditeurs demandent des productions régulières, tout au moins mensuelles ».

Problème pour une radio : les deux animateurs formés, qui étaient des bénévoles, ont quitté la radio et ne travaillent plus dans le domaine de la radio. Il demande en conséquence à recommencer la formation.

En ce qui concerne l'autre radio, selon le cadre (qui a, répétons-le, quitté la radio), il juge que « Les méthodes de travail appliquées pour la co-production deviennent pérennes pour toutes les émissions et pour l'ensemble de la radio ». Cet apprenant anime aujourd'hui une chronique.

Enfin, une suggestion est formulée concernant une des radios : « Il faut une organisation plus sérieuse pour respecter les programmes »

14 Annexe 5.- Liste des personnes rencontrées :

Mmes Marie-Agnès Leplaideur et Chantal Laffaille (Syfia International)

MM Tidiane Dioh et Emmanuel Adjovi (OIF). Monsieur Crepeau, OIF (Par téléphone)

14.1 Au Bénin :

- Adoun Wilfrid, Président de l'union professionnelle des médias du Bénin
- Aguida Richard, animateur, Radio Mono
- Alako Basile, Animateur, Radio Mono
- Anago Joseph, directeur exécutif de la Maison des Médias
- Assogba Alain, Rédacteur en chef, La Nouvelle Tribune
- Awoudo François, Président ODEM
- Berthaud Michel, directeur centre culturel français
- Christian Tchanou, Chef d'édition, La Nouvelle Tribune
- Clombessivou Codjo, animateur, Radio Mono
- Coppieters Donatienne, journaliste-formatrice belge
- Dahoue Pascal, animateur, Radio Mono
- Dohou Valentin, chef des programmes, La voix de Lokossa
- Fortuné Sossa, La Nouvelle Tribune
- Gbenonchi Patrice, Animateur, Radio Ahémé
- Gérard Gansou, Chef de Rubrique, Fraternité
- Godjo Rufin, Fondation Ebert
- Hessou Fernando, Directeur de la publication Le Point Quotidien
- Houessou, Bruno, Chef de rubrique, Le Républicain
- Hounsoun, Radio Espérance
- Klako Azonsou, alphabétiseur, Radio Mono
- Ludovic Gédéon, La Nouvelle Tribune
- Maforikan Agapit Napoléon, HAAC
- Mamadi Bollé, La Nouvelle Tribune
- Marius Kpogué, La Nouvelle Tribune
- Matchoudo Marie-Louise, Le point au Quotidien, + Mayro
- Metonou Dieudonné, journaliste, Radio Ahémé
- Moussou Cokou, Directeur, Radio Ahémé
- Nouwligbeto Fernand, Chef d'agence
- Roland Affanou, La Nouvelle Tribune
- Saisonou Joachim, Directeur, Agriculture
- Senou Wilfrid, journaliste / animateur, La voix de Lokossa
- Soukpo Christophe, technicien, Radio Mono
- Sovissi Jules, journaliste, Radio Mono
- Videgla Armand La Nouvelle Tribune

14.2 Au Burkina Faso

- Abderamane A. MAIGA, directeur du mensuel La Colombe et l'équipe
- Boniface COULIBALY, directeur de la RNB à Bobo-Dioulasso
- Des étudiants du département Communication et Journalisme, Université de Ouagadougou

- Elisabeth PITTELOUP-ALANSAR, directrice résidente adjointe, ambassade de la Confédération helvétique
- Firmin GOUBA, chef du département Communication et Journalisme, université de Ouagadougou
- Jean-Claude MEDA, président de l'Association des journalistes du Burkina, membre dirigeant du Centre national de presse Norbert Zongo
- Jean-Louis ROTH, deuxième conseiller, attaché de presse à l'Ambassade de France ; Esther Belli, chargée de la culture
- L'équipe de Radio Goulou à Po, dont son responsable d'antenne, Donald DUWANI, et le président du comité local, Apékira GOMGNIMBOU ; un groupe d'auditeurs de la radio
- L'équipe de Radio Pulsar à Ouagadougou et son directeur adjoint, François YESSO
- Mahorou KANAZOË, directeur de la rédaction du quotidien L'Observateur Paalga
- Montounou KANI, rédacteur en chef de l'Express du Faso à Bobo-Dioulasso
- Morin YAMONGBÉ, directeur de la rédaction du quotidien Le Pays
- Ousseini ILBOUDO, rédacteur en chef du quotidien L'Observateur Paalga
- Paul THOLEN, premier secrétaire « Bonne gouvernance / Politique », ambassade des Pays-Bas
- Salif KOALA, journaliste-enseignant au département Communication et Journalisme
- Tiergou-Pierre DABIRE, rédacteur en chef du mensuel Carrefour africain

14.3 Au Cameroun

- De Paul Nya Louis Roland, directeur Radio Site Dare
- Djagué Aimée, Journaliste, Radio Site Dare
- Djimeli Alexandre, rédacteur en chef adjoint, Le Messenger
- Doo Jacques, Secrétaire général de la rédaction, Le Messenger
- Edima Yannick, Animateur, Radio Nkul Bininga
- La fondatrice de Radio Nkul Bininga
- Le rédacteur en chef du Messenger
- Locka Christian, Les nouvelles du Pays
- Meka André-Luther, Etudiant
- Mekinda Stephanie, Directrice, radio Nkul Bininga
- Meli Rostand, Directeur des programmes, Radio Site Dare
- Nforgan Charles, Agence Jade Syfia
- Ngo Bikob Rachel, Etudiante
- Ngouana Delore, Etudiant
- Nguelo Léopold, journaliste / animateur, Radio Site Dare
- Nkwebo Denis, Les nouvelles du Pays
- Noah Alain, journaliste, Le Messenger
- Ntiga Léger, chef du desk, Mutations
- Nya Louis, Propriétaire, Radio Site Dare
- Oriol Laurent, premier Secrétaire de l'ambassade de France
- Simev Vicky, Etudiante, pigiste
- Talatadji Yemeli, chef de chaîne, Radio Batcham
- Tassé Etienne, chef d'agence Jade Syfia
- Tchapa Russell, Rédacteur en chef, Radio Site Dare

- Tchnana Ngante Robert, Président du Syndicat des journalistes (SJEC)
- Tientcheu Jean Baptiste, Responsable des programmes, Radio Site Dare
- Nzupiap Blaise, pigiste, Le messenger.